

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

L'Algérie confierait à la France des projets industriels représentant 10 milliards de francs

LIRE PAGE 6

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 MF ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 23 F. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,25 kr. ; Espagne, 166 pes. ; E.-U., 40 ct. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls ; Islande, 70 kr. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 48 esc. ; Royaume-Uni, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr. ; Suisse, 1,30 F. ; E.-U., 40 cents ; Venezuela, 300 b. ;

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 05
Tél. : 4397 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Un socialiste à Strasbourg

« Le président du Parlement européen est élu à une majorité de cette Assemblée, une majorité qui n'est malheureusement pas socialiste. Il ne peut donc pas mener une politique de parti. » Ainsi M. Fiet Dankert, siégeant à la présidence de l'Assemblée européenne, où il succède à Mme Simone Veil, a-t-il clairement dit, mardi 19 janvier, les limites politiques du changement intervenu à la tête du Parlement de Strasbourg.

De fait, son élection doit beaucoup à ses qualités personnelles (cf. corollairement, à l'échelle plus modeste de la personnalité de son rival chrétien-démocrate, M. Egon Kopsch) ainsi qu'aux divisions, erreurs d'interprétation et fausses manœuvres des groupes du centre et de la droite. Plus qu'à un revirement des élus européens dont la majorité continue de ne pas se situer à gauche. Ce sont d'ailleurs des déflections dans l'un des groupes les plus marqués à droite, celui des conservateurs britanniques, qui ont permis à M. Dankert de l'emporter au quatrième tour de scrutin, avec une voix d'avance sur le candidat de la C.D.U. ouest-allemande.

Le sentiment général à Strasbourg, à l'issue du scrutin, était que, si Mme Veil avait pu représenter sa candidature et être assurée de l'appui du groupe des Démocrates européens de progrès, où siègent notamment les élus du R.P.S., elle eût été en mesure de conserver à cette majorité la présidence de l'Assemblée. La présidence sortante s'était interdite par avance toute opération qui eût favorisé la division du centre et de la droite. Devant les médiocres résultats obtenus par M. Kopsch et par leur propre candidat, M. Sauter, les conservateurs britanniques étaient cependant prêts à soutenir une éventuelle candidature de Mme Veil. Mais celle-ci ne pouvait donner suite à ce projet que si d'autres groupes modérés s'y ralliaient et la faisaient apparaître comme une candidate d'union. La difficulté est venue non des libéraux, mais des Démocrates européens de progrès, et Mme Veil devait reprocher amèrement à ses gaullistes d'avoir délibérément « sabordé sa candidature ».

C'est dire que l'Assemblée européenne n'échappe pas plus que les Parlements nationaux au jeu des partis, aux manœuvres petites ou grandes, et tout simplement à la « politique politicienne ». Elle y est même d'autant plus sensible que le clivage entre majorité et opposition y est parfois plus flou et l'élection de M. Dankert en fournit un nouveau l'illustration.

Pont-à-Strasbourg fait-il y voir, pour l'Assemblée de Strasbourg, le prix à payer pour mieux asseoir son pouvoir, trouver son rythme de croisière et sa vraie place dans les institutions européennes.

De ce point de vue, l'élection du nouveau président est encourageante. M. Dankert a déclaré vouloir améliorer les méthodes de travail de l'Assemblée, resserrer ses liens avec les Parlements nationaux et l'opinion publique européenne, et renforcer ses prérogatives financières. Il est l'une des rares personnalités qui aient véritablement émergé depuis l'élection de juin 1979, la première qui ait eu lieu en scrutin universel direct. Faut-il être sans signification que les parlementaires européens aient préféré, aux « vedettes » nationales qu'on leur proposait, un président qui ne devait sa notoriété qu'à l'Assemblée elle-même.

(Lire nos informations page 4.)

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉVISION DE LA LOI DE NATIONALISATION

- Le surcoût de l'indemnisation ne serait pas financé par un impôt exceptionnel
- L'organisation du débat crée un conflit entre le gouvernement et le groupe socialiste

Le conseil des ministres devait trancher, ce mercredi 20 janvier, le conflit ouvert la veille, entre le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et le premier ministre, sur la procédure parlementaire la mieux adaptée à une mise en œuvre rapide des nationalisations. M. Mauroy souhaitait soumettre aux Assemblées un projet complet, procédure jugée trop lourde et trop lente par les députés socialistes.

Mardi soir, le premier ministre a une délégation du groupe socialiste avaient débattu, sans résultat, de cette question. M. Mitterrand et Mauroy s'en sont entretenus, ce mercredi matin, avant l'ouverture du conseil des ministres.

Le conseil des ministres devait approuver la nouvelle version du projet de loi de nationalisations après que le Conseil d'Etat eut rendu, mardi, un avis favorable.

Le nouveau mode de calcul de l'indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisables devrait entraîner une dépense supplémentaire de 8 milliards de francs environ, qui serait financée par les moyens traditionnels — en particulier l'emprunt — et non par un nouvel impôt, comme l'avait laissé entendre le ministre du budget, M. Fabius, mardi 19 janvier.

Comment aller vite

Quels que soient les jugements qu'elle inspire, la décision du Conseil constitutionnel, qui a déclaré non conforme à la Constitution sept articles de la loi sur les nationalisations, interdit ainsi sa promulgation, s'impose à l'exécutif et au législatif. Les députés socialistes en ont pris acte, bien qu'ils ne soient pas satisfaits, pour le moment, par le Conseil constitutionnel et ne souhaitent pas, pour le moment, en discuter.

L'essentiel était d'obtenir, par le Conseil constitutionnel, un nouveau texte, complet, de cinquante et un articles, qui eût permis de recourir aux ordonnances pour mettre en œuvre les nationalisations. M. Mauroy avait finalement obtenu, mardi, la deuxième solution. Elle répondait, selon lui, au souci de limiter, autant que possible, le risque d'une nouvelle annulation par défaut de procédure. Les trois articles de la loi déclarés inconstitutionnels, qui portent sur l'indemnisation des actionnaires, sont, en effet, considérés par le Conseil constitutionnel comme inséparables de l'ensemble de la loi.

Le projet de loi de nationalisations, en mai et juin 1981 par une majorité de Français, s'est tourné, contre le gouvernement, jugement trop prudent et trop timoré dans sa démarche.

Un désaccord, qui s'est rapidement transformé en conflit, est alors apparu entre le gouvernement et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale sur la procédure la plus adéquate pour essayer de concilier les exigences du Conseil et la nécessité d'accélérer au maximum les débats parlementaires. Le comité des députés socialistes, d'abord dirigé contre les neuf « sages », accusés de faire obstacle à la volonté de changement exprimée en mai et juin 1981 par une majorité de Français, s'est tournée, contre le gouvernement, jugement trop prudent et trop timoré dans sa démarche.

Recours à l'emprunt

La décision du Conseil constitutionnel qui entraînera une majoration des dépenses d'indemnisation versées aux actionnaires va-t-elle entraîner un surcoût d'impôt pour les contribuables, voire une « taxe exceptionnelle » d'être payée pendant quinze ans, durée prévue de l'amortissement ? Il ne le semble pas.

Le gouvernement se trouve devant un choix difficile qu'il ne tranchera probablement pas dans l'immédiat. Il devra dire en effet si le budget de l'Etat doit prendre en charge le remboursement des intérêts de ces emprunts qui seront supportés par le budget de l'Etat.

milliards de francs remboursés au fil des années par l'intermédiaire d'une caisse d'amortissement (la C.A.P.A.) qui finance 2 milliards de francs par an.

Il est prévu que l'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisables sera assurée par deux caisses d'amortissement : l'une pour l'industrie, l'autre pour les banques. Ces caisses emprunteront sur le marché obligataire pour chaque année payer leur part aux actionnaires. Ce sont les intérêts de ces emprunts qui seront supportés par le budget de l'Etat.

ALAIN VERNHOLLE.
(Lire la suite page 8.)

Un entretien avec M. Philippe Thomas

« Je me sens peu qualifié moralement pour porter la bannière d'un groupe nationalisé » nous déclare le P.-D.G. de PUK

LIRE PAGE 2

NI MARXISTE NI SOCIAL-DÉMOCRATE

« Politique 2 », de François Mitterrand

par RENÉ RÉMOND

Voici que paraît, sous le même titre volontairement neutre affecté, simplement au chiffre 1, qui souligne la continuité d'un nouvel ensemble de textes proposés ou écrits par François Mitterrand. A qui a rendu compte en son temps du premier volume, la tâche apparaît singulièrement plus délicate, et la critique doute de retrouver cet « harmonieux couple » de « bienveillance » que l'auteur de « Politique 1 » avait naguère apprécié.

Si désireux que celui-ci soit que

son livre soit jugé indépendamment de la fonction qu'il exerce, le critique est, de toute façon, perdant : qu'il trouve au livre de grands mérites, ils ne manqueront pas de soulever son éloge quelque courtoisie et si le formule des réserves ou marque des désaccords, l'auteur les attribuera à cet inextinguible penchant des intellectuels qui leur fait toujours préférer un homme politique dans l'opposition à ceux qui ont la charge du pouvoir. Tant pis : prenons le risque de déplaire aux uns et aux autres.

Une seconde raison, plus essentielle, rend l'exercice plus délicat pour qui avait en de près les quelques sept cents pages du premier volume : il s'agit de en trouver le prolongement ; or le livre est très différent.

Ce qui rendait passionnante la lecture du précédent, c'était de découvrir sur une quarantaine d'années, de 1938, date du premier texte recueilli, à 1977, une personnalité qui s'affirmait peu à peu, et dont se révélait la continuité à travers des situations fort dissimilables. C'était aussi de rencontrer un écrivain de race dont la culture s'exprimait dans une écriture talentueuse. Or cette fois la perspective est tout autre : au lieu d'assister à la lente formation d'un destin sur quarante ans, ce sont quatre courtes années de combat politique, où l'écriture cède la place à l'oralité.

Non que le souci de l'expression ait quitté François Mitterrand. Il y a dans ce recueil quelques fort beaux textes : celui qui ouvre la perspective de presse du 24 juin 1980 fait penser par la fermeté et la concision à la brièveté souveraine de certains textes gaulliens. Curieusement — mais est-ce si surprenant ? — quelques-uns des textes les mieux venus sont ceux d'interventions devant des camé-

rades dans les instances dirigeantes du parti : ainsi le discours à la Convention nationale en novembre 1978 ou au congrès de Metz le 6 avril 1979 ; l'intelligence dialectique s'y allie à une élocution de la persuasion dont le lecteur admirera la virtuosité. Mais ces textes sont presque tous ordonnés à une finalité, la conquête du pouvoir : ils visent à l'efficacité.

(Lire la suite page 10.)

LE COLLOQUE DE NIAMEY

Une chance pour le cinéma africain

Début mars 1981, au lendemain du Festival de Ouagadougou, en Haute-Volta, un groupe de cinéastes, conduit par Sembène Ousmane et Med Hondo, vient visiter la tombe de leur camarade Oumarou Ganda, décédé le 1^{er} janvier à Niamey, au Niger, à l'âge de quarante-cinq ans. Moment de recueillement et de réflexion : où va le cinéma africain, en particulier celui de l'Afrique noire, le plus dévalorisé, le moins organisé, le plus pauvre du monde ? Oumarou Ganda est mort dans la pauvreté, ses parents ignoraient même qu'il était devenu quelque chose par le cinéma. L'année 1981 a mal débuté pour l'Afrique noire francophone, le ministère de la coopération à Paris a supprimé cette aide, même infime, qui avait permis à tant de films modestes d'être menés à terme. La belle est dans le camp africain. M. Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien, offre 200 000 francs fran-

çais aux cinéastes africains comme gage de cet avenir à bâtir en commun.

Ils vont se retrouver à Niamey du 25 au 30 janvier, vingt-cinq d'entre eux, grâce à cet argent. Outre Sembène Ousmane et Med Hondo, il y aura : Hella Garmira, d'Éthiopie ; Lakhtar Hamina, d'Algérie ; Youssouf Chahine, d'Égypte, et le jeune cinéaste nigérien Inoussa Ousseini, qui, depuis deux ans, dirige, avec des fortunes diverses, le projet le plus ambitieux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre : le mise sur pied d'un système autonome de production et de diffusion de films.

Le cinéma africain, en particulier négro-africain, a-t-il un avenir ? Tout peut-il encore être sauvé ? Med Hondo, coordinateur du Comité africain des cinéastes, exprime ses optimistes et ses espoirs. — L. M.

(Lire page 12.)

POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

LES PÉRILS DU NUCLÉAIRE

ALGÈBRE ET INFORMATIQUE
JUPITER ET SATURNE
LES BACTÉRIES MAGNÉTIQUES

FEV. 82 - N° 52 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

(Lire nos informations page 4.)

APY 100150

Le Monde

NATIONALISATIONS

idées

UN ENTRETIEN AVEC LE P.-D.G. DE PUK

« Je me sens peu qualifié moralement pour porter la bannière d'un groupe nationalisé »
nous déclare M. Philippe Thomas

Au moment où le conseil des ministres remet sur le métier le projet de loi sur les nationalisations, afin de tenir compte de l'avis du Conseil constitutionnel, M. Philippe Thomas, P.-D.G. de Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), explique pourquoi il se sentirait peu qualifié moralement pour diriger un groupe nationalisé, son équipe étant, au reste, assez forte pour prendre la relève. De leur côté, MM. François d'Aubert et Charles Millon, députés U.D.F., estiment que le gouvernement ne doit s'en prendre qu'à lui-même si la mise en œuvre de la loi est retardée : le texte avait été trop hâtivement préparé.

« Vous quittez la présidence du groupe PUK, qui va être nationalisé. Avez-vous voulu ce départ ou bien vous êtes-vous en quelque sorte senti poussé dehors ? »

« Non, je ne me suis pas senti poussé dehors. Mais je suis irrémédiablement hostile aux nationalisations. J'ai rabâché inlassablement mes convictions à ce sujet depuis plus de cinq ans, à la radio, à la télévision et dans la presse. Je me sens aujourd'hui peu qualifié moralement pour porter la bannière d'un groupe nationalisé. J'ajoute que je n'ai aucune envie d'entrer dans un système auquel je ne crois pas. »

« N'avez-vous pas aussi des raisons plus subjectives ? On dit que vous êtes d'un caractère plutôt entier... »

« Je n'en disconviens pas, et il est vrai que j'ai mal pris les propos tenus par certaines personnalités concernant la gestion passée des cinq groupes industriels nationalisables. Il m'a semblé que nos censeurs n'avaient cherché ni à s'informer ni à comprendre. Personnellement, je préfère ne pas prolonger l'expérience. »

« La principale critique faite aux groupes nationalisables était celle d'une gestion au jour le jour, inspirée par des considérations financières à court terme. Qu'en pensez-vous ? »

« Je crois que dans le cas de PUK cette affirmation tourne le dos à la vérité. Nous ne sommes pas plus doués que d'autres pour la prospective et pour les visions à long terme. Mais le métier que nous exerçons nous oblige à miser gros sur des paris énergétiques à long terme. La mise est très forte parce que notre industrie nécessite des investissements extrêmement lourds, qui ne peuvent s'amortir que sur une durée de vingt à trente ans. Le pari à faire est donc à très long terme et il concerne fondamentalement la compétitivité de notre approvisionnement en énergie. »

« C'est un point essentiel pour PUK... »

« Oui, car l'énergie est la véritable matière première de nos fabrications. Elle représente plus de 25 % de notre prix de revient dans le cas de l'aluminium, plus de 40 % dans le cas du chlorure et de la soude. C'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas restés les deux pieds dans le même sabot. Nous sommes allés investir aux quatre coins du monde, en Afrique, en Amérique et en Australie, pour pouvoir bénéficier toujours des meilleurs prix d'énergie. Il s'agissait de préparer l'avenir à long terme du groupe, les yeux fixés sur l'horizon situé un quart de siècle devant nous. Le souci à court terme d'engranger le dividende de l'année suivante n'est pas, comme certains l'ont dit, ce qui inspire notre politique industrielle. »

« A votre avis, quel va être, après la nationalisation, le sort de votre filiale américaine Howmet, le plus beau fleuron de votre groupe ? »

« Oui, Howmet, première entreprise industrielle française aux États-Unis, est la grande réussite du groupe. En particulier, Howmet dispose d'un leadership mondial pour la production d'ailettes de turbine pour réacteurs d'avions, activité que PUK a développée dans le rapport de 1 à 6 depuis sa prise de participation initiale en 1962. Sur le plan financier, Howmet représente un beau succès pour son actionnaire puisque cette société vaut maintenant trois fois plus que l'argent (réactualisé en francs 1981) que Pechiney puis Pechiney Ugine Kuhlmann y ont investi pour prendre, par acquisitions successives, jusqu'à 100 % du capital. »

Le problème de la filiale américaine

« Howmet travaille pour la défense américaine. Est-ce que cela ne va pas poser un problème délicat ? »

« Pour 25 à 30 %, les ailettes de turbine fabriquées par Howmet sont utilisées par les avions, les hélicoptères, les chars et les engins de la défense américaine. La nationalisation va effectivement poser un problème épineux qu'on aurait pu avantageusement éviter en plaçant cette activité, qui représente environ la moitié du chiffre d'affaires de Howmet, en dehors du champ de la nationalisation. Je l'ai proposé au gouvernement, mais je n'ai pas été entendu. J'espère qu'une solution raisonnable pourra être négociée par mon successeur avec les instances compétentes américaines. »

« L'exercice 1981 a été mauvais pour Pechiney Ugine Kuhlmann, il se traduira par une perte d'environ 1,7 milliard. Comment expliquez-vous ce résultat ? »

« Il s'explique d'abord par la conjoncture catastrophique que toutes les industries lourdes, comme la sidérurgie, l'électro-metallurgie, la chimie et même celle de l'aluminium ont connue l'année dernière. Dans le monde entier, depuis 1975, on n'avait jamais vu un tel tassement de la demande et des prix de vente des produits de l'industrie lourde. Mais il faut ajouter que l'exercice 1981 a malheureusement apporté la démonstration coûteuse de la validité de l'option stratégique que nous avions prise il y a plusieurs années en décidant de désinvestir nos activités aciers spéciaux et chimie. En effet, la perte consolidée de l'exercice 1981 sera donc presque entièrement à ces activités que nous avons été contraints de conserver par suite d'un comportement singulier du gouvernement à notre égard. »

• Députés U.D.F.

« Vous semblez éprouver des difficultés dans vos relations avec le gouvernement actuel, comme avec le gouvernement précédent ? »

« Avec tous les gouvernements successifs. Nous n'avons jamais réussi à intéresser l'administration à nos problèmes industriels autrement que sur le plan de la sympathie intellectuelle. Mais sur le plan de l'action, notre groupe n'a senti ni avant ni après le mois de mai la présence d'un vrai chef d'orchestre de la politique industrielle, capable de faire jouer ensemble les entreprises, les services publics, les banques, les organismes de recherche, etc. »

« Vous condamnez toute l'action industrielle de l'État ? »

« Il ne faut pas généraliser. A mon avis, il y a trois sortes de chefs d'orchestre. Ceux qui aident vraiment les musiciens à donner le meilleur d'eux-mêmes. Ceux qui font semblant de diriger et se contentent d'accompagner avec leur baguette les sons produits par les instruments. Enfin, ceux qui, par leurs mouvements désordonnés, empêchent les musiciens de jouer convenablement. Il arrive que le gouvernement soit un excellent chef d'orchestre. Voyez la maîtrise avec laquelle ont été conduites les réalisations françaises en matière d'autoroutes, de centrales nucléaires et de télécommunications. Mais nous constatons aussi que les musiciens sont souvent paralysés par les gestes inconsidérés du chef d'orchestre. »

« Par exemple ? »

« Je vais vous indiquer deux cas qui nous touchent de près où une erreur évidente de direction musicale a été commise : les aciers spéciaux et la chimie. »

« Prenez le cas des aciers spéciaux. En juillet 1979, notre maestro a invité les deux groupes PUK et Sacilor à s'entendre. Par la suite, la négociation traînant en longueur, il a interdit au premier groupe toute négociation alternative. Comment s'étonner, dans ces conditions, que le second ait pris plaisir à prolonger indéfiniment, pendant deux ans et demi, l'expression prudente de ses tendres émois ? »

« Dans le cas de la chimie, on déplore que les principaux acteurs responsables des grandes entreprises de cette branche ne parviennent pas à s'entendre pour redistribuer leurs cartes d'une manière rationnelle. Mais le chef d'orchestre actuellement au pupitre a prononcé des « petites phrases » concernant le maintien de l'emploi dans l'industrie chimique et le refus de l'internationalisation. S'il s'agissait de directives concrètes, cela pourrait affecter en plus ou en moins la valeur de certaines cartes, mais la négociation resterait possible. Au contraire, les petites phrases inquiètent par leur flou. Aucun acteur ne veut modifier la composition de son jeu dans l'ignorance où il est de la valeur réelle de ses cartes comme de celles des autres acteurs. Le gouvernement en a dit trop ou pas assez. Un chef d'orchestre ne communique pas avec ses musiciens par des propos vagues, mais par des indications claires et précises. »

Le soliste E.D.F.

« L'État peut en faire trop. Lui arrive-t-il de ne pas en faire assez ? »

« L'exemple de la tarification de l'énergie électrique me paraît typique. L'existence d'un monopole de l'électricité fait obligation au gouvernement d'arbitrer entre les intérêts opposés du producteur et des différentes catégories de consommateurs. J'ignore comment l'arbitrage est rendu pour les tarifs intéressant les usages domestiques et les petites entreprises. Mais, en ce qui concerne le prix du kilowattheure applicable aux industries grosses consommatrices, comme l'aluminium, pour lesquelles l'énergie est la matière première essentielle, j'ai constaté depuis des années que le chef d'orchestre s'effaçait discrètement devant le soliste E.D.F., qui mène le jeu à sa guise selon son inspiration personnelle. »

« La conséquence est claire : les usines françaises d'aluminium sont maintenant déficitaires parce qu'elles sont lourdement pénalisées par la tarification électrique. En 1980, dans les pays voisins de la C.E.E., les usines d'aluminium ont payé le kilowattheure en moyenne 30 % moins cher que notre filiale Aluminium Pechiney, ce qui a une incidence proche de 10 % au niveau du prix de revient du métal. Un écart de prix de revient de 10 %, c'est toute la différence qui sépare une entreprise prospère d'une entreprise sérieusement déficitaire. On peut dire qu'en France le « sauvetage » du chef d'orchestre dans ce domaine a eu pour effet, sans doute involontaire, de transférer progressivement à l'État, sans attendre la nationalisation, la totalité du bénéfice d'exploitation des usines d'Aluminium Pechiney. »

« La nationalisation n'apporte-t-elle pas une solution à ce problème ? Maintenant qu'E.D.F. et PUK vont avoir le même actionnaire, il devrait être plus facile politiquement d'établir une tarification qui place PUK sur un pied d'égalité avec ses concurrents étrangers. »

« Je l'espère aussi. Mais un vrai chef d'orchestre aurait pu obtenir le même résultat sans nationaliser les musiciens. »

Une sanction ou une promotion ?

« Vous continuez donc de considérer les nationalisations comme une véritable sanction, qui n'est pas dans l'esprit du pouvoir. »

« Je ne sais pas quelle est la pensée du pouvoir à ce sujet. Les propos tenus par certaines personnalités m'ont fait penser au début de cet entretien — donnent l'impression qu'en haut lieu on critique et on veut changer la gestion des groupes nationalisables. D'un autre côté, en 1976, un homme éminent, qui avait déjà une position de premier plan au P.S., a dit en ma présence, devant les caméras de la T.V., qu'il était « très admiratif » du groupe PUK et que, pour les socialistes, la nationalisation n'était pas une sanction, mais plutôt une promotion. Je suis incapable de faire la synthèse... »

« Vous êtes l'un des représentants de cette technocratie qui exerce le pouvoir et nomme pratiquement les présidents de tous les grands groupes français, industriels ou bancaires. Est-ce que vous trouvez ce système normal ? »

« Il est difficile de définir une norme. En revanche, on peut essayer de juger le système sur ses résultats. Quand j'essaye de noter mes collègues des groupes privés qui ont été élus présidents au cours des dix dernières années et quand je compare avec certaines nominations intervenues dans le secteur public, eh bien, je me dis que la cooptation, cela ne marche pas si mal... »

« Avec-vous le sentiment que votre successeur aura les mêmes problèmes que vous ? »

« Il aura inévitablement les mêmes problèmes à résoudre. Mais j'espère qu'il rencontrera moins d'obstacles et je voudrais faire ce qui dépend encore de moi pour débayer un peu sa route. L'obstacle principal, c'est que l'opinion publique, les milieux politiques, et souvent même le gouvernement ne comprennent pas les contraintes qui pèsent sur nous. J'espère que cet entretien permettra de dissiper certains préjugés fort répandus. »

« Vous partez. Certains de vos collègues présidents de groupes industriels nationalisables sont, semble-t-il, d'accord pour conserver leur poste après la nationalisation. Qu'en pensez-vous ? »

« Je ne les critique absolument pas. Je vous ai dit au début de cet entretien pourquoi j'ai décidé de partir, mais je peux vous faire un aveu. Si j'avais été inquiet concernant l'aptitude des hommes qui m'entourent à assumer la relève au moment de mon départ, je me serais interrogé en conscience sur mon devoir : partir ou rester, au cas où cela m'aurait été proposé. Mais cette équipe est forte, ma succession est bien préparée et je n'ai eu aucun débat corrélien. »

Propos recueillis par PHILIPPE LABARDE.

Au nom de l'intérêt général...

TOUT au long du débat qui s'est déroulé en octobre dernier à l'Assemblée nationale, nous avons mené un double combat : d'une part, en dénonçant la nocivité économique et financière des nationalisations, « caprice idéologique », par excellence ; d'autre part, en attirant l'attention du gouvernement sur le fait que son texte, hâtivement préparé et pour tout dire bâclé, ne répondait même pas aux principes sur lesquels le gouvernement prétendait le faire reposer.

Parmi ces principes, la juste et équitable indemnité occupait une place centrale, à tel point que le gouvernement n'hésitait pas à soutenir qu'elle serait garante de la crédibilité internationale de la France, nous épargnant, soi-disant par générosité, procès et séquestres. Soutenir aujourd'hui que le Conseil constitutionnel n'a sanctionné qu'une simple modalité d'indemnité n'est qu'un artifice destiné à masquer la gravité du revers.

Le prix de la justice

Que le gouvernement ne s'en prenne donc qu'à lui-même si, faute d'études préalables suffisamment poussées, la mise en œuvre de la loi se trouve retardée de quelques semaines. Parions que, s'il avait fait autant d'efforts pour analyser la réalité financière et comptable qu'il en a en-

par FRANÇOIS D'AUBERT et CHARLES MILLON (*)

gagé depuis plusieurs mois pour répartir les postes entre les fautes et les mérites de toutes opinions, la loi ne se serait peut-être pas heurtée à de tels obstacles.

Malgré les sarcasmes d'un gouvernement dominateur et sûr de sa magnanimité, nous n'avons pas hésité à parler de spoliation, c'est-à-dire d'une violation élémentaire de l'équité, qui aurait à la fois privé des centaines de milliers d'épargnants d'une partie importante de leur patrimoine et porté gravement atteinte au crédit intérieur et extérieur de l'État. Il ne nous appartenait pas, bien que nous ayons quelques idées précises sur cette question, de nous substituer au gouvernement pour proposer, conformément à la décision du Conseil constitutionnel, les nouvelles modalités de l'indemnisation. Il est de fait que l'État devra en payer le prix, mais c'est celui de la justice : ce n'est pas l'indemnisation qui coûte cher, c'est la nationalisation, simultanée et à 100 % de la totalité de ces énormes groupes, qui a toujours été au-dessus des capacités financières de la France et le paraîtra encore plus aux milieux financiers internationaux.

Il faut être clair : chacun sait bien que, soit en nationalisant moins, soit en n'acquérant que la majorité et non la totalité du capital, le gouvernement aurait acquis le même contrôle sur les mêmes secteurs économiques et financiers, en faisant supporter aux contribuables une charge inférieure de 60 % (25 milliards au lieu de 60).

C'est prendre l'effet pour la cause que de soutenir, avec une parfaite mauvaise foi, que le recours de l'opposition devant le Conseil constitutionnel serait responsable du coût insupportable des nationalisations. À vrai dire, ce n'est même pas la nationalisation qui coûte cher, c'est le Programme commun.

L'autocensure du Conseil constitutionnel

Au-delà de l'indemnisation, la décision du Conseil constitutionnel délimite la liberté d'action dont disposera à l'avenir le gouvernement, lui imposant le respect sans compromis de la liberté d'entreprendre et du droit de propriété, érigés au rang de principes constitutionnels. Mais elle contient aussi en elle-même ses propres limites.

En acceptant de qualifier de « but d'intérêt général » l'élimination des banques étrangères aurait provoqué (alors même que la loi va marquer pour elles le début d'une nouvelle ère de prospérité...) en

prenant pour argent comptant l'intention affichée par le gouvernement de faire monter les sociétés nationalisées en première ligne dans la bataille de l'emploi (alors que M. Le Garrec a recommandé indiqué que ces nationalisations ne garantiraient pas l'emploi...) ; en passant sous silence le problème de l'extraterritorialité (alors que les groupes et les banques concernés sont puissamment implantés à l'étranger et en tirent l'essentiel de leurs bénéfices...) ; le Conseil constitutionnel, dont on ne peut croire qu'il se soit laissé intimider par les pressions par discrètes, dont les socialistes n'avaient pas été avertis, s'est, en quelque sorte, autocensuré ; il a refusé d'exercer la plénitude des pouvoirs que la Constitution lui confie.

Les nationalisations resteront toujours une mauvaise affaire : pour les contribuables, pour les salariés, pour tous ceux qui, avant d'entendre l'aveu de M. Le Garrec, croyaient que l'effet du 10 mai et les nationalisations permettraient de gagner la bataille de l'emploi.

Le Conseil constitutionnel ne s'est prononcé que sur une question de droit, qui ne peut rendre compte à elle seule de l'intérêt général tel que nous le concevons et tel que nous continuerons à le défendre.

• Députés U.D.F.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75277 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1241 F 1620 F

ÉTRANGER
(par messageries)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ou cliquer à leur demande.

Changement d'adresse d'abonnés ou de préavis (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Tous les jours de 13h30 à 14h sur FRANCE-INTER

HENRI AMOUROUX
L'HISTOIRE A 40 ANS

Pour suivre cette série d'émissions, il faut avoir lu et lire

LA GRANDE HISTOIRE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION

Cinq tomes parus : 1/ Le peuple du désastre - 2/ Quarante millions de pétainistes - 3/ Les beaux jours des collabos - 4/ Le peuple réveillé - 5/ Les passions et les haines.

ROBERT LAFFONT

Le Monde

EUROPE

Pologne

La situation de pénurie ne peut qu'empirer

M. Chysson : que les autorités polonaises tiennent leurs promesses

EUROPE

Pologne

La situation de pénurie ne peut qu'empirer

déclare l'évêque de Katowice

Mgr Czeslaw Domin, évêque de Katowice, et président de la commission caritative chargée par le gouvernement polonais de la répartition des aides alimentaires occidentales à la Pologne, a déclaré au cours d'un entretien avec des responsables d'organisations humanitaires que « la situation de pénurie ne peut qu'empirer au cours des mois à venir ».

L'évêque des pays occidentaux est surtout inquiet pour les enfants, dont la situation est alarmante. Il a-t-il dit. Mgr Domin estime également que l'aide occidentale est un soutien psychologique important pour le peuple polonais. Les besoins essentiels pour le pays sont, selon lui, d'une part les médicaments, d'autre part le lait et les nourritures pour enfants.

A propos de la répartition de

l'aide alimentaire, le président de la commission caritative a déclaré que celle-ci avait de bons rapports avec le gouvernement : « Je pense que nous faisons pour le mieux », a-t-il dit, nous ne sommes pas un second pouvoir. Rappelant que les listes de répartition étaient établies au sein de la commission caritative de chaque paroisse par des laïcs, Mgr Domin a insisté sur les difficultés d'un partage alimentaire équitable de l'aide en médicaments et en vivres : « Il y a un danger : que celui qui parle plus fort que les autres reparte domine », a-t-il dit.

D'autre part, selon des médecins polonais, les hôpitaux manquent surtout d'antibiotiques, d'anesthésiques et de petit matériel jetable (seringues, tubulures de plastique, gants chirurgicaux).

M. Reagan n'exclut pas de nouvelles sanctions contre Moscou

A Washington, M. Reagan, qui donnait mardi 19 janvier sa septième conférence de presse depuis son installation à la Maison Blanche il y a un an, s'est refusé à écarter l'éventualité de nouvelles sanctions contre l'U.R.S.S. : « Nous n'abandonnerons pas éternellement la situation (en Pologne) », a-t-il dit sans autres précisions. Le président américain a réitéré que le pape Jean-Paul II lui avait fait savoir qu'il approuvait les récentes sanctions économiques : « Selon lui, ces mesures ont eu de l'effet ».

M. Reagan a ajouté : « Il ne fait aucun doute que la situation en Pologne se détériore. Des menaces sont toujours émises, il n'y a pas de communication avec Solidarnosc ou entre le gouvernement polonais et le peuple, et la loi martiale est toujours en vigueur ».

A Paris, la commission politique

du parlement de l'Union de l'Europe occidentale (qui groupe des parlementaires des six pays fondateurs de la C.E.E. et de la Grande-Bretagne) a adopté mardi un projet de résolution invitant les États membres à « suspendre l'aide économique et financière à la Pologne tant que la liberté politique n'y aura pas été rétablie », et à ne pas être question de relations normales avec la Pologne et ses alliés, à commencer par l'U.R.S.S., tant que la répression persiste en Pologne ». Enfin l'agence libyenne Japana annonce qu'un accord de coopération économique et technique a été signé mardi à Tripoli entre la Pologne et la Libye, à la suite de la visite dans ce pays du général Hupelowski, membre du comité militaire de santé national et ministre de l'économie et de l'environnement. — (A.F.P.)

M. Cheysson : que les autorités polonaises tiennent leurs promesses

De notre correspondant régional

Monaco. — Au cours d'une conférence de presse, mardi 19 janvier, au terme de sa visite officielle à Monaco, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a déclaré que la France « n'a plus décidé que jamais à demander au général Jaruzelski et aux autorités polonaises de tenir ce qu'elles annoncent dans chacune de leurs lettres ».

TOUS LES RESSORTISSANTS POLONAIS SE TROUVANT EN FRANCE POURRONT BÉNÉFICIER DE FACILITÉS DE SÉJOUR.

A la suite des événements de Pologne, le gouvernement français a décidé que les ressortissants polonais se trouvant actuellement sur notre territoire « quelle que soit leur date d'entrée en France et quelle que soit leur situation au regard du séjour » pourraient avoir accès aux services de l'Agence nationale pour l'emploi. Une circulaire de M. François Autain, secrétaire d'État chargé des immigrés, précise, en date du 14 janvier, l'intention des ministères et services intéressés, qu'il a été décidé, en accord avec le ministre du travail, que les contrats nécessaires à la demande de régularisation pour avoir une durée inférieure à un an, M. Autain recommande une application « particulièrement bienveillante » des procédures.

De son côté, le service social d'aide aux émigrants (S.S.A.E.) rappelle que les Polonais candidats à l'asile politique ou désireux de différer leur retour au pays peuvent bénéficier de l'aide sociale dans les mêmes conditions que les Français. Le S.S.A.E. précise qu'un « crédit exceptionnel » a été mis à sa disposition par Mme Nicole Questeur, ministre de la solidarité nationale.

(1) S.S.A.E., 76, rue Bagnault, Paris-13^e. Tél. 584-13-25.

● La C.F.T.C. et les refus de visas. Au cours de sa réunion du 16 janvier, le bureau confédéral de la C.F.T.C. a stigmatisé les refus des autorités polonaises de délivrer des visas aux membres de la délégation intersyndicale ayant demandé à se rendre en Pologne pour prendre contact avec les militants de Solidarnosc libres ou emprisonnés. Pour démontrer la permanence du soutien au syndicat Solidarnosc, le bureau de la C.F.T.C. a, par ailleurs, décidé de proposer que le nom de Solidarnosc soit donné à la place des Invalides.

LA « GAUCHE EUROPÉENNE », LA POLOGNE ET LA TURQUIE

Le bureau international du mouvement socialiste européen « Gauche européenne », réuni à Paris sous la présidence de M. Mario Zagari, vice-président du Parlement européen, a rappelé l'attachement du mouvement à la défense des droits de l'homme et des droits des peuples et condamné la violation de ces droits partout où elle s'exerce dans le monde, avec une mention spéciale commémorée par l'actualité pour les souffrances subies par les peuples de deux nations de l'ensemble européen, la Pologne et la Turquie.

« Si le conseil des ministres de la C.E.E. poursuit la commission des exactions commises depuis le 13 décembre dans une Pologne soumise à la loi martiale, il faut affirmer que la situation ne peut être « normalisée » que par trois conditions : libération des détenus ; rétablissement et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment de l'exercice du droit syndical et respect des clauses entre le gouvernement et Solidarnosc ».

La « Gauche européenne » affirme d'autre part que toute réforme institutionnelle de la Communauté doit être accompagnée de la mise en place de « politiques communes ».

Finlande

LA PREMIÈRE PHASE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Communistes et modérés ont assuré le succès de M. Koivisto, le candidat social-démocrate

De notre correspondant

Helsinki. — « Vive la démocratie ! », criait le mardi 12 janvier le journal libéral *Ilta Sanomat* en commentant le fait que de nombreux électeurs « bourgeois » avaient, dans la première phase de l'élection présidentielle, donné leurs voix à de grands électeurs sociaux-démocrates dont ils étaient « très qu'ils voteraient, le mardi 26 janvier, pour M. Mauno Koivisto, premier ministre socialiste (le Monde du 12 janvier) ».

« A notre avis, si ce n'est pas seulement de la victoire de Mauno Koivisto, mais aussi de celle de la démocratie, écrit le journal du soir. La Finlande est dotée d'un couple présidentiel éminent et en mesure de la représenter. Il y a tout lieu de croire que M. Koivisto, appuyé par le peuple, en deviendra aussi le dirigeant ».

Nous lui souhaitons courage et endurance. Le bon de ces élections, valable pour tous, est que la volonté du peuple est au-dessus de tout. Les Finlandais ne sont commandés que par eux-mêmes. A présent, il serait bon que les partis politiques se livrent à une introspection. Le climat est purifié. Espérons que cela servira de leçon. Ce passage reflète bien le sentiment qui prédomine actuellement en Finlande. Cette élection en deux temps a pris l'allure d'une véritable élection directe, qui, à tort ou à raison, donne au peuple le sentiment d'avoir réglé ses comptes avec une classe politique ayant mauvaise presse ».

Il semble que les milieux politiques, notamment la droite, soient disposés à s'incliner devant une aussi nette manifestation de la volonté populaire, et il ne viendrait à l'idée de personne de contester le succès du candidat social-démocrate. Le climat est à la modération et il est probable que les différentes formations politiques feront rapidement acte d'indulgence au nouveau président.

M. Holteri, le candidat du parti conservateur, a déjà fait savoir que son parti « soutiendra Koivisto dans toutes les questions nationales de première importance ». A l'extrême gauche, le climat est nettement à la conciliation. La presse communiste et les tendances réformistes ont présenté la victoire de M. Koivisto comme une victoire de la gauche. Et le candidat présenté par le P.C., le socialiste indépendant M. Kivistö, a affirmé qu'il « souhaite ardemment pour

suivre la coopération des deux partis de gauche », et que « la majorité obtenue par la gauche constituait l'élément le plus important du scrutin de dimanche et lundi ». Si les grands électeurs des deux partis de gauche, survenant l'organe des communistes réformistes, s'unissent pour élire Koivisto, on pourra alors dire que la décision a été prise par les forces qui soutiennent le plus fermement la politique de paix du pays, le développement des relations avec l'Union soviétique et une vie politique démocratique à l'intérieur ».

Un premier ministre centriste ?

Pour bien marquer leur ralliement à M. Koivisto, les communistes envisagent de voter, le mardi 26 janvier, directement pour le candidat social-démocrate dès le premier tour ; généralement, les grands électeurs commençant par un premier vote en faveur du candidat présenté par leur parti pour établir le rapport de forces qui permet ensuite les marchandages usuels. Mais ceux-ci sont parfaitement inutiles cette fois-ci.

M. Koivisto sera donc élu le mardi 26 janvier, si les grands électeurs communistes ne lui font pas faux bond à la dernière minute. Il ne prendra ses fonctions officiellement que le lendemain. Aussitôt élu, dès mardi, pour la Laponie pour une semaine de vacances.

Les partis politiques, eux, songent déjà à la composition du prochain gouvernement. Les différentes formations de la coalition de centre-gauche actuelle se sont prononcées en faveur d'une poursuite de leur coopération. M. Koivisto, lui, a déjà laissé entendre qu'il souhaitait nommer un premier ministre centriste et qu'il ne comptait pas avancer la date des prochaines élections législatives qui doivent avoir lieu normalement en mars prochain. Aucune des formations politiques qui ont soutenu la popularité de M. Koivisto ne souhaite d'élections anticipées par peur de ce que l'on appelle ici l'« effet Mitterrand ». Quant aux sociaux-démocrates, ils savent qu'en raison de la représentation proportionnelle ils ne pourraient pas faire un aussi bon score qu'aux législatives.

PAUL PARANT.

Union soviétique

En remettant ses lettres de créance à M. Kouznetsov l'ambassadeur de France évoque des « divergences » que la franchise ne nous permet pas de dissimuler

De notre correspondant

Moscou. — M. Claude Arnaud, nouvel ambassadeur de France à Moscou, a remis, mardi 19 janvier, ses lettres de créance à M. Vassili Kouznetsov, premier vice-président du Soviet suprême. Dans son allocution, M. Arnaud a affirmé que la paix ne saurait se concevoir sans la justice, ce qui implique, entre le respect des droits de l'homme, proclamés dans l'acte de la Révolution française, celui des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'un et l'autre solidement inscrits dans l'acte final d'Helsinki ».

L'ambassadeur a ajouté : « En contradiction avec ces exigences, des situations génératrices de tensions sérieuses ont été créées depuis quelques années dans plusieurs régions du monde. Ces tensions sont à l'origine, entre nos deux pays, de divergences que la franchise ne nous permet pas de dissimuler. Le vœu de mon gouvernement est que le dialogue clair, sincère et constructif que la France, forte de son indépendance et dans la fidélité à ses engagements, souhaite poursuivre avec l'Union soviétique contribue à éliminer les obstacles qui se dressent aujourd'hui sur la voie de la coopération, à améliorer la sécurité en Europe et dans le monde, à promouvoir le régime démocratique des conflits ».

Les « situations génératrices de tensions sérieuses » dont a fait mention M. Arnaud sont évidemment celles qui se sont créées il y a deux ans en Afghanistan et il y a un mois en Pologne. Après la prise de parole, l'ambassadeur de France s'est expliqué sur ces deux sujets avec M. Kouznetsov au cours d'une conversation privée, comme il l'avait fait, le 13 janvier, avec M. Gromyko.

Les divergences soviétiques ont demandé, en effet, à M. Arnaud de leur exposer les raisons de la

dégradation des relations entre les deux pays, dont ils rendent responsable le nouveau gouvernement français. L'ambassadeur de France a fait observer que cette détérioration ne résultait pas de la volonté des autorités françaises, mais de certaines actions du gouvernement soviétique. Il a souligné qu'il ne comptait pas, avant l'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, du fait des événements d'Afghanistan, et que ceux de Pologne n'avaient pas contribué à l'enrayer. Sur ce dernier point, M. Arnaud a réitéré l'accusation d'ingérence portée contre la France par le gouvernement soviétique et à son contraire, mis en évidence les pressions exercées par Moscou sur la Pologne.

C'est donc un langage ferme qu'a tenu le nouvel ambassadeur à ses interlocuteurs soviétiques. Ceux-ci sont invités à comprendre que la position française, considérée avec beaucoup de perplexité par le Kremlin, ne sera pas modifiée, quelle que soit l'irritation des Soviétiques, qu'elle a pour cause principale non pas un alignement sur la politique américaine mais le respect de principes auxquels la France est attachée depuis la Révolution, et, qu'enfin, le dialogue « clair, sincère et constructif » souhaité par M. Arnaud suppose une juste vision des divergences entre les deux pays.

Aucune allusion n'a été faite, semble-t-il, à une éventuelle rencontre au sommet. De toute évidence, la phase préliminaire des nouvelles relations franco-soviétiques, au cours de laquelle chacune des deux parties cherche à tester les réactions de l'autre et à prendre la mesure de ses intentions, n'est pas encore terminée.

THOMAS FERENCZI.

Portugal

SI LA NOUVELLE CONSTITUTION RÉDUISAIT SES POUVOIRS

Le général Eanes pourrait remettre sa démission et prendre la tête d'un parti politique

De notre correspondant

Lisbonne. — « Si la nouvelle Constitution réduisait ses pouvoirs, le général Eanes pourrait donner sa démission et prendre la tête d'un mouvement politique pour les élections législatives », a déclaré lundi 18 janvier le porte-parole de la présidence de la République, M. Leiria. Il a précisé que la formation d'un nouveau parti politique issu des commissions qui, en décembre 1980, ont appuyé la réélection du général Eanes « ne serait pas difficile », et il ne s'agit pas d'un bout d'une hypothèse d'école, a-t-il poursuivi, mais d'une possibilité si le président de la République se voit empêché d'accomplir pleinement son mandat ».

La réaction des partis politiques ne s'est pas fait attendre. Le P.S. a diffusé un communiqué demandant au président de la République de s'expliquer personnellement « la confirmation des propos tenus par le porte-parole de la présidence souleverait des questions graves pour la stabilité politique du régime », ajoutent les socialistes. Les deux principaux partis de la coalition au pouvoir, le P.S.D. (parti social-démocrate) et le C.D.S. (Centre démocratique et social), ont adopté la même attitude. Les sociaux-démocrates et l'Union de la gauche démocratique et socialiste ont déclaré que le général Eanes, s'il était réélu, ne pourrait pas être le président de la République. Seul le parti communiste s'est publiquement félicité des propos attribués au chef de l'Etat.

Les « intentions » du général Eanes étaient dénoncées depuis longtemps, notamment par les dirigeants centristes, sociaux-démocrates et socialistes. M.M. Freitas do Amaral, Sa Carneiro et Mario Soares en avaient fait un des thèmes essentiels de leur campagne en 1980. Selon eux, le général Eanes aurait précipité la chute des deux premiers gouvernements constitutionnels dirigés par le leader du P.S. en encourageant les divisions entre les formations politiques. En août 1978, le général Eanes chargea un de ses amis personnels, M. Nogueira Costa, de former un gouvernement de technocrates. M. No-

gueira Costa échoua, les députés socialistes et centristes ayant rejeté son programme. Mais l'expérience a été renouvelée, d'abord avec M. Mota Pinto, personnalité liée aux milieux conservateurs, puis avec Mme Pinheiro, enthoulienne de gauche très proche du parti socialiste. Incapables de s'entendre au Parlement, et craignant une réaction négative de l'électorat, les partis politiques avaient décidé de tolérer ce type de gouvernement. Mais après les élections législatives de décembre 1978, l'Alliance démocratique, regroupant le S.D., le C.D.S. et le parti monarchiste, disposait de la majorité au Parlement. Les dirigeants de l'Alliance, en conséquence, ont accusé leurs alliés contre le général Eanes.

Le président de la République, élu au suffrage universel, doit, en ce qui concerne la désignation du premier ministre, s'adresser devant la majorité parlementaire.

D'autre part, un gouvernement issu de la majorité peut cependant être renvoyé à tout moment par le chef de l'Etat. Deux politiques, souvent opposées, sont donc développées : l'une à Sao Bento, le siège du gouvernement, et l'autre au palais de Belem, résidence du général Eanes. Les visites à l'étranger du chef de l'Etat se sont souvent soldées par des échecs, les ministres qui l'accompagnaient ne donnant pas suite aux affaires engagées.

A la suite d'une déclaration du président de la République sur la Pologne, jugée trop « tendre » par le gouvernement de M. Balsemão, le premier ministre a été convoqué à Belem pour une réunion qui n'a duré que sept minutes. Et le renvoi du chef du gouvernement aurait été, assure-t-on, « imminent ». Mais c'est le projet de révision de la Constitution de l'Etat par le P.S. et par les représentants des partis de l'Alliance démocratique qui a mis le feu aux poudres. Selon ce projet, qui doit être soumis à l'Assemblée en mars prochain, l'Assemblée de la République ne pourra plus, « sauf dans des circonstances exceptionnelles », renvoyer le gouvernement.

JOSE REBELO.

La Science Progrès ou menace ?

Albert Jacquard
Au péril
de la science ?
Interrogations d'un généticien



Seuil

Par l'auteur de :
Eloge de la différence

Science ouverte au Seuil

07/11/1982

DIPLOMATIE

L'élection de M. Piet Dankert à la présidence de l'Assemblée européenne

Le socialiste néerlandais M. Piet Dankert a été élu président de l'Assemblée européenne, mardi 19 janvier, à Strasbourg, au quatrième tour de scrutin. Il a obtenu 191 voix contre 175 à M. Egon Klopsch, démocrate-chrétien ouest-allemand, qui avait mené aux deux premiers tours où cinq candidats étaient en compétition. M. Dankert avait pris la tête au troisième tour.

Un parlementaire de combat

De notre correspondant

Amsterdam. — M. Piet Dankert, le nouveau président socialiste du Parlement européen, n'a jamais été tendre avec ceux qui, aux Pays-Bas, haïssaient semblant de croire que les députés de Strasbourg s'occupaient surtout à justifier leurs notes de frais. Dans une lettre ouverte, M. Dankert stigmatisait, l'an dernier, « l'intérêt uniquement négatif » dont témoignaient les journalistes qui avaient, selon lui, grossièrement déformé la vie parlementaire européenne dans un reportage qui scandalisa les Néerlandais.

Quelques jours avant son accession à la présidence, M. Dankert reconnaît cependant, dans le quotidien De Volkskrant, que « l'image du Parlement auprès du public européen est plutôt négative du fait de la mauvaise image de marque de la communauté entière, à quoi il est difficile de remédier ».

Comme il se doit, M. Dankert se dit partisan fervent de l'extension des pouvoirs du Parlement européen, mais plutôt que de modifier le traité de Rome, il prône un « élargissement des pratiques existantes ». M. Dankert peut se vanter d'avoir contribué à donner du muscle au Parlement quand, en 1980, il fut l'un des instigateurs du projet du budget élaboré par la Commission de Bruxelles.

M. Dankert est né en 1934 à Sittes dans le nord des Pays-Bas. Après des études d'histoire, il entra dans l'enseignement. Actif pendant plusieurs années dans les instances dirigeantes du parti socialiste (parti du travail), il fut le secrétaire international de 1965 à 1971. Durant cette période, il fut également membre du

bureau de l'Internationale socialiste. Député de 1968 à 1971, M. Dankert présida la commission des affaires étrangères de 1973 à 1980. De 1971 à 1977, M. Dankert fut également membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée atlantique (institution non officielle).

En 1974, il devint une vedette de la politique néerlandaise et internationale à l'occasion de l'affaire Dessaut. En tant que président de la commission des affaires étrangères, M. Dankert affirmait avoir été sollicité par un représentant de Dessaut dans le but de persuader le gouvernement d'acquiescer des Mirages plutôt que des F-16 américains. Un député libéral fit état de la même expérience lors de la séance du Parlement européen du 15 décembre 1974 et le 28 février 1976. M. Dankert et son collègue libéral témoignèrent devant le tribunal d'Amsterdam contre le représentant de Dessaut aux Pays-Bas, qui fut acquitté. Cependant, le procureur critiqua le comportement des deux parlementaires, dont, selon lui, l'attitude envers le représentant de Dessaut n'avait pas été assez ferme. Les Pays-Bas devaient décider plus tard de ne pas acheter de Mirages.

M. Dankert est membre du Parlement européen depuis 1977. Deux ans plus tard, il en devint vice-président. Le nouveau président du Parlement européen s'est fixé comme premier objectif « de rapprocher le Parlement de l'électorat avant les prochaines élections européennes en 1984 ».

RENÉ TER STEEGE.

Les deux Allemagnes pourraient faire à l'ONU des propositions communes en faveur du désarmement

De notre correspondant

Bonn. — Une nouvelle ambassadeur substantielle des rapports inter-allemands pourrait avoir été discrètement ébauchée. M. Oskar Fischer, ministre des Affaires étrangères de R.D.A., vient en effet de répondre, d'une façon jugée « très positive », à Bonn, à une suggestion de son collègue ouest-allemand, M. Hans-Dietrich Genscher. Ce dernier avait envisagé que les deux États présentent à l'ONU des propositions communes en faveur du contrôle des armements et du désarmement.

Pour l'instant, certes, personne ne se hâte à prédire que Bonn et Berlin-Est parviendront à se mettre d'accord sur un sujet aussi délicat. L'objectif de M. Genscher est d'ailleurs limité. Il faudrait, selon lui, que la R.F.A. et la R.D.A. également menacées de devenir le champ de bataille d'un conflit en Europe, coopèrent pour dissiper les méfiances entre les deux blocs. Si l'idée est intéressante, sa mise en application souève cependant des problèmes sérieux. Selon le ministre des Affaires étrangères de Bonn, il s'agirait surtout de convaincre les Deux Grands qu'ils doivent donner plus d'informations sur leur potentiel militaire et accepter un système de contrôle obligatoire.

Compte tenu de l'attitude adoptée jusqu'ici par l'Union soviétique, il est douteux que la R.D.A. soit en mesure d'influencer sérieusement le Kremlin. M. Genscher n'en a pas moins suggéré à son collègue ouest-allemand que la R.F.A. et la R.D.A. devraient présenter ensemble ce programme de vérification des armements. La réponse de M. Fischer étant jugée encourageante, il est question que des experts appartenant aux deux Allemagnes se réunissent au printemps pour examiner les propositions qui pourraient alors être soumises, cette année, à l'Assemblée générale de l'ONU.

Les contacts entre M. Genscher et Fischer sur ce sujet avaient commencé à l'automne.

La question essentielle est de savoir si M. Genscher est de nature à rompre ce que la Frankfurter Rundschau appelle les « tabous » en vigueur jusqu'ici dans les rapports entre les deux Allemagnes. À Berlin-Est, on a toujours évité des actions communes susceptibles de faire croire que la R.D.A. et la R.F.A. feraient partie d'une même nation. De leur côté, les dirigeants de Bonn ont toujours refusé la charge des relations avec la R.D.A. non pas au ministre des Affaires étrangères, M. Genscher, mais à celui des Relations inter-allemandes, M. Egon Franke. Désormais, des contacts beaucoup plus directs sont donc établis entre les ministres des Affaires étrangères des deux Allemagnes.

JEAN WETZ.

ASIE

DEUX ANS APRÈS SON RETOUR AU POUVOIR

Mme Gandhi demeure populaire, mais sa politique est vivement critiquée

An moins sept personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées au cours des affrontements qui ont marqué, mardi 19 janvier, une grève générale de vingt-quatre heures déclenchée par huit syndicats et plusieurs partis de l'opposition, pour protester contre la législation sur la « sécurité nationale » interdisant les

grèves dans les secteurs dits essentiels et autorisant les détachements préventifs sans jugement d'éléments antisociaux, ainsi que contre la hausse des prix des denrées courantes. C'est au Bengale-Occidental et au Kérala, deux États où le mouvement communiste exerce une forte influence, et en Uttar-Pradesh et au Tamil-Nadu, que se sont produits les

heurts les plus violents entre grévistes et militants du Congrès (Indira), le parti gouvernemental. Un important appareil administratif et policier avait été mobilisé pour faire échec à un mouvement qui intervient alors que deux ans après son retour au pouvoir, le 14 janvier 1980, la presse critique de plus en plus la politique de Mme Gandhi.

De notre correspondant

« Les éléments antisociaux », de se doter, en fait, d'un arsenal législatif redoutable propre, le cas échéant, à neutraliser ses adversaires. « Corré », écrit récemment un chroniqueur indien, M. Kuldip Nayyar, l'état d'urgence n'est pas de retour, mais son style, lui, est bien là. »

L'érosion des pouvoirs traditionnels

Chacun pense à l'Assam, cet État du Nord-Est, paralysé puis constamment perturbé par la campagne qui mène les étudiants hindous de caste, les travailleurs immigrés et d'autres éléments à démolir les fermes de la région. Le Punjab est en proie, lui aussi, à des accès de violence : une fraction de la population sikh réclame, à coup de bombes, de meurtres et de détournement d'avion, la création d'un État indépendant, le Khalistan. Au Gujarat, on a assisté à la remise en cause, la semaine dernière, de la politique des droits spéciaux menée en faveur des horra-castes et des populations tribales et qui, bien que réaffirmée par le Parlement, n'en est pas moins considérée par certains comme un échec.

Cet échec explique sans doute en partie les conversations colportées à l'Inde de milieux d'influence qui se sont déroulées au début de l'année, dans l'État du Tamil-Nadu, au sud de l'Inde, et qui illustreraient, certes, l'impuissance des autorités à sortir ces plus pauvres du ghetto dans lequel ils sont enfermés mais aussi, et surtout, le refus de ces derniers d'accepter plus longtemps encore la condition qui leur est faite (3).

Ce phénomène est d'autant plus intéressant qu'il intervient au moment où la lente érosion des pouvoirs traditionnels — déclin du Parlement, menaces contre l'indépendance de la justice, « bavures » policières, remise en cause du système électoral — et qu'il

Inde

DEUX ANS APRÈS SON RETOUR AU POUVOIR

Mme Gandhi demeure populaire, mais sa politique est vivement critiquée

se traduit non seulement par un recours accru à la violence « sauvage » mais aussi par une agitation extra-parlementaire croissante. La fronde paysanne, qui court comme un feu de paille à travers le pays, en est sans doute la meilleure illustration.

À cela s'ajoutent les heurts meurtriers entre hindous et musulmans, comme, en mai dernier, à Bihar-Sharif — une soixantaine de morts — et le spectacle inquiétant d'une lutte des classes doublée d'une guerre des castes, sur fond d'inflation, de chômage, de misère, de frustration et d'une croissance démographique qui, au rythme d'un million d'habitants supplémentaires chaque mois, constitue toujours une redoutable bombe à retardement.

De quoi nourrir, assurément, ce « sentiment d'insécurité » qui, selon un journaliste, M. B.-G. Verghese, constituerait l'une des faiblesses de celle qui règne pourtant sur un cinquième de l'humanité. Les médias se plaisent à dépeindre le plus souvent sous les traits d'une « impératrice », d'une « dame de fer », voire, comme le Times, d'une « redoutable tyranne ». Ce qui laisse incontestablement ce peuple des plus susceptibles.

Cette « insécurité » pourrait expliquer la vigueur avec laquelle Mme Gandhi a dénoncé la grève nationale du 19 janvier ainsi que la façon, pour le moins excessive, dont elle a réagi aux efforts laborieux des leaders de l'opposition non communiste pour tenter d'oublier leurs rivalités personnelles et de minimiser leurs divergences politiques.

Vers un régime présidentiel ?

Au-delà de la prédilection des dirigeants indiens pour tout ce qui peut faire office de bonc émule de l'oppression, la presse, le Pakistan, la « main de l'étranger », — et, par conséquent, faire oublier les piètres performances du pouvoir — l'opposition se sont emparés qui s'interrogent sur les motivations profondes des croisades ainsi menées par le premier ministre.

D'un hypothèse selon laquelle Mme Gandhi, ayant réussi à démontrer au pays que ce n'est pas le gouvernement mais le système qui ne fonctionne pas, proposerait bientôt une réforme majeure du cadre institutionnel, visant, par exemple, à remplacer le système parlementaire par un régime présidentiel.

Reste que le Congrès (I) n'est pas en mesure, semble-t-il, de conquérir en mars prochain à la faveur du renouvellement partiel de la Chambre basse —

le Rajya Sabha, — la majorité des deux tiers requise au Parlement pour pouvoir amender la Constitution. On voit mal, de plus, en quoi un régime présidentiel conforterait significativement les pouvoirs déjà considérables de Mme Gandhi, ni en quoi il favoriserait la mise sur orbite de son fils Rajiv dont chacun observe désormais la lente mais presque irrésistible ascension.

Mme Gandhi se contente, prudente et habile, de suivre le débat qui s'est d'ores et déjà ouvert dans le pays à ce sujet. Reste, enfin et surtout, le sentiment que la situation d'un pays qui offre toujours le spectacle de « miséreux froids de prospérité ou milieux d'un vaste océan de pauvreté », que l'avenir de « cette anarchie qui, selon le directeur d'Indian Today, M. Anon Faria, fonctionnerait mieux en moins bien », appelle certainement des solutions d'une autre nature que des trépidations constitutionnelles.

Certes, personne ne pouvait s'attendre que l'on puisse, en l'espace de deux ans, changer le visage d'un pays où les défis sont à la mesure de ce sous-continent. Encore pouvait-on espérer un certain souffle, un élan mobilisateur, une vision d'ensemble. Force est de constater qu'ils sont, aujourd'hui, plus que jamais, épuisés, épuisés. Même si l'industrialisme qui semble bien souvent inspirer la politique indienne est interprété par certains comme un gage de stabilité, une preuve de pragmatisme, voire de sagesse, et malgré le nouveau programme en vingt points dévoilé récemment par Mme Gandhi (le Monde du 16 janvier), le dialogue de bon sens, les tentatives qui, confrontées à la réalité, suscitent un scepticisme certain.

Ainsi l'Inde reste-t-elle, plus que jamais, une crise de leadership, en dépit de l'indéniable ascension de Mme Gandhi sur les foules. Le mot demeure magique. Mais la magie s'arrête là.

PATRICK FRANCES.

(1) Propos cités dans un reportage de l'Indien Express après le massacre de centaines de personnes dans un village de l'Uttar-Pradesh, massacre qui suivait de six semaines une tuerie sanglante (vingt-quatre morts) à Gwalior, dans le Madhya Pradesh.

(2) Il s'agit d'une part de la loi sur la sécurité nationale, qui autorise notamment les détentions sans jugement, d'autre part de la loi interdisant les grèves dans les secteurs économiques dits essentiels.

(3) Selon un rapport officiel, le nombre des « atrocités » commises à l'encontre des tribouchables serait passé de 1976 à 1979.

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
Concours d'entrée directe à :
H.E.C. 2^{ème} ANNÉE
— Ingénieurs Grandes Ecoles
— Étudiants second cycle de l'enseignement supérieur
— Diplômés des I.E.P.
SESSION JANVIER/JUIN
— PRÉPARATION INTENSIVE
— ADUPT-SEPT.
RÉSULTATS I.S.T.H. 1981
61 Étudiants admis
33 Étudiants admissibles
27 Étudiants reçus
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tél. 224.10.72

**vous gagnez dans l'ordre.
vous gagnez dans le désordre.**

ARLEQUIN
loterie nationale

tirage ce soir
à la télévision

A travers le monde

Argentine

● L'AMIRAL EDUARDO MASERA, ancien commandant en chef de la marine et ancien membre de la Junta d'État de gouvernement, a été mis, le mercredi 20 janvier, aux arrêts pour dix jours en raison de sa participation à la presse. Il avait déclaré la semaine dernière que, lorsqu'il était en fonction, il avait demandé à la Junta de rendre publique la liste des « disparus ». On demande qu'il a renouvelé mardi dans un document remis à la presse. — (A.F.P.)

Niger

● EXTRADITION DE L'OPPOSANT SÉNÉGALAIS AHMET NIASSÉ, plus connu sous le sobriquet d'« ayatollah de Kolda », a été extradé au Sénégal par le gouvernement de Niamey.

Ouganda

● MASSACRE DANS UNE EGLISE. — Cinq fidèles ont été tués par des soldats ou-

gandais au cours d'un office religieux, dimanche 17 janvier, dans une église de Kileleshwa, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Kampala, ont révélé mardi, des habitants de la région. Ces civils font partie de cinq mille personnes qui ont fui la région au cours d'opérations de lutte contre les maquisards déchaînés en décembre dernier. — (A.F.P.)

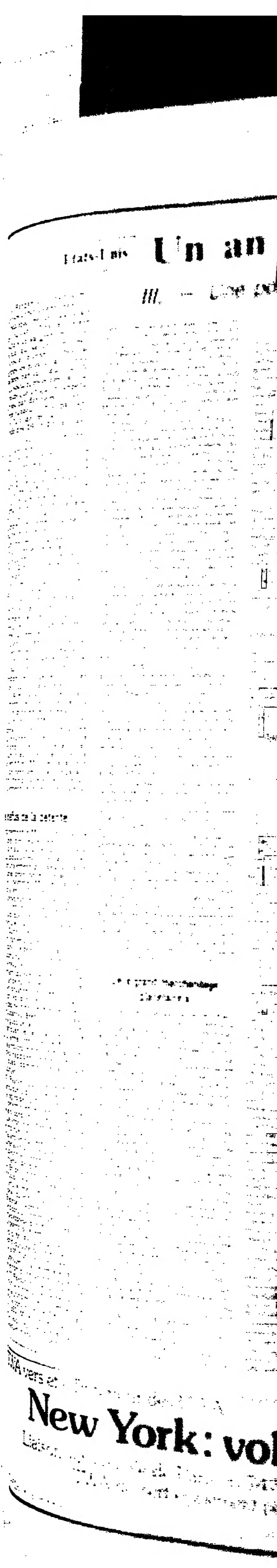
Pays-Bas

● LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LES PAYS-BAS ET LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE, déjà tendues ces dernières années, se sont encore détériorées, mardi 19 janvier, avec l'annonce, à La Haye, qu'une délégation parlementaire néerlandaise ne recevrait pas de visa pour une visite de travail prévue au mois d'avril et au cours de laquelle elle avait demandé à rencontrer des prisonniers politiques. — (Corresp.)

Tunisie

● M. BOURGUIBA AUX ÉTATS-UNIS. — Après avoir séjourné du 14 au 17 janvier à Paris, où il s'est entretenu avec M. Brejnev, secrétaire général de l'Urss, le président Bourguiba a gagné les États-Unis, où il doit recevoir des soins dentaires de longue durée. M. Bourguiba pourrait être de retour dans son pays début février afin d'y recevoir M. Brejnev.

D'autre part, à la suite des réactions algériennes provoquées par les déclarations de M. Brejnev, publiées dans le Monde du 15 janvier, on précise à Tunis que le premier ministre tunisien reste favorable à l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.



New York: vol

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Un an d'administration Reagan

III. - Une politique étrangère plus modérée que prévu

par DOMINIQUE DHOMBRES

M. Reagan continue à séduire ses concitoyens même si sa politique ne les satisfait pas toujours. Les premiers résultats de sa gestion ultra-libérale, qui se révèlent modérés, et le désarroi des catégories les plus défavorisées, touchées par la réduction de l'aide sociale, montrent à tout le moins que ce qu'on appelle parfois, par dérision, « l'économique vandou » n'a pas encore fait de miracle. (Le Monde des 19 et 20 janvier.)

M. Reagan avait indiqué, peu après son entrée en fonctions, qu'il s'occuperait en priorité, au cours de la première année de son mandat, de la remise sur pied de l'économie américaine. D'une façon générale, le nouvel hôte de la Maison Blanche s'est tenu à ce calendrier, et, jusqu'à la proclamation de l'état de guerre en Pologne en tout cas, une conjoncture internationale relativement calme lui a permis de le respecter.

Pendant des mois, l'attention du président a été essentiellement tournée vers l'élaboration, puis l'acceptation par le Congrès, de son programme économique. La Maison Blanche ne semblait pas autrement troublée du fait que le principal conseiller de politique étrangère du président, M. Richard Allen, était de moins en moins « opérationnel » et devait consacrer davantage de temps à défendre sa réputation, compromise en raison des liens qu'il entretenait avec les milieux d'affaires japonais, qu'à informer chaque matin le président sur l'état du monde.

La fonction de conseiller pour les affaires de sécurité nationale, occupée par M. Allen, avait d'ailleurs été singulièrement réduite puisque ce dernier, à la différence de ses illustres prédécesseurs MM. Kissinger ou Brzezinski, n'avait plus un accès direct au président. Lors du coup de force polonais, le 13 décembre, M. Reagan n'avait même plus de conseiller en titre : M. Allen avait été contraint de prendre un « congé administratif temporaire » et devait être, finalement, acculé à la démission.

Le refus de la détente

Contrairement à M. Carter, qui, à sa manière, s'était efforcé de maintenir, au cours de sa première année, au pouvoir multiplié les initiatives, généralement glissées sous le signe d'une croisade en faveur des droits de l'homme, M. Reagan est donc resté en 1981 dans une prudente réserve sur de nombreux sujets d'actualité internationale. Cette attitude s'explique par une différence fondamentale avec son prédécesseur. M. Carter, jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979, qui lui a, dit-il, « beaucoup appris », avait estimé que la diplomatie américaine ne devait pas avoir les yeux exclusivement tournés vers Moscou et qu'il fallait se garder de toujours mesurer les situations locales particulières et les conflits régionaux à l'aune des relations entre les deux superpuissances. Bref qu'il fallait éviter de « globaliser » les problèmes et de pratiquer le « linkage » (le « lien ») entre l'attitude de Moscou ici et là à travers le monde et la qualité des rapports américano-soviétiques, comme l'avait fait M. Kissinger.

M. Reagan, au contraire, est convaincu que la politique des Etats-Unis à l'égard de l'U.R.S.S. est l'élément déterminant et en quelque sorte le fil conducteur de toute leur politique étrangère. Cet axiome de base implique un moindre intérêt pour les affaires du tiers-monde, que M. Carter avait voulu traiter de manière spécifique, notamment en ce qui concerne l'Afrique et l'Amérique latine. En privilégiant les rapports avec Moscou, et en négligeant, dans une certaine mesure, la « carte chinoise » qu'agitait à l'occasion M. Brzezinski, l'administration Reagan rend donc un hommage, involontaire mais apprécié par les intéressés, aux dirigeants du Kremlin.

Mais si M. Reagan a repris le concept d'approche globale, de « linkage » à M. Kissinger, ce n'est pas pour pratiquer la « détente » à laquelle le nom de ce dernier reste associé. M. Reagan garde la méthode, mais non le contenu de cette politique. A la grande-messe conservatrice que fut la convention de Des Moines, en juillet 1980, M. Kissinger, dont le discours avait reçu un accueil glacé des délégués, n'était visiblement pas

chez lui, et pas à son aise. Depuis dix ans, la droite républicaine, qui s'est trouvée un chef en la personne de M. Reagan, n'a cessé en effet de critiquer violemment une conception selon elle à « sens unique » de la « détente » qui ne profiterait qu'aux Soviétiques. Même l'emploi de ce vocabulaire étranger (les Américains utilisent le mot français) est suspect aux yeux de ces ultra-patriotes.

Salon l'administration Reagan, l'U.R.S.S. n'a cessé de marquer des points depuis au moins deux lustres, c'est-à-dire, approximativement, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Nixon. Les Soviétiques ont profité de la faiblesse, de la naïveté ou de la myopie des administrations successives qui, au nom de la « détente », ont procédé à des transferts massifs de technologie en leur faveur. Dans le domaine de la mécanique de précision et de la micro-électronique, en particulier, l'Occident et les Etats-Unis, au tout premier chef, ont fourni involontairement l'essentiel des techniques utilisées pour les missiles soviétiques qui aujourd'hui menacent les villes américaines et européennes. En même temps, par leurs livraisons de céréales, les Etats-Unis permettaient à une société dont l'agriculture reste le talon d'Achille de ne pas détourner vers la satisfaction des besoins alimentaires de sa population la part notable de son énergie consacrée à l'effort d'armement.

L'U.R.S.S. ne pratiquait pas pour autant, durant cette période, estiment les responsables de l'administration Reagan, cette « retenue » à l'échelle planétaire, qui aurait dû être la contrepartie des avantages qu'elle tirait de la « détente ». Bien au contraire, les Soviétiques avaient des pions dans toutes les parties du monde, et notamment dans des zones (Amérique latine, Afrique) jusqu'alors presque totalement fermées à leur influence.

« Le premier souci de la nouvelle administration, fut d'envoyer un signal clair à l'U.R.S.S. indiquant que la situation avait changé. Il fallait signifier aux Soviétiques qu'ils ne pouvaient aller plus loin, et tracer les lignes à ne pas franchir. Tel est le sens de l'intense effort diplomatique mené au printemps à propos de l'Amérique centrale, et de la visite de Salvador en particulier. L'affaire avait valeur de symbole. Le message adressé à l'U.R.S.S. (et accessoirement à Cuba et au Nicaragua) était le suivant : les Etats-Unis ne toléreront pas une nouvelle avancée, car s'ils l'admettaient dans ce qui est leur voisinage immédiat, comment, à plus forte raison, pourraient-ils faire croire qu'ils s'y opposeraient ailleurs ? »

Le « grand marchandage planétaire »

Pour que tout soit clair, M. Reagan retrouvait lors de sa première conférence de presse présidentielle, le 29 janvier 1981, le ton de la guerre froide. Il accusait les Soviétiques de « se réserver le droit de commettre n'importe quelle sorte de crimes, de mentir, de tricher ». Au même moment, le secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, leur reprochait « d'entraîner, financer et équiper » le terrorisme international.

Le « message » une fois lancé, on est rapidement revenu au ton plus généralement en usage dans les chancelleries et, tout compte fait, le bilan d'un an de rapports américano-soviétiques rétrospectivement, y compris à propos de la Pologne, d'une certaine modération de la part de Washington. Comment expliquer cette contradiction ? L'administration Reagan n'était pas pressée de reprendre le « grand marchandage » avec les Soviétiques, au sens planétaire où l'entendait M. Kissinger. On voulait certes négocier, mais à partir d'une position de force. M. Reagan a donc procédé par ordre : d'abord faire voter un budget de la défense (près de 200 milliards de dollars pour 1982) qui restaure la crédibilité militaire américaine, avant de répondre à l'impatience des Soviétiques désireux de reprendre le fil rompu des grandes négociations stratégiques.

Maintenant que les programmes de réarmement sont approuvés par le Congrès, pratiquement dans les termes voulus par le président, et

qu'ont été prises les décisions de construire le bombardier intercontinental B1 et le missile MX et de produire en série la bombe à neutrons, les négociations peuvent s'engager. Ce n'est pas la Pologne, jusqu'à preuve du contraire, qui les interrompra. Celles sur les euromissiles ont déjà commencé à Genève. Quant à celles concernant les SALT (trépassées START) qui portent sur les « systèmes contraux », c'est-à-dire les armes nucléaires situées aux Etats-Unis et en U.R.S.S., elles sont toujours prévues pour le printemps, et on insiste, du côté américain, sur le fait que rien, jusqu'à présent, n'est de nature à les mettre en question.

En Europe, la grande inquiétude pour Washington c'est la conjonction possible du mouvement pacifiste avec les forces qui ont un intérêt économique (et, en ce qui concerne la R.F.A., un intérêt humanitaire et politique) au maintien des bonnes relations avec l'Est. Le département d'Etat déploie, depuis plusieurs mois, de grands efforts pour dénoncer « la main de Moscou » et son argent, derrière les organisations pacifistes, notamment religieuses, qui ont appelé aux manifestations contre la future installation des euromissiles nucléaires américains. On ne désespère pas non plus de parvenir à convaincre les Européens de renoncer au projet de gazoduc qui leur apporterait le gaz naturel sibérien, mais les fera du même coup dépendre dangereusement de Moscou pour leur approvisionnement énergétique, et les transformera, selon Washington, en otages potentiels.

Régimes « autoritaires » et « totalitaires »

Le refus des Européens de s'associer aux sanctions décidées contre l'U.R.S.S. pour la punir de sa responsabilité dans la répression en Pologne a, dans ce contexte, été un succès pour les Etats-Unis. Le gouvernement américain des deux tiers, quand il exprime cette déception, en retrait sur son opinion publique, qui juge sévèrement « l'égoïsme à courte vue », pour reprendre le titre d'un éditorial, des Européens. On se borne à souhaiter, sans se faire trop d'illusion, que, de toute façon, du Vieux Continent ne se précipitent pas pour enlever les contrats industriels rompus à la suite des sanctions américaines.

L'argument selon lequel ces sanctions ne touchent pas l'essentiel du commerce américano-soviétique, c'est-à-dire les céréales, est très mal reçu outre-Atlantique. L'embargo céréalière partiel décidé après l'invasion de l'Afghanistan avait été tourné par de nombreux pays alliés des Etats-Unis... y compris certains européens.

Dans l'affaire polonaise, la France fait plutôt bonne figure. On se plaît notamment à Washington à opposer sa fermeté actuelle aux ambiguïtés, pour ne pas dire plus, qui avaient caractérisé l'attitude de M. Giscard d'Estaing à propos de l'Afghanistan. Le refus du président américain de s'associer au boycott des J.O. de Moscou a laissé un mauvais souvenir. On se plaît à souligner, d'une façon générale, les « très bonnes relations » qui existent entre Paris et Washington depuis le 10 mai. Face aux convergences sur les rapports Est-Ouest, les désaccords sur la « carte chinoise », et le Salvador, en particulier, sont jugés secondaires, même si l'expression de ces derniers, notamment la déclaration franco-mexicaine du 28 août sur le Salvador ou les ventes d'armes au Nicaragua, gêne Washington et dépasse la portée du simple « romantisme » dont on croit M. Mitterrand sous l'influence de M. Régis Debray.

On se réjouit également à Washington de ce que le président français, contrairement à son prédécesseur, ait approuvé pleinement les accords de Camp David pour parvenir à une paix au Proche-Orient. M. Reagan, si l'on ne tient pas compte de quelques propos (un ballon d'essai ?) favorables au plan Fahd, s'en tient essentiellement à la « dynamique » de Camp David. L'inconvénient du plan Fahd, explique-t-on au département d'Etat - mais est-ce une position définitive ? - est qu'il constitue

une approche globale du conflit du Proche-Orient, alors que la seule méthode qui, selon Washington, ait porté des fruits jusqu'ici est celle des petits pas.

Pour l'Afrique et l'Amérique latine la distinction introduite par Mme Jeane Kirkpatrick, la représentante auprès des Nations unies, entre Etats totalitaires (qui exigent l'adhésion active de leurs citoyens à la doctrine officielle) et autoritaires (qui se contentent de leur obéissance passive) est devenue un des lieux communs de la nouvelle administration. Cette analyse a permis de justifier la reprise de l'aide militaire - supprimée par M. Carter - à des régimes (Argentine, Chili) jugés certes « ré-

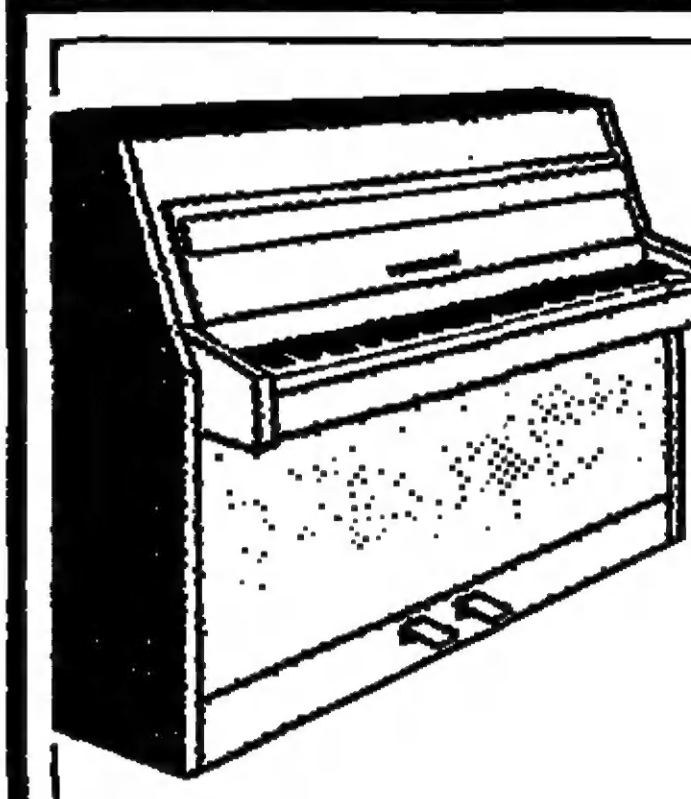
pressifs » mais seulement « autoritaires » et qui, selon cette « grille » pour le moins originale, l'emportent moralement, dans le domaine des droits de l'homme, sur des pays communistes tels que Cuba. Cette distinction a également permis de renouer des contacts discrets avec l'Afrique du Sud, que la précédente administration boycottait. On peut objecter à cette « grille » qu'elle aboutit à assimiler de façon simpliste gouvernements marxistes et régimes totalitaires en laissant aux dictatures de droite, qualifiées seulement d'« autoritaires », le bénéfice du doute. A ce compte, la Yougoslavie marxiste serait plus répressive que l'Argentine des militaires. Est-ce si sûr ?

En Asie, le Pakistan et la Corée du Sud sont de ces pays « autoritaires » auxquels on se garde désormais de

faire des reproches publics, et dont on se soucie seulement d'assurer la sécurité. Taiwan est dans la même cas, encore que M. Reagan, après une longue valse-hésitation, ait choisi le 11 janvier 1981 de ne pas fournir au gouvernement nationaliste les avions de chasse perfectionnés qu'il demandait. Ce retournement spectaculaire d'un président sentimentalement attaché à Formose illustre les hésitations d'une politique asiatique encore mal définie et qui ne manque pas, malgré ce dernier développement, d'inquiéter Pékin.

Au total, l'image offerte par la diplomatie américaine au bout d'un an d'administration Reagan est plus floue qu'on ne s'y attendait généralement. C'est peut-être la raison de la modération, plus grande que prévue, pratiquée par l'ancien cow-boy d'Hollywood dans la conduite de sa politique étrangère.

F. I. N.



25 MARQUES. PLUS DE 200 MODELES.

Chez Hamm, vous trouverez probablement le plus grand choix de pianos de Paris. Droit ou à queue, quel que soit votre budget, un vendeur-conseil vous aidera à faire le meilleur choix.

hamm

La passion de la musique.

135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

CONTRE LE FROID ET LE BRUIT DOUBLEZ VOS VITRAGES EN GLACE PLANILUX SAINT-GOBAIN (déductible des impôts)



Comptez 800 F le m², TTC - Posé en glace de 8 mm, avec joint de calfeutrement au silicone compris

10 ANS DE GARANTIE

Crédit gratuit en 3 versements Pose PARIS et BANLIEUE

Sté PARIS ISOLATION PROTECTION

55, av. de La Motte-Picquet 75015 PARIS

Tél. : 566-65-20 et 306-35-12

DEVIS GRATUIT

DEJA PLUS DE 15.000 SURVITRAGES POSÉS

ARNYS SOLDE

Costumes 100 % laine, flanelle, HARRIS TWEED, cashmere et soie, à partir de 2100 F 1.550 F
Vestes cashmere et soie, 100 % laine, etc. à partir de 1200 F 750 F
Pantalons flanelle, serge, velours, etc. à partir de 430 F 190 F
Manteaux cashmere, droit et raglan, à partir de 3.200 F 2.200 F
Chemises coton, polyester, 100 % coton oxford, fantaisie, à partir de 250 F 100 F 295 F 195 F

Solde de 20 % minimum sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue des sèvres (7^e) - Tél. 548.76.99



UN BON REGLAGE REVELE LA SONORITE D'UN PIANO.

Chez Hamm, 20 techniciens prennent en main nos pianos dès leur arrivée (90 % des pianos sont importés et ont longtemps voyagé). Tous les pianos font l'objet d'un bilan de santé complet et minutieux.

hamm

La passion de la musique.

135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

TWA vers et à l'intérieur des U.S.A.

New York: vol quotidien - 2 690F*

Liaison sans escale de Paris en 747. Ce vol continue sans escale jusqu'à Los Angeles. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.

*Tarif Loisirs aller/retour.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

AMÉRIQUES

Canada

Le gouvernement québécois engage une épreuve de force avec les syndicats

De notre correspondant

Montréal. — L'épreuve de force entre les syndicats et le gouvernement québécois semble inévitable. Le 19 janvier, le premier ministre, M. René Lévesque, a lancé un véritable ultimatum aux six mille huit cents employés de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (C.T.C.U.M.), qui ont refusé de reprendre le travail dans la nuit de samedi à dimanche, comme le leur enjoignait une « loi spéciale » adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

M. Lévesque a déclaré qu'il convoquerait de nouveaux députés en session d'urgence si les syndicats ne retournaient pas à leur poste ce mercredi. Ces menaces sont généralement prises au sérieux et des rumeurs circulent, avec de plus en plus d'insistance, à propos de la préparation d'une loi extrêmement sévère qui s'inspirerait du traitement de choc imposé l'été dernier par le président Reagan aux contrôleurs aériens et autoriserait le licenciement de tous les récalcitrants.

Si le conflit entre le président américain et les contrôleurs était dans la logique des choses, il en est tout autrement au Québec, car le parti québécois se dit social-démocrate et entretient, après sa victoire aux élections de novembre 1976, d'excellentes relations avec les trois principales centrales syndicales. Aujourd'hui, les grévistes déclarent volontiers leur carte du parti québécois lors des assemblées générales et, si possible, devant les caméras de télévision, pour protester contre la « trahison » d'un gouvernement

BERTRAND DE LA GRANGE.

AFRIQUE

Algérie

LA FIN DE LA VISITE DE M. ROCARD

Des projets industriels représentant 10 milliards de francs seraient confiés à la France

De notre correspondant

Alger. — Réaffirmée de part et d'autre ces derniers mois, la volonté de développer les relations économiques franco-algériennes a trouvé des terrains d'application lors de la visite à Alger les 18 et 19 janvier de M. Michel Rocard, ministre de la planification et de l'aménagement du territoire. « Dès à présent », annonce le communiqué publié à l'issue de ce voyage, le gouvernement algérien a pris la décision d'engager avec la France la réalisation d'un certain nombre de projets économiques. » Des commandes vont donc être passées à des entreprises françaises qui avaient participé à des appels d'offre et attendaient une réponse. Ce sont ces commandes que M. Rocard a refusé d'en donner le détail, affirmant qu'il en réservait la primeur au conseil des ministres, mais ils sont connus pour l'essentiel. Il s'agit de la vente de plusieurs milliers de camions, de la réalisation d'une usine de verre plat à Djidjelli et d'une unité d'aluminium à M'Sila, du métro d'Alger, de la construction d'une usine d'engrais et enfin des stations de réinjection de gaz naturel destinées à équiper le gisement d'Oued-Noumer dans la région d'Alger-Aménas. L'ensemble représenterait environ une dizaine de milliards de francs qui regarderont un portefeuille de grands projets qui avait sérieusement diminué depuis 1975, date à laquelle il avait grossi en quelques mois de 5 milliards de francs. Mais depuis lors une dizaine de milliards importants seulement avaient été signés, représentant une valeur totale de 3 milliards de francs, et si la France restait le premier fournisseur de l'Algérie, c'était dû, pour l'essentiel,

aux ventes de produits manufacturés courants, et de biens de consommation.

Ces contrats vont permettre de réamorcer la pompe de la coopération industrielle entre les deux pays, mais, souligne-t-on de part et d'autre, il n'est pas l'essentiel. Le fait nouveau, estime M. Rocard et son homologue algérien, M. Abdelhamid Brahimi, c'est qu'une approche de la coopération a été définie, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal des entretiens, un document de treize pages qui énonce des principes, et constitue, selon le ministre français, « la charte de l'action des deux gouvernements ». Ce document n'a toutefois pas été publié. Les conversations ont également permis d'identifier plusieurs domaines dans lesquels pourrait être entreprise une coopération à moyen terme. Il s'agit des infrastructures routières, ferroviaires et aériennes, de l'habitat, du développement industriel, de l'hydraulique, de la mise en valeur agricole et des applications de la recherche scientifique et technique. Ce dernier chapitre pourrait recouvrir particulièrement le nucléaire et l'informatique.

MM. Brahimi et Rocard, sans plus attendre, ont signé un protocole organisant la coopération entre leurs propres départements ministériels. Cette collaboration s'appliquera particulièrement aux questions concernant l'aménagement du territoire. M. Rocard et ses interlocuteurs algériens ont donc considéré que le dossier du gaz à propos duquel un accord doit être rendu public avant la fin de janvier ne constituait plus un obstacle et que les discussions techniques qui se poursuivent entre Gas de France et la Sonatrach ne pouvaient qu'aboutir.

Ghané

L'ARMÉE A RASÉ PLUSIEURS MARCHÉS POUR RÉPRIMER LES TRAFICANTS.

Parlant lundi soir 18 janvier devant la presse internationale pour la première fois depuis le putsch du 21 décembre, le capitaine Rawlings a violemment attaqué le Parti National Populaire (P.N.P.) de l'ancien président Limann, en affirmant que ce parti s'était mis en dehors de la démocratie.

« Il n'y a probablement personne d'aussi dangereux que moi de voir les militaires remonter au pouvoir », a déclaré le nouveau président ghanéen, qui a rappelé avoir lui-même remis le pouvoir à M. Limann à la suite de l'élection de ce dernier à la présidence après quatre mois de régime militaire, en 1979.

Lors de son premier passage au pouvoir, le capitaine Rawlings avait fait raser en bulldozer le grand marché de Makola, à Accra, et interdit toute transaction en ce lieu. L'administration Limann avait remis le marché sur pied. Au cours du dernier week-end, une partie du marché central de Takoradi, sur le littoral atlantique, a été rasée par l'armée et, la semaine dernière, deux petits marchés de Kumasi, deuxième ville du pays, ont été détruits. Chaque fois, c'était les commerçants qui recrutaient leurs marchandises du marché plutôt que de vendre aux prix officiels fixés par le gouvernement qui étaient ainsi visés. — (A.F.P. - Reuter).

Madagascar

L'ÉPISCOPAT S'INQUIÈTE DE LA DÉGRADATION GÉNÉRALE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

« Les gens vivent dans l'insécurité. Le travail de plusieurs années peut être brusquement anéanti par une tempête d'hommes. Les actes de violence et les pillages se multiplient. Les paysans s'enfuient, abandonnant leurs maisons et leurs récoltes. Les activités économiques se défilent », proclame un document de la conférence épiscopale de Madagascar en date du 22 novembre dernier, récemment parvenu en France. Dans une déclaration des évêques aux chrétiens de leur église et à tous les hommes de bonne volonté, l'épiscopat magasinois s'inquiète de la détérioration générale de la situation économique et sociale dans l'ancienne colonie française de l'océan Indien.

Les évêques déclarent d'abord : « Nous sommes témoins, par notre expérience pastorale, d'un désenracinement et d'une désaffection qui semblent gagner de plus en plus toutes les couches de la population et toutes les tranches d'âges — des plus jeunes aux plus anciens. L'épiscopat déplore l'évolution

en cours à Madagascar et rappelle : « Les activités politiques sont au service des besoins et des aspirations du peuple. Pour être crédibles, elles supposent que les attentes de la population se traduisent par des actes qui les concrétisent, tout spécialement dans le domaine de la sécurité à laquelle a droit tout citoyen. Les tensions que nous vivons périodiquement pourraient alors s'expliquer par l'absence de communication vraie entre le pouvoir et le peuple. »

L'épiscopat affirme en conclusion : « Nous sommes des citoyens à part entière, et nous ne restons pas passifs dans la construction d'une société d'hommes attentifs aux droits et aux aspirations des plus pauvres. Nous, catholiques, sommes engagés à tous niveaux dans les tâches actuelles et dans la préparation de l'avenir : nous sommes donc également et solidairement responsables des succès autant que des échecs... »

PROCHE-ORIENT

L'Égypte et Israël ont conclu un accord partiel sur les modalités du retrait du Sinaï

Le Conseil de sécurité des Nations unies reprend, ce mercredi 20 janvier, la discussion de la plainte syrienne contre l'annexion du Golan par Israël. Le Conseil sera saisi d'un projet de résolution adouci par rapport au texte original. L'ambassade de France en Israël a annoncé, mardi, que la mission préparatoire à la visite de M. Mitterrand était attendue du 27 au 30 janvier. L'Élysée avait annoncé, vendredi, que le voyage aurait lieu « début mars », bien que le Quai d'Orsay ait indiqué, le 20 décembre 1981, que le gouvernement attendrait l'issue des débats sur le Golan pour en décider.

D'autre part, selon Reuter, le gouvernement israélien va demander de nouvelles explications aux quatre pays européens (dont la France) disposés à participer à la force de paix dans le Sinaï, après l'évacuation par Israël en avril. La semaine dernière, les quatre avaient confirmé leurs positions antérieures à ce sujet.

Correspondance

Le Caire. — L'Égypte et Israël sont parvenus à un accord partiel concernant les derniers préparatifs avant le retrait israélien du Sinaï le 25 avril prochain, et ont signé, mardi soir 19 janvier, un accord en vertu duquel l'Égypte achètera les installations israéliennes du sud du Sinaï. Toutefois, plusieurs questions demeurent encore en suspens et une nouvelle réunion entre MM. Kamel Hassan Ali, chef de la diplomatie égyptienne, et le ministre israélien de la Défense, sera nécessaire le 15 mars pour parvenir à « un accord final ».

MM. Ali et Sharon ont déclaré, mardi soir, au terme de la visite « résolutive », laissant ainsi entendre que les questions restent à résoudre, mais qu'elles ont été résolues. Les questions demeurent encore sur le tapis des pourparlers. Ils ont, notamment, mentionné dans leur conférence de presse, la question du tracé de la frontière à Rafah, au sud de la bande de Gaza. Israël, rappelle-t-on, avait réclamé un remaniement de la frontière, afin « de ne pas séparer les habitants de la ville coupée en deux par le tracé ».


L'Égypte, quant à elle, se maintient au tracé effectué en 1966 entre l'Égypte sous mandat bri-

Le projet sur le stat

BOEING 747

notre nouvelle dimension

CAMEROON AIRLINES



2 fois par semaine, sans escale
Paris - Douala

1 fois par semaine, vol direct (*)
Paris - Genève - Douala

Encore plus de confort pour vos voyages.
Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1^{re} Classe, 238 passagers en Classe Économique, y voyagerez à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent. Il y a même un salon bar de 1^{re} Classe, au pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret
Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 portes). Il peut ainsi transporter en tout, dans ses 180 m³ de volume, 35 tonnes de fret.

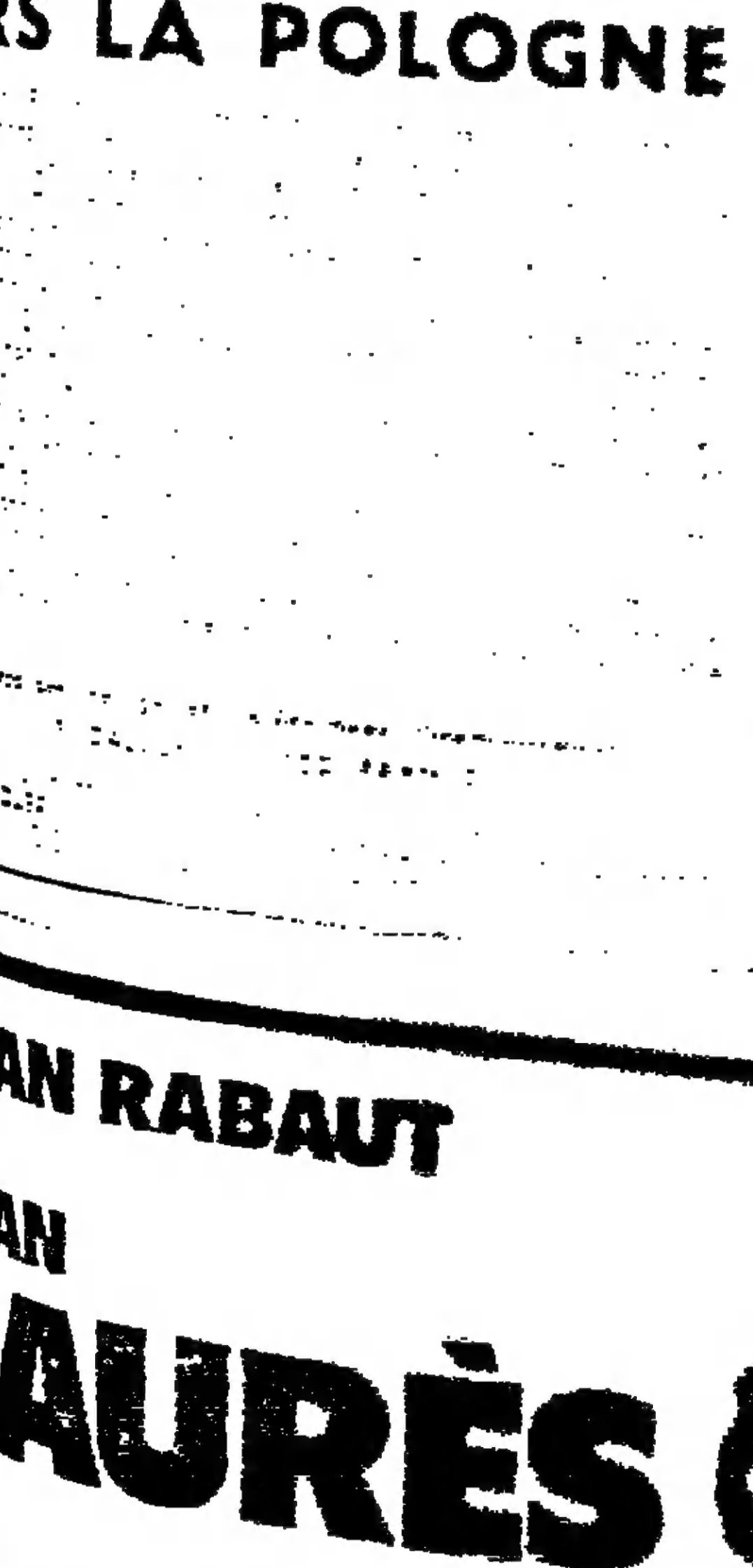
Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

(*) Les lundis, jeudis et samedis, à 12 heures, ORLY-Sud, à la place de 11 h. 30.

BOEING 747 COMBI

notre nouvelle dimension

DES BALLONS LIBRES VERS LA POLOGNE



JEAN RABAUT

JEAN JAURÈS

préface de
MICHEL ROCARD

FERRIN

Le Monde

politique

Le projet sur le statut de la Corse à l'Assemblée nationale

« Minorités » et pouvoirs

Quelle liberté d'expression pour les minorités ? Restaurer l'unité du « peuple corse », effacer les séquelles des violences armées, suppose d'associer les différentes « sensibilités » politiques à la préparation d'un avenir commun. Le statut particulier dont sera dotée l'île devrait permettre aux Corsais de prendre eux-mêmes en charge leurs propres affaires. Tous les Corsais. Là est la difficulté et le risque. Au nom de la nécessaire réconciliation nationale, parce que la gauche a toujours prêté attention aux aspirations des minorités, peut-être aussi au vu du vieux principe tactique selon lequel pour désarmer les opposants, il suffit de leur donner la parole, le gouvernement

et sa majorité sont prêts à oublier le passé. L'amnistie en est la preuve. Une amnistie que le groupe communiste ne souhaite pas accorder aux auteurs d'infractions ayant entraîné mort d'homme.

Reste la parole. Pudiquement, les députés aiment mieux parler de « minorités ». De qui s'agit-il, en Corse, sinon des indépendantistes et des autonomistes ? M. Alfonsi (M.M.G.), qui connaît le sujet, préfère qu'il n'y ait pas un « dévoiement » des élections par la multiplication des listes. Il propose donc que celles qui

auront recueilli 1,5 % des suffrages exprimés aient un siège à l'Assemblée de Corse, et puis il se ravise : la barre est peut-être encore un peu haute, ne risque-t-on pas d'assister au « renforcement des clans » ? M. Toubon (R.P.R.), qui parle de la nécessité d'avoir des majorités et des minorités « cohérentes », est bien d'accord. Prudent, M. Alfonsi propose plusieurs garde-fous. L'unité peut bien se décider à Paris. En Corse, il y a du temps.

Le « peuple corse » ? M. Debré (R.P.R.) s'effarouche. Au-delà de ses alarmes, les craintes

du R.P.R. sont connues : ce sont les mêmes qui, aujourd'hui et naguère, conduisaient les gaulistes à s'insurger contre les velléités supranationales supposées de l'Assemblée européenne. Postulat : l'Assemblée de Corse aura tendance à outrepasser ses pouvoirs. D'ailleurs, les soixante et un « conseillers » de cette assemblée ne vont-ils pas vouloir se faire appeler « députés » ? M. Toubon, pour sa part, en est convaincu.

Le projet sur le statut de la Corse est bien le prolongement du projet de décentralisation : la majorité veut accorder aux élus régionaux de réels pouvoirs, l'opposition souhaite mesurer ceux-ci au plus juste.

LAURENT ZECCHINI

Mardi 19 janvier, l'Assemblée nationale poursuit la discussion des articles du projet de loi portant statut particulier de la Corse.

A l'article 2 (définition des organes de la collectivité régionale de Corse), l'Assemblée adopte une nouvelle rédaction proposée par M. Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui résume un compromis entre la commission des lois, le gouvernement et MM. Toubon (R.P.R., Paris) et Séguin (R.P.R., Vaucluse).

Le texte de cet article est le suivant : « L'Assemblée de Corse, par ses délibérations, et le président de l'Assemblée, par l'exécution des décisions, concourent à l'administration de la région de Corse. Le conseil économique et social et le conseil de la culture, de l'éducation et du cadre de vie de Corse, par les avis qu'ils donnent, apportent leur concours à l'Assemblée et à son président. Les régions de Corse, par ailleurs, sont des établissements publics, des agences qu'elle crée ou des institutions spécialisées auxquelles elle participe. »

Le texte initial du gouvernement ne précisait pas les modes d'intervention de chacun des organes concourant à l'administration de la région. Or la commission et le groupe socialiste tenaient à ce que ne soient pas mises sur le même plan les institutions élues, les institutions spécialisées, les agences composées de fonctionnaires salariés. Les députés ont, par ailleurs, repoussé deux amendements présentés par M. Séguin tendant, d'une part, à insister sur le rattachement des dispositions applicables à la Corse au régime de droit commun, d'autre part, à limiter les pouvoirs et prérogatives des institutions corse.

A l'article 3 (composition et mode d'élection de l'Assemblée de Corse), l'Assemblée adopte un amendement de la commission substituant au terme de « mem-

bres » de l'Assemblée celui de « conseillers » après que MM. Guichard (R.P.R., Loire-Atlantique) et Toubon eurent souligné qu'il s'agit de plus qu'un simple titre de gouvernement, de parler de « députés ». L'Assemblée est composée de soixante et un conseillers élus au suffrage universel direct. Les députés adoptent ensuite l'article 4, qui fixe à six ans la durée du mandat des conseillers.

A l'article 5, qui prévoit que l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, suivant la

Un siège : 1,6 % des suffrages

L'Assemblée examine un amendement présenté par M. Bonnemaison (P.S., Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission des lois, et M. Alfonsi, qui précise : « Toutefois, sont seules admises à la répartition des sièges les listes ayant obtenu un nombre de suffrages au moins égal au total des suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges à pourvoir. » Dans son rapport, le député de Seine-Saint-Denis indique que le mécanisme de la plus forte moyenne permettrait d'attribuer au moins un siège à la liste qui aurait obtenu 1,6 % des suffrages exprimés.

M. de Rocca-Serra (R.P.R., Corse-du-Sud) propose que le système de la représentation proportionnelle ne soit valable que jusqu'à la promulgation de la loi sur l'élection des conseils régionaux continentaux. M. Toubon souligne que les minorités sont « faiblement représentées » et estime que l'amendement ne permettra pas que l'Assemblée de Corse ait « une majorité et une minorité cohérentes ». M. Alfonsi se demande si son propre amendement est suffisant pour éviter la multiplication des « listes », c'est-à-dire le renforcement des clans, ce qui aboutirait au résultat inverse de celui qui est recherché. M. Bonnemaison déclare qu'il ne faut pas considérer les minorités comme des « pestiférés » si l'on veut que le dialogue se rétablisse. L'amendement de la commission est ensuite adopté.

A l'article 6, qui fait de la Corse

une circonscription électorale unique, M. Toubon défend le principe de la loi-département. M. Defferre affirme que le gouvernement « n'entend en aucune façon revenir sur le découpage de la Corse en deux départements ». Il ajoute qu'il proposera — personnellement — un gouvernement d'entente à l'ensemble des régions le système électoral proposé pour la Corse. Ce mode de scrutin, précise-t-il, « qui consiste à établir une liste pour l'ensemble de la région et non pas par département », est le plus conforme à la conception de la région.

L'Assemblée repousse un amendement de M. Debré (R.P.R., la

L'ENTRÉE REMARQUÉE DE QUATRE DÉPUTÉS

Les quatre nouveaux élus des élections législatives partielles, MM. Dominet (U.D.F., Paris), Bannouille (R.P.R., Paris), Bourg-Broc (R.P.R., Maine-et-Loire) et Peyrelle (R.P.R., Seine-et-Marne), ont fait une entrée remarquée, mardi 19 janvier, à l'Assemblée nationale. Longuement photographiés dans les couloirs du Palais-Bourbon, les quatre députés sont allés saluer le champion en compagnie de plusieurs responsables des groupes R.P.R. et U.D.F.

Rançours et rançures un instant oubliées, l'opposition avait l'intention de fêter ostensiblement sa victoire, et les députés devaient pénétrer ensemble dans l'hémicycle, sous les applaudissements de leurs collègues. A l'ouverture de la séance, à 16 heures, M. Tadel (P.S., Vaucluse), demandait une suspension d'une heure. A 17 heures, persuadé que les socialistes avaient voulu priver les nouveaux élus de leur succès, M. Labbé, président du groupe R.P.R., demandait à son tour une suspension de séance d'une heure, par mesure de rétorsion. En réalité, le groupe socialiste souhaitait poursuivre ses discussions internes, à propos du projet de nationalisations.

A 18 heures enfin, sous des applaudissements prolongés, les quatre députés obtenaient satisfaction : debout, tous les députés de l'opposition les acclamaient à leur entrée dans l'hémicycle. M. Vivien (R.P.R., Val-de-Marne) dénonçait ensuite le « petit jeu mesquin » de la majorité et se plaignait que la télévision n'ait pas retransmis cet intense moment d'émotion parlementaire.

Fraude électorale

A l'article 23 (recensement des votes), la commission des lois propose d'instituer une commission de contrôle et de recensement des opérations de vote, à compétence régionale, similaire à celle qui existe pour les villes de plus de trente mille habitants.

Le gouvernement propose plusieurs sous-amendements qui autorisent la commission de contrôle à saisir les représentants de l'Etat de toutes les anomalies qu'elle constate et à demander aux autorités qualifiées, pour établir les procédures de vote, les renseignements et les documents nécessaires à l'exercice de sa mission. Une discussion s'engage alors à propos de la fraude électorale. M. Léotard (U.D.F., Var) indique que son groupe votera toute disposition destinée à faire reculer la fraude. M. Bonnemaison considère que les mesures préconisées ne sont pas dissuasives. L'Assemblée adopte la proposition de la commission « puisque l'élection concernée est elle-même unique en son genre ».

Pour M. Toubon, en revanche, les dispositions contenues dans les sous-amendements du gouvernement aboutissent « à inscrire dans la loi une présomption de fraude ». M. Defferre indique qu'il proposera les mêmes mesures pour les autres régions du continent. L'Assemblée adopte ensuite l'amendement de la commission des lois sous-amendé par le gouvernement.

L'article 27 est relatif aux compétences de l'Assemblée de Corse. Il autorise l'Assemblée à voter le budget, à exercer les compétences administratives et prévoit, dans son alinéa 3, qu'elle peut, « de sa propre initiative ou

d'un quinquième, et cette suggestion est adoptée.

A l'article 14, qui traite de la cautionnement de la commission et de la commission de contrôle, l'Assemblée adopte un amendement de la commission et de M. Alfonsi portant le montant du cautionnement de 5 000 à 30 000 F (cette disposition a également pour objet d'éviter la multiplication des listes « fantaisistes »).

A l'article 18, relatif à la durée de la campagne électorale et au temps d'antenne dont pourront bénéficier les différentes listes à la radio et à la télévision, l'Assemblée décide que les listes disposent de trois heures à la télévision et de trois heures à la radio. M. Defferre souligne qu'un dixième des communes, cela fait trente-six communes, ce qui est excessif. Il demande à M. Alfonsi d'accepter un vingtième. Celui-ci observe que cette solution « faciliterait les opérations surlignes » et maintient sa rédaction.

L'article 19 est alors réservé à la demande du ministre d'Etat, pour parvenir à un accord avec M. Alfonsi.

A la reprise des travaux, le gouvernement propose le seul

amendement par le premier ministre, adressé à celui-ci des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration concernant les compétences, l'organisation et le fonctionnement de l'ensemble des collectivités territoriales de Corse.

M. Toubon estime que cette précision est « inutile », car chaque assemblée peut émettre des vœux sans qu'il soit nécessaire de l'y adjoindre, et d'ailleurs, car elle laisse planer des menaces d'intervention, sur les communes notamment. Pour M. Tadel (P.S., Vaucluse), il s'agit, au contraire, de proposer « un dialogue institutionnel », qui s'oppose au mépris dans lequel la droite a tenu la Corse.

Après avoir repoussé un amendement de M. Séguin tendant à supprimer l'alinéa 3, l'Assemblée examine un amendement du gouvernement qui, reprenant des amendements de M. de Rocca-Serra, donne la possibilité à l'Assemblée d'émouvoir des propositions en matière de développement économique, social et culturel. La commission des lois propose d'élargir cette faculté à l'organi-

sation des services de l'Etat en Corse, et M. Toubon suggère de préciser que les propositions de l'Assemblée « se feront dans le respect de la libre administration de la région, des départements et des communes ». Afin de mettre au point un texte définitif, l'article 27 est réservé.

A l'article 31, relatif à l'élection du président et du bureau, elle adopte un amendement de M. Alfonsi fixant l'élection des membres du bureau (à l'exception du président) au scrutin de liste majoritaire à deux tours sans panachage ni vote préférentiel. A l'article 32, qui prévoit la composition et les attributions du bureau, les députés repoussent un amendement de la commission fixant à dix le nombre des vice-présidents. Celui-ci sera compris entre quatre et dix. L'Assemblée supprime ensuite l'incompatibilité de la fonction de président de l'Assemblée avec l'exercice d'un mandat de conseiller général.

L'Assemblée repousse, par 327 voix contre 158 voix, une proposition de M. Debré autorisant le gouvernement à dissoudre l'Assemblée de Corse lorsque ses décisions « portent atteinte à l'unité de la République ».

Reprenant l'examen de l'article 27 en fin de séance, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement ainsi rédigé : « L'Assemblée de Corse pourra, de sa propre initiative ou saisie par le premier ministre, adresser à celui-ci des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration concernant les compétences, l'organisation et le fonctionnement de l'ensemble des collectivités territoriales de Corse, ainsi que toute proposition relative aux conditions de développement économique, social et culturel de la Corse. Elle peut également adresser au ministre toute remarque ou suggestion concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat en Corse. »

La séance est levée, mercredi 20 janvier, à 1 h. 10, la suite du débat étant renvoyée à 9 h. 30.

L. Z. et P. V.

Les députés de l'opposition membres de la commission parlementaire sur le S.A.C. ont décidé, mardi 19 janvier, de « suspendre leur participation » aux travaux de cette commission. Ils estiment en effet que leurs travaux recourent les enquêtes judiciaires et nous qui concernent plusieurs membres du S.A.C.

La politique du gouvernement pour l'outre-mer

M. Emmanuelli : le report des élections cantonales « risquait d'être mal interprété »

Dressant un premier bilan de l'action du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli a indiqué, mardi 19 janvier, que le gouvernement avait « hâté l'adoption » de la loi de décentralisation aux « réalités » de ces départements et, dans le domaine économique, le développement des investissements.

M. Emmanuelli a notamment dénoncé l'existence, dans les

DOM, de « certaines puissances économiques dont l'objectif numéro un ne paraît pas être le développement des activités productives mais plutôt celui de l'accumulation d'un profit maximum ».

« Je m'étonne que ceux qui croient à tort, aujourd'hui, de l'abandon », des larges, etc. ont pu considérer pendant plus de vingt ans qu'il était tout à fait naturel qu'en étant Martiniquais, Guadeloupéen, Guyanais ou Réunionnais on n'ait pas les mêmes droits, en matière sociale, que les autres Français, a-t-il ajouté en évoquant les critiques de l'opposition contre ses orientations gouvernementales. Ceux-là auraient mieux fait de se préoccuper de faire de ces ressortissants de Français à part entière plutôt que de se borner toujours à essayer de faire peur. »

Interrogé sur la décision prise, contre son avis, par le conseil des ministres du 6 janvier, de ne pas retarder d'un an les élections cantonales dans les DOM (le Monde du 15 janvier), le secrétaire d'Etat a répondu que le report des élections cantonales « risquait d'être mal interprété » tant que la question de la décentralisation ne serait pas tranchée par le Parlement et d'« alimenter la campagne qui fait fureur sur le thème de l'abandon ».

Langues
CADRES - DIRIGEANTS
Chargés d'affaires à l'étranger
Apprenez en un temps record (40 à 80 h.)
Sachez utiliser vos connaissances indimentables.
CERCEL LANGUES
VOTRE FORMATION
24, rue St-Barthélemy, 75005 Paris
Tél. : 338-18-10 - 338-18-42

TELEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TELEX - PARIS 345.21.62

PROCHE-ORIENT

L'Egypte et Israël ont signé un accord de paix.

DES BALLONS LIBRES VERS LA POLOGNE

Pour les Polonais, les nouvelles du monde se sont arrêtées le 13 décembre. De leur propre pays, ils n'entendent plus que les commentaires de présentateurs en uniforme, des réactions à l'étranger, ils ne savent pratiquement rien.

Nous pouvons rompre cet isolement : des milliers de ballons d'hélium seront lancés un jour proche, dans des conditions techniques fiables, de plusieurs points de la Baltique vers Gdansk ou Varsovie. Ceux qui les recevront liront alors les informations qu'on leur cache depuis maintenant plus d'un mois : réactions au coup de force, déclarations officielles non censurées... en tout vingt-quatre petits feuillets réalisés par les membres de Solidarnosc à l'étranger.

Il n'est pas vrai que nous, citoyens d'Europe de l'Ouest, n'avons le choix qu'entre la guerre ou la régression. L'Europe centrale ne doit pas payer son appartenance au bloc de l'Est du prix de sa liquidation nationale et culturelle. Les messages des ballons témoignent concrètement de notre soutien au peuple polonais.

Pour réaliser ce projet, aidez-nous financièrement !
1 BALLON = 150 FRANCS
Libeller vos chèques à l'ordre de :
Martia ANDLER - 1, rue Francis-de-Pressensé, 75014 PARIS
C.C.P. 33 725 32 LA SOURCE

JEAN RABAUT
JEAN JAURÈS
préface de
MICHEL ROCARD
PERRIN

Halte au Vol
serrure à 8 points
à pompe
LAPERCHE
(Fabrication Française)
depuis 1788
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goudjons d'acier
anti-dégondage
2.350 F TTC
Pose et dépli. compris
PARIS-BANLIEUE
autres marques :
BRICARD - PICARD
IZIS - FICHEL - MUEL
DEVIS GRATUIT
Société
PARIS PROTECTION
(F. M. S. S. S.)
55, av. de la Motte-Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT
en 4 verse

Je n'ai pas de...

DIVISION DE LA LOI
ont aller ville

POLITIQUE

NATIONALISATION

MM. GASTON MONNERVILLE ET LOUIS GROS RÉAGISSENT AUX ATTAQUES DONT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL EST L'OBJET.

MM. Louis Gros, ancien sénateur (R.L.), et Gaston Monnerville, ancien président du Sénat, interrogés par notre confrère Libération sur l'actualité du Conseil constitutionnel auquel tous les deux appartiennent, ont vivement réagi aux attaques dont cette haute juridiction est l'objet.

« Je ne conçois pas qu'on mette en doute mon indépendance (...). Ceux qui nous attaquent, à nous, nous ne sommes ni une assemblée ni une juridiction, encore moins une représentation de partis politiques. »

Quant à M. Gaston Monnerville, il ne s'estime pas « concerné » par les « récents » succès. « Au Conseil, a-t-il souligné, nous ne jurons absolument pas compte des réactions de l'extérieur. Nous sommes ni une assemblée ni une juridiction, encore moins une représentation de partis politiques. »

Interrogés par nous sur l'authenticité des propos reproduits par notre confrère, les deux conseillers ont précisé que Libération avait résumé sans la trahir mais sous une forme non littérale, une simple conversation téléphonique.

« Tenu à l'obligation de réserve, nous a dit M. Monnerville, je me suis bien gardé de commenter notre décision du 16 janvier. D'autre part, au moment de cette conversation téléphonique, j'ignorais la déclaration de M. Léonel Jospin. »

Libération présente en effet ces déclarations de deux membres du Conseil constitutionnel comme une réponse aux attaques de M. Jospin.

« Ce qui me choque dans ces attaques, nous a précisé de son côté M. Louis Gros, c'est que, s'adressant à des magistrats qui ont prêté serment, elles mettent en doute notre loyauté : nous aurions commis une forfaiture si nous avions trahi ce serment. »

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : juges, et seuls juges.

« Il n'y a aucune chance de voir les membres du Conseil constitutionnel se laisser intimider. Ils sont juges, et seuls juges, de la conformité des lois à la Constitution. Leur raison d'être consiste à empêcher que n'importe quel débordement parlementaire puisse prendre forme de loi — y compris contre la Loi fondamentale. Leur statut leur garantit pleine et entière indépendance. »

« On bien on l'admet et on reste dans la règle du jeu institutionnel : ou bien on ne veut pas l'admettre et il faut changer les institutions. »

« Car, que l'on sache, ni en mai ni en juin derniers, les Français n'ont donné à personne mandat de les subordonner à quelque volonté partisane que ce soit. »

(KAVIR MAHONNET.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le bon émissaire.

« Le parti socialiste justifie, par la voix de ses chefs, le procès qui lui fait ses adversaires de tous jours désigner un bon émissaire pour compenser le moindre déchet. Un petit revers électoral, pourtant loyalement reconnu, met aussitôt la mécanique en marche : le Conseil constitutionnel sera la victime expiatoire de cette période. Or c'est justement en se « radicalisant » que les socialistes, pour de bon, perdront les élections. »

(PAUL GUILLERET.)

L'HUMANITÉ : prétention exorbitante.

« Qu'une décision prise par les élus du suffrage universel puisse être mise en cause par une poignée de notables blanchis sous le harnois piscardinien est proprement intolérable. Que les docteurs de la loi nous fassent grâce de leurs graves considérations sur le respect des formes constitutionnelles. »

« Le seul mérite de ce petit coup de Jarnac, c'est de montrer que cette Constitution demanderait quelques ajustements. Et accessoirement d'attirer l'attention sur les neuf, dont per-

sonne n'oserait jurer que leur travail est excessif et leurs émoluments trop modestes. »

« La vérité, c'est que leur prétention est parfaitement exorbitante. Et qu'elle est contraire, dans son essence, aux règles élémentaires de la démocratie (...). »

« Le gouvernement ne doit pas se laisser intimider par la menace du Conseil constitutionnel. Il a toutes les armes nécessaires pour lui opposer la riposte qui convient, et d'abord l'appui de l'opinion. »

(RENE ANDRIEU.)

FRANCE-SOIR : un peu plus de sang-froid !

« L'énervable procès que le P.S. et le P.C. font au Conseil constitutionnel est fondé sur plus de haine que de raison, sur des soupçons sans preuves et jamais sur des faits. Il ignore tout de l'histoire et tout du droit. »

« Sur ces affaires, le président de la République n'a naturellement pas été malade en voir à celle des attaquants, même si l'on prête à l'Elysée telle ou telle arrière-pensée. C'est une juste réserve. Peut-être serait-il opportun, et en tout cas honorable, que le chef de l'Etat recommande à nouveau à ses amis un peu de sang-froid et dise que les institutions dont il est le gardien ont fonctionné conformément au droit. »

(CLAUDE VINCENT.)

« M. Robert Badinter, ministre de la Justice, a fait allusion, mardi après-midi 19 janvier, devant l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, à la décision du Conseil constitutionnel sur les nationalisations : « Je ne trahirai aucun secret en vous disant que, depuis le début de la législature, le gouvernement a pris connaissance de vos avis avec le plus grand intérêt et qu'il en a tenu le plus grand compte, sans pourtant échapper toujours à la censure d'une autre juridiction. Vérité constitutionnelle d'un côté du Palais-Royal, erreur constitutionnelle de l'autre côté du même Palais. »

Quinze journalistes licenciés de « l'Humanité » dénoncent la « volonté d'exclusion » qui les frappe

Quinze journalistes licenciés par la direction de l'Humanité ont expliqué, mardi 19 janvier, au cours d'une conférence de presse que les mesures prises à leur encontre « reposent sur des considérations essentiellement politiques » et qu'elles « traduisent une volonté d'exclusion ». M. Eric Decourt, à la une d'une déclaration signée par ces quinze journalistes, qui travaillent à l'Humanité ou à l'Humanité-Dimanche (1) et qui refusent les arguments économiques avancés par la direction pour justifier leur licenciement (le Monde des 9 et 10 décembre 1981).

Ces journalistes font remarquer, en premier lieu, qu'« aucun des critères habituellement en usage dans une procédure de licenciement économique n'a été observé pour le choix des personnes appelées à partir : ni la charge de famille, ni l'ancienneté, ni la qualification professionnelle ». En second lieu, indiquent-ils, la plupart des journalistes licenciés font partie de ceux que le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., « désignait, en fin de compte, comme des « gâtes-chaus » et dont il se plaignait qu'ils fussent trop nombreux dans la « cuisine ».

M. Leroy désignait ainsi, selon les quinze signataires de la déclaration, les journalistes qui, faisant valoir « leur liberté de parole » ou de conscience, avaient refusé de faire acte d'allégeance envers la direction lorsque celle-ci avait fait circuler au sein de la rédaction après l'intervention soviétique en Afghanistan, par exemple, ou lors de la campagne de l'élection présidentielle, des pétits ou des motions visant à soutenir ses positions.

« En cherchant à imposer, en pratique, le pseudo-principe selon lequel un journaliste communiste devrait approuver ou partir, la direction contredit l'idée de responsabilité proclamée officiellement comme inhérente à la fonction de journaliste communiste, estiment les quinze journalistes. Elle contredit, aussi, l'affirmation d'une diversité des sensibilités comme source de richesse pour les rédactions. » Ce « culte d'un monolithisme illusoire » va, de pair, selon eux, avec la baisse de la diffusion des deux principaux titres de la presse communiste. « Les ventes de l'Humanité

quotidienne, indiquent-ils, n'excèdent pas, aujourd'hui, dans l'Hexagone, quatre-vingt mille exemplaires. Celles de l'Humanité-Dimanche sont inférieures à deux cent mille, alors que le P.C.F. revendique plus de sept cent mille adhérents. Mais la direction du parti et celle du journal, ajoutent-ils, « érigent en principe l'idée que, par essence, la presse révolutionnaire serait condamnée à une audience restreinte ».

Les quinze journalistes signataires de cette déclaration soulignent les « entorses à la vérité » qu'entraîne, dans le traitement de l'information, le principe, affirmé par M. Leroy, en 1979, et selon lequel « les travailleurs ont besoin de certitudes pour conduire le mouvement révolutionnaire ». Pendant la campagne de l'élection présidentielle, indiquent-ils, « forte citation des propositions du parti socialiste et de François Mitterrand a pour fonction de prouver leur orientation à « droite ». Ce tir de barrage, ajoutent-ils, prépare le double langage qui se déploiera entre les deux tours dans l'Humanité, institution dépeinte à ne pas voter pour le candidat de la gauche.

Durant cette période, des responsables du journal n'hésitent pas à faire campagne, à l'intérieur des rédactions, en faveur du vote « révolutionnaire » pour Giscard.

M. Raymond Hanon, ancien cadre administratif de la rédaction, a précisé que, trois employés de presse ayant été réaffectés, vingt et un membres de la rédaction ont été licenciés, dont vingt pour raison économique. Mme Jacqueline Beauvais, ancien chef de la rubrique télévision de l'Humanité-Dimanche, a expliqué que, pour sa part, elle avait été licenciée pour avoir refusé de conserver ses fonctions dans le cadre de la restructuration décidée par la direction. On compte en outre, a indiqué M. Hanon, vingt-deux départs, dont six licenciements économiques, parmi les employés de l'administration.

M. Hanon a souligné que les journalistes licenciés rencontrent des difficultés pour trouver un emploi « dans les entreprises — et elles sont nombreuses — qui n'ont pas les communistes, dans les institutions plus ou moins directement liées à la direction

du P.C.F. en/ta à la télévision et à la radio, par suite d'un accord P.S.-P.C.F. prévoyant que les seuls communistes susceptibles d'être embauchés sont ceux qui figurent sur la liste Juppé ». Mme Beauvais et Mme Elisabeth Weissman ont également fait état de cette liste, établie par M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., et sur laquelle les directions des chaînes de radio et de télévision seraient tenues de choisir les journalistes communistes qu'elles souhaitent éventuellement employer.

(1) M. Guy Berlier, Mme Jacqueline Beauvais, MM. Eric Decourt, Gérard Dubus, Mme Candide Foll, M. Guy Gaudier, Mme Anne Goulet, MM. Jean-Claude Grégoire, Jean-Marc Guigan, Raymond Hanon, Pierre M. d'A., Mme Martine Nouaille, M. Robert Punt, Mme Nicole Savoyant et Elisabeth Weissman.

M. ANSQUER (R.P.R.) RENONCE A SON SIÈGE A L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG.

M. Vincent Ansquer, député R.P.R. de Vendée, a décidé de renoncer, à partir du 26 février, à son mandat de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg.

Un autre député, M. Pierre-Bernard Cousté (apparenté R.P.R., Rhône), avait fait le même la semaine dernière (le Monde du 14 janvier).

A la suite d'une intervention de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, les deux députés élus le 10 juin 1979 sur la liste DIFP et siégeant au groupe des « Démocrates européens » de Strasbourg, avaient été mis en demeure d'appliquer le système du « tourniquet », qui prévoit que les membres de la liste DIFP abandonnent leur mandat européen automatiquement au bout d'un an afin de permettre à la totalité des cinquante membres de cette liste de siéger à tour de rôle à Strasbourg.

Devant leurs hésitations, le R.P.R. leur avait proposé soit de cesser d'appartenir au groupe de l'Assemblée nationale, soit de se démettre de leur mandat européen.

LE MYSTERE PLACEBO

Par le simple biais d'une pilule de sucre ou d'une seringue remplie d'eau salée, l'effet placebo peut soigner certains maux. Aux Etats-Unis comme en France, on essaie de comprendre ses liens avec la biochimie cérébrale.

1942, la guerre bat son plein. Des pilotes américains engagés dans le conflit gagnent l'Angleterre. Leurs mécaniciens et le personnel au sol les suivent par mer. La traversée est rude, les navires roulent et tangent sous les paquets d'eau. Le mal de mer menace les pauvres « rampants ». Le médecin de l'air qui les accompagne n'a pas prévu cette éventualité mais les idées ne lui font pas défaut. S'inspirant d'une médication utilisée par la marine canadienne, il fabrique une « pilule rose » et la distribue en affirmant que les Canadiens ont vaincu grâce à elle le mal de mer à bord de leurs bâtiments. Résultat : la traversée se termine bien pour les « rampants », moins bien pour le médecin de l'air qui seul savait que sa fameuse pilule n'était que du lactose teint au carmin — un placebo.

La réaction placebo est l'un des phénomènes médicaux les plus curieux, dit le Dr David Sobel, chef du service de médecine préventive au Centre médical Kaiser - Permanente

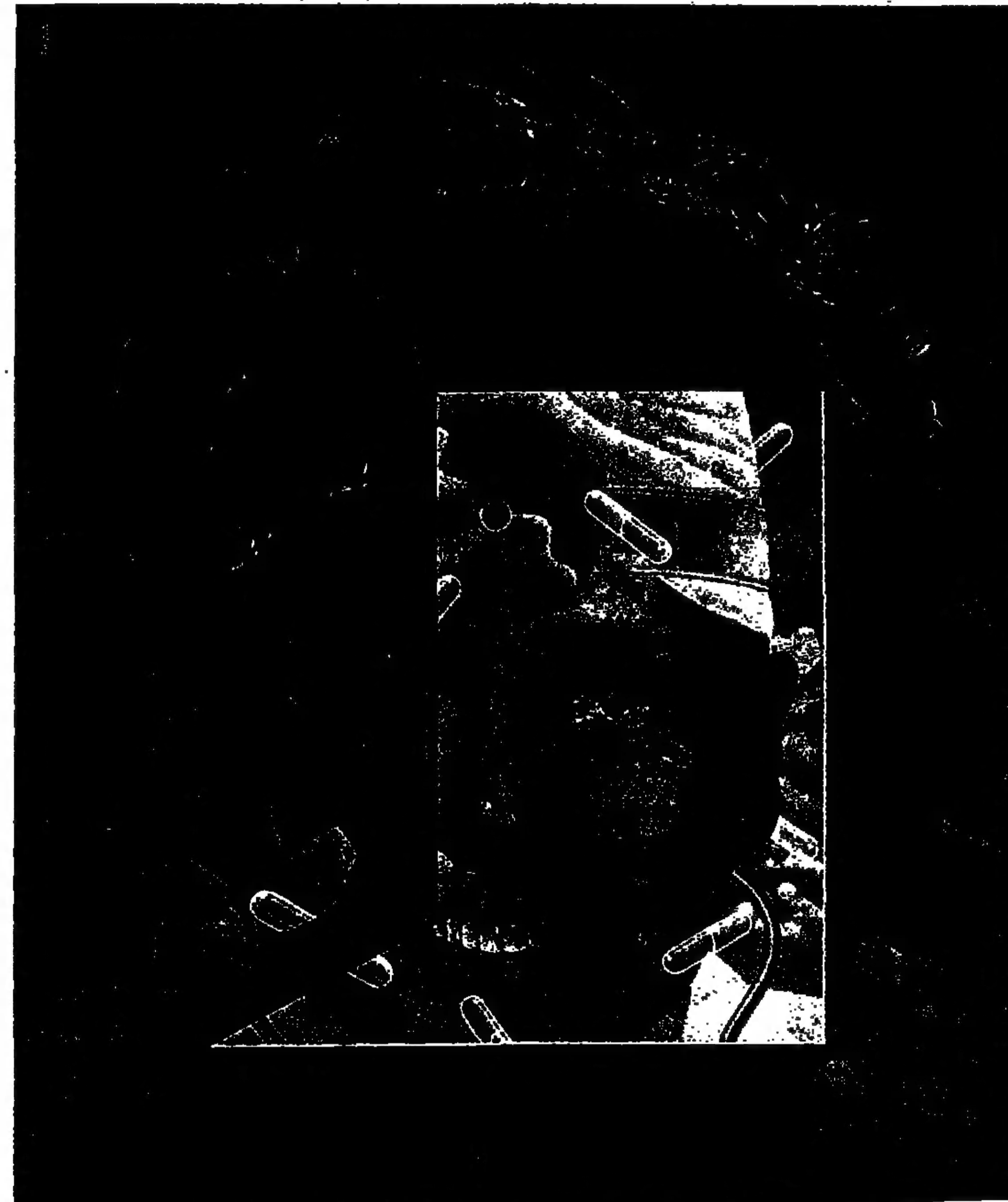
de San José en Californie et directeur de l'Institut pour l'étude des sciences humaines, nous devons maintenant apprendre à maîtriser son mécanisme pour en tirer le meilleur parti.

Confiance, croyance, espoir, ces moteurs de l'effet placebo peuvent influencer favorablement l'état de santé par le biais d'un simple comprimé de sucre ou d'une seringue remplie d'eau salée.

Différentes études comparatives ont même montré que les placebos peuvent modifier la tension, changer le rythme cardiaque et respiratoire ou la température du corps, influencer la digestion, voire affecter le taux de sucre dans le sang. Il n'existe ainsi que le nombre de globules. Ils courent large mesure à cause même à guérir nos rhumes des foin, vertiges, pratiquement bénins, notamment appelés « maladies fonctionnelles ». On peut même rapporter des constatations le fait suivant

milieu du XIX^e siècle, les traitements de base des médecins, purges, ponctions, applications de sangsues et de ventouses, bien qu'en grande partie inopérants, amélioraient la santé de nombreux patients. Il y avait donc quelque chose qui, dans la médecine d'alors jouait un rôle curatif ou permettait de nettes améliorations.

Apparemment, la simple croyance dans l'efficacité d'une intervention ou d'un remède a le pouvoir d'apaiser la douleur, d'accroître la guérison, d'améliorer la réaction, agit comme un placebo. Une explication scientifique de ce phénomène n'existe pas. On ne sait pas quand, ni comment, le placebo agit. On ne sait pas non plus comment il agit. On ne sait pas non plus comment il agit. On ne sait pas non plus comment il agit.



A SUIVRE DANS SCIENCE DIGEST

l'espace, la biologie, l'écologie, la médecine, la génétique, l'ethnologie, c'est à suivre dans Science Digest. Avec des articles courts, précis, informatifs, des illustrations et des photos originales et fortes ; un agenda des découvertes ; les dossiers des dernières innovations et une analyse de toutes les conséquences du progrès. Science Digest est un magazine scientifique qui se lit comme un magazine d'Actualité.

LE MAGAZINE D'ACTUALITE DE LA SCIENCE.

SCIENCE DIGEST

LE 1^{er} NUMERO LE 15 JANVIER 82

POLITIQUE

POLITIQUE 2, de François Mitterrand

(Suite de la première page.)

C'est, pour une part, l'effet d'un choix qui a privilégié ceux qui s'inscrivent dans le combat politique et jalonnent les étapes de la marche vers la victoire du 10 mai. Aussi serait-ce une erreur d'y chercher le prolongement du premier volume et d'espérer poursuivre une conversation personnelle avec un interlocuteur : on est en présence d'un politique. L'intérêt n'est pas moindre : il est autre.

Ne demandons donc pas à ces textes autre chose que ce que comporte le genre dont ils relèvent : ce sont des textes de combat, de politique même. Ils constituent de ce fait des grossissements, des ouranances : était-il juste, par exemple, de dire en 1977, que la France est un des pays occidentaux où la crise est la plus gravement ressentie ? L'historien, dont F. Mitterrand sollicite le jugement, trouverait à redire à telle ou telle analyse. Il se gardera de prendre à la lettre la critique de la politique de l'ancienne majorité qui ne mérite sans doute pas tous les reproches qui lui sont adressés. Il est vrai que le livre s'ouvre en 1977, c'est-à-dire au moment où le septennat s'achève pour amorcer une dérive de plus en plus conservatrice. Il arrive aussi que le leader de l'opposition dramatise la situation : ainsi quand il annonce que la démocratie court, en France, de grands périls ou pense voir resnaître une droite de type fasciste : les dernières élections ont fait justice de ces cratines.

Hors du droit...

Mais tout cela est, pourrait-on dire, de bonne guerre, et F. Mitterrand, animé du même souci de vérité que pour le premier volume, s'est interdit la moindre retouche et abstenir d'intervenir dans le rassemblement des textes. Au risque de voir ses adversaires retourner contre ses amis socialistes et son gouvernement quelques-uns des griefs que lui-même articulait contre la majorité d'alors. Inutile de mettre les points sur les « i » : on peut faire confiance aux polémistes de la nouvelle opposition pour se saisir de ces reproches et tenter de mettre l'auteur ou les siens en contradiction avec lui-même, que ce soit pour les nominations de caractère politique aux postes de responsabilité admi-

nistrative ou la mainmise sur les moyens d'information.

Dans le combat quotidien se dessine une personnalité. Cette fois c'est moins la continuité à travers le temps - encore qu'il y insiste : « moi, je n'ai pas bougé de place », dit-il - que la cohérence qui se dégage d'une lecture attentive de ces 300 pages. De la répétition surgissent quelques traits dont la réitération même suggère qu'ils constituent la structure de la personnalité. Tel l'attachement au droit, à l'observation des règles librement convenues.

On ne défend le droit que par le droit. Le droit, c'est la civilisation. Hors du droit, il n'y a plus que violence et barbarie. Pour être l'héritier que l'optimisme du XIX^e siècle et de sa confiance dans l'homme, François Mitterrand n'a pas l'illusion de croire que la rationalité gouverne le monde ; sans partage il sait la domination des puissances de la chair et du sang. Seul un état de droit peut opposer une barrière et fonder un ordre acceptable. D'où la condamnation sans hésitation ni retard de toutes les formes de violence : le terrorisme en Italie, les exécutions sommaires en Iran, prise d'otages, ou encore les résistances à la démocratisation en Pologne.

Second trait qui court en filigrane au long de ces pages : un attachement à son pays pour lequel François Mitterrand ne craint pas d'employer un mot devant lequel beaucoup hésitent aujourd'hui, car il le juge démodé : patriotisme. Le terme revient souvent : la gauche est patriote, il parle de son patriotisme sans respect humain. Ce sentiment n'est pas purement abstrait ou cérébral : il s'incarne dans la familiarité avec la terre, l'unité la sensibilité aux paysages avec la fidélité à un ensemble de valeurs identifiées à l'histoire nationale : à la fois charnel et idéologique, il réconcilie des composantes qu'on s'est complu trop longtemps à dissocier. Ce patriotisme rêve pour son pays d'un grand rôle. Comme de Gaulle, il croit - et il le dit - que les peuples ont besoin d'un grand dessein pour être eux-mêmes. Un des griefs majeurs contre le précédent septennat est de ne pas avoir pratiqué la grande politique qui convient à un pays chargé comme le nôtre d'une grande histoire et porteur d'un message universaliste.

D'où le rejet du neutralisme. Cette sympathie pour la personnalité d'une nation s'élève aux autres peuples : à ceux du tiers-monde en premier lieu qui luttent pour la reconnaissance de leur indépendance, mais pas seulement.

Son attachement à la communauté que forme une nation aide F. Mitterrand à comprendre la réaction des États-Unis dans l'affaire des otages : il approuve l'intervention qui visait à les libérer. Lui-même n'aurait pas agi différemment : c'est le devoir impérieux de tout chef d'État responsable de venir au secours de compatriotes en danger : on se souvient des dispositions prises pour le rapatriement dans les délais les plus rapides des Français vivant en Iran quand on pouvait redouter pour eux un sort analogue.

Sur la Pologne

Maintenant que leur auteur est l'architecte de notre politique étrangère, on ne relira pas sans intérêt les pages, qui occupent plus d'un tiers du livre, consacrées à nos relations avec le monde. Elles ne sont pas seulement critiques : elles énoncent les critères en fonction desquels le leader de l'opposition blâme la politique du gouvernement qu'il combat. Elles éclairent telle ou telle de ses déclarations, elles invitent aussi à confronter les intentions de l'opposant et les initiatives du responsable. On lira avec plus que de la curiosité ce qui est dit de la Pologne à l'occasion des grèves de l'été 1980 : elles prennent depuis le 13 décembre une intensité et une signification exceptionnelles.

En moins de trois pages, tout y est : le constat de la faillite d'un régime, la reconnaissance de Solidarité comme l'expression authentique du mouvement ouvrier, le devoir de tout gouvernement français de ne pas assister passif à l'étouffement de la démocratie en Pologne et la nécessité de prendre des mesures de rétorsion contre l'Union soviétique. Et plus encore la récusation du marxisme-léninisme : François Mitterrand prononce, le 19 janvier 1981, cette formule définitive qui tombe comme un couperet : « L'exemple polonais fournit la preuve par neuf de l'erreur originelle du marxisme-léninisme ».

Au fil des pages, au hasard des circonstances, se dessine par touches successives la philosophie inspiratrice du premier secrétaire du parti socialiste. Elle lui fournit ce point fixe auquel il fait plusieurs fois référence, indispensable pour juger une action. A vrai dire *Politique 2* n'apporte pas à cet égard de révélations : il s'y confirme que François Mitterrand est socialiste depuis qu'il a rencontré le socialisme. La rencontre est du reste ancienne : *Politique 1* rappelait qu'il s'était défini comme socialiste dès 1951. Mais il n'est pas marxiste, et il y insiste. Il est moins encore, s'il se peut, marxiste-léniniste : il tient en effet le communisme pour irréductiblement incompatible avec la liberté qui est à ses yeux, selon une belle formule qui revient sous sa plume, la « pointe de diamant » sans laquelle il n'est pas de civilisation. Il n'est pas non plus social-démocrate : il s'en explique sans ambiguïté et à relire ces textes

qui furent en leur temps connus, largement cités et reproduits, on s'étonne que certains aient attendu le lendemain du 10 mai pour découvrir que son programme ne consistait pas à instaurer en France la social-démocratie. Non qu'il souscrive à l'injuste procès qu'intentent à la social-démocratie des socialistes français qui n'ont pas encore surmonté les expériences du passé et ne pardonnent pas à la S.F.I.O. de ne pas avoir fait plus que ce que lui permettait le rapport des forces politiques aux temps où elle exerça le pouvoir. Il trouve simplement que la social-démocratie n'est pas allée assez loin dans les réformes et qu'en particulier elle n'a pas pris les moyens pour créer une rupture radicale avec le capitalisme en lui arrachant ses armes les plus décisives.

C'est sa conviction profonde - elle s'exprime en vingt occasions - que la société est partagée en deux camps. Cette vision dualiste épouse la division la plus traditionnelle de notre future politique, entre la droite et la gauche, sur laquelle se greffe une seconde qui empreinte son principe à l'antagonisme des possédants et des salariés. Les deux distinctions se rejoignent pour ne plus faire qu'une : la gauche représentant les couches exploitées, la droite la domination de l'argent. Les forces politiques n'étant dans cette représentation des choses que l'expression des forces sociales, François Mitterrand ne doutait pas que la victoire n'appartînt un jour à la gauche dont il était le candidat : la majorité politique ne peut que suivre la majorité sociale.

En deux camps

Sur ce point l'observateur de la société, pour peu qu'il ait été amené par métier ou par goût à se poser la question capitale de l'origine des opinions, est tenté de faire quelques réserves : sans méconnaître la vertu opérationnelle d'une telle conviction dans le combat politique dont elle nourrit l'inspiration. Certes, il ne niera pas que la majorité des couches populaires donne sa confiance aux partis de gauche, mais ne savons-nous pas aujourd'hui qu'il n'y a pas et qu'il n'y eut jamais correspondance rigoureuse entre l'appartenance sociale et le comportement politique et que les facteurs culturels ont toujours été plus déterminants sur les choix et les convictions que le statut socio-professionnel ? Au reste François Mitterrand le sait aussi bien que personne et il introduit ici ou là des nuances qui tempèrent la rigidité trop catégorique de ces affirmations massives et trop déterministes : à propos du vocabulaire travailliste, il marque la discordance entre l'acception prise dans le vocabulaire et la réalité ; il note que les révolutions socialistes ont été conduites par des hommes originaires de la bourgeoisie, et à l'occasion des événements de Pologne, il observe que l'affrontement social a vite pris une dimension nationale.

Reste que réduire la droite en France au parti de l'argent et ravalier son rôle historique à la défense des possédants ne rend justice ni à la complexité des réalités sociales et politiques ni à la vérité de l'histoire. Croit-on sincèrement que puissent

subsister durant des générations des traditions politiques qui n'auraient pas d'autre raison d'être que préserver des privilèges ? S'adressant à ses adversaires en pleine campagne électorale le 16 mars 1978, François Mitterrand s'élevait avec raison contre la tentation de recuser le camp d'en face : « Je souhaiterais que l'on soit un peu de cette façon de mettre en accusation une moitié de la France. » Il n'est pas de vœu plus conforme à la nature de la démocratie.

Lisant le premier volume de *Politique*, j'avais été frappé d'y constater pressenti l'idée que la France était partagée entre deux traditions, pas seulement entre deux coalitions d'intérêts et la conviction que ces deux moitiés devaient être rassemblées. On ne les retrouve pas au même degré dans *Politique 2* : est-ce la nécessité du combat, la dureté de l'affrontement, ou un choix délibéré ?

Un autre titre à retenir l'attention de quiconque tente de comprendre les événements de 1981 est la reconstitution de l'enchaînement qui les a conduits. Dans la discontinuité d'une action quotidienne la logique d'une action s'évanouit : la présentation ramassée la rétablit. Tout y est indiqué à l'avance et l'étonnant est que les choses se sont en définitive passées comme François Mitterrand les avait annoncées.

Longtemps à l'avance il expose ce que sera sa stratégie. Ainsi « créer des conditions telles que le parti communiste lui-même soit mis en situation de ne pas faire ce qu'il veut, mais de faire ce qu'il peut » ; c'est dit le 5 novembre 1977, quelques semaines après la rupture : or n'est-ce pas précisément ce à quoi le parti communiste s'est trouvé acculé au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, faire voter Mitterrand sans avoir l'assurance de la moindre compensation.

De même pour le refus de négocier entre les deux tours, il a dit bien avant l'élection qu'il formerait un gouvernement où seraient représentés les trois partis de gauche, et ce à un moment où les intentions du P.C. demeuraient impénétrables. Alors pourquoi toutes ces incertitudes et ces supputations sur la présence éventuelle de ministres communistes entre le 10 mai et le 21 juin ?

On ne lit pas assez ce qu'écrivent les hommes politiques : eux-mêmes auraient profité à le faire et les électeurs aussi qui se plaignent parfois de ne pas avoir été prévenus à temps. François Mitterrand annonce aussi à l'avance et dans l'ordre même où ils seront opérées les réformes que son gouvernement proposera. Arrêtons cette énumération que nous pourrions prolonger sur un dernier pronostic : il y aura dix-huit mois difficiles à passer. Retenons l'indication : elle nous donne rendez-vous pour la fin de l'année 1982.

Le livre refermé, une question reste ouverte : elle a trait à l'idée que le président se fait de la charge, et de la façon dont il entend l'exercer. L'interrogation ne concerne pas le fonctionnement des institutions : sur ce point les choses sont parfaite-

ment claires. François Mitterrand a l'intention d'appliquer cette Constitution qu'il n'a pas plus votée que celle de 1946. Il n'entend pas laisser tomber en désuétude les pouvoirs attachés à la présidence : le 16 mars 1981, il se déclare « volontaire pour préserver la charge et la remplir entièrement ». Sa détermination de ne pas revenir au régime des partis n'est pas moins certaine et il serait superflu de développer le parallèle désormais classique entre le style du général de Gaulle et la pratique actuelle.

Majorité et unité nationale

Le problème que j'évoque est plus fondamental, plus malaisé aussi à définir. François Mitterrand a engagé toute sa carrière politique et sa réputation sur la réunification de la gauche ; il a donné à son combat la signification d'un effort pour mettre fin à la domination de l'argent détesté qu'il identifie à la droite, et à son élection, celle d'une victoire des travailleurs sur les puissances financières. Mais il ambitionne aussi de rassembler la communauté nationale, le peuple tout entier au sens politique du terme et pas seulement les couches dites populaires au sens sociologique. « Je rassemblerai la France et je cimenterai l'unité nationale », déclare-t-il deux jours avant le premier tour. Il ajoute, il est vrai, « sans rien renier de mes convictions ».

Comment concilier ces deux rôles ? Comment donner satisfaction aux revendications des couches populaires tout en réconciliant toutes les catégories sociales ? En d'autres termes est-il possible d'être à la fois le chef d'une majorité formée sur un programme qui a divisé et dont on entend tenir les engagements, et être l'expression de la nation tout entière ? Le problème, s'il se pose à François Mitterrand avec une acuité particulière, n'est pas neuf : le général de Gaulle l'a connu. Mais il l'a rencontré dans l'ordre contraire : le général de Gaulle tenant sa légitimité de l'histoire, se présentait d'emblée comme la personnification de la France et le symbole de l'unité nationale. Il a dû ensuite se plier à la nécessité, qui lui fut cruelle, car il répugnait à tenir le langage d'un leader politique, de se conduire en chef de majorité contre une minorité qu'animait précisément François Mitterrand. Pour celui-ci la démarche est inverse : de chef d'une majorité il aspire à devenir l'homme de l'unité nationale. Pour-on à la fois conduire une politique déterminée et faire autour de soi l'unité nationale ? C'est une des apories de la démocratie et peut-être la plus insurmontable de ses antinomies. Comment François Mitterrand entend-il la résoudre, c'est ce que nous apprendrons dans *Politique 3*. Nul doute que son intérêt ne le cède pas à celui des deux premiers puisque ce sera, avec les actes d'un septennat, un chapitre de notre histoire nationale.

RENÉ RÉMOND.

* François Mitterrand, *Politique 2*, 1977-1981, Fayard, 368 p.

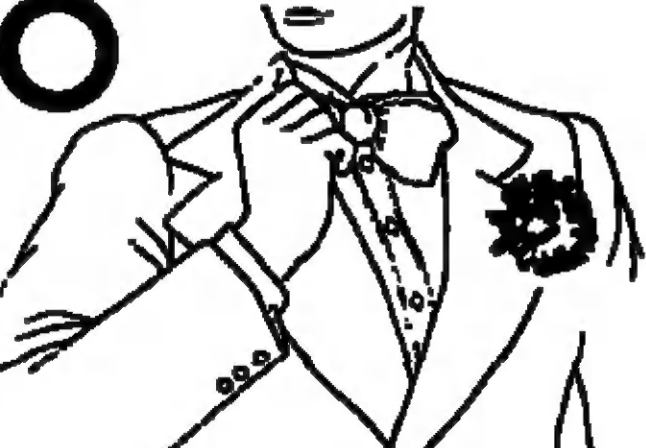
du jeudi 21 au samedi 23 janvier • nocturne jeudi 21 janvier

smalto
SOLDE

44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
5, PLACE VICTOR-HUGO
A MARSEILLE
38, RUE ST-FERREOL
A STRASBOURG
22, PLACE KLEBER

SOLDES POUR ELLES

A MARSEILLE, STRASBOURG ET PLACE VICTOR-HUGO



Convivence

UN LIVRE DE JAN VAN AAL

L'AUTRE FAÇON D'ÊTRE PUBLICITAIRE

PRÉFACE D'YVES NAVARRE

LUNEAU ASCOT ÉDITEURS. EN VENTE EN LIBRAIRIE.

week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE

ALARME 2000

contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficace et immédiatement opérationnelles. Pour un départ tranquille, sans angoisse du retour, remplissez et retournez le bon ci-contre à ALARME 2000, 8, rue Guin, 75016 PARIS ou téléphoner au 526.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom

Prénom

rue

n° code postal

Ville

ARTS

Le monde de Herbert A.

MUR, MURS ET DOCUMENTS

Pe

Couleurs de ville

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le monde sauvage de Herbert Achternbusch

par LOTTE H. EISNER (*)

« Suen », de Herbert Achternbusch, dans la mise en scène de Hans Peter Cloos, est au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers jusqu'au 14 février. A la Cartoucherie de la Tempête d'Asnières, de même auteur, « Elle » par le Comédien de Cass.

DANS le nouvel essor du jeune cinéma allemand, bien des noms sont connus : Wim Wenders, Volker Schlöndorff, Fassbinder, Werner Schröter et d'autres encore sont connus.

Le nom de Herbert Achternbusch fait moins. J'ai fait cette expérience lors de la présentation de certains de ses films à la cinémathèque française où le public semblait le boudier.

L'autre jour, au Centre Georges-Pompidou, la salle était archicomble pour un film assez difficile : Das Letzte Loch (Le Dernier trou), où Achternbusch, qui joue toujours le rôle principal, pourchassé par l'épouvante d'une mémoire obsédante de six millions de juifs gazés, cherche sa propre mort.

Est-ce la projection assidue de ses films à la Maison de la culture de Nanterre au Festival du jeune cinéma allemand ou la nouveauté de la réussite pour sa pièce de théâtre Suen, en Arignon, qui ont fait connaître enfin son nom ?

Rien d'étonnant qu'un poète allemand soit désespéré. Le désespoir, un Nerval, un Rimbaud, un Artaud, poètes français, en meurent dès

qu'ils ont transgressé les limites de leur clairvoyance latente, qui, par contre, n'effrayent pas les Allemands, visionnaires de coutume. Achternbusch, Artaud bavarois, vibrant d'un humour noir, auteur de romans et nouvelles, et surtout poète, est venu tout naturellement au cinéma. Car les images spontanées et vives envahissent déjà ses écrits et son sujet.

Même plénitude débordante dans ses films, baroques, baroques, foisonnants de désespoir et d'amour-haine envers sa Bavière natale. Ses rêves grotesques le forcent à tour-

ner des fragments brûlants dans des pays lointains, des geyers jaillissants en Islande, un Groenland échoyant, mais encore ennelé lors de la destruction du monde, images puissantes pour son film Servus Bayern (Salut la Bavière).

Car ce monde corrompu doit être détruit, alors que la Bavière totalement enrobée de glaces rend le Groenland plus agréable pour y mourir. Il ne reste que le petit village d'Achternbusch, Buchendorf, proche de Munich. L'Italie est devenue l'Islande, déserte et menaçante.

Le cœur emprisonné

A la recherche d'un Dieu, Achternbusch, dominé par son fantasme blanche, se contente d'un livre de Pâques en chocolat et sur la voie d'une hiérarchie subite devient pape dans Der Junge Mönch (Le Jeune Moine). Der Komantche (Le Comanche), dans le film du même nom, avec ses rêves fous, des hordes d'éléphants barissant l'Islande à Caylan, qui sont toute sa vie et ses désirs, illusions perdues, bourlinguant et défilant hardiment en bateau à voile et nous dépassant.

Films anarchoïdes ? Films comme le disent quelques-uns incompréhensibles ? On ne s'étonne guère que Achternbusch ait composé le

script du plus étrange film de Werner Herzog : Herz aus Glas (Cœur de verre).

Achternbusch a découvert une actrice congénère : Annamiri Bierichler, au nom prédestiné car, comme toute la Bavière, il aime bien la bière.

Elle a été bonne à tout faire dans un hôtel au lac de Starnberg et comme la Flanquée du pirate dans l'Opéra de quatuor de Bruch, elle faisait le lit pour chacun. Devenue actrice, elle a un long et féroce monologue dans

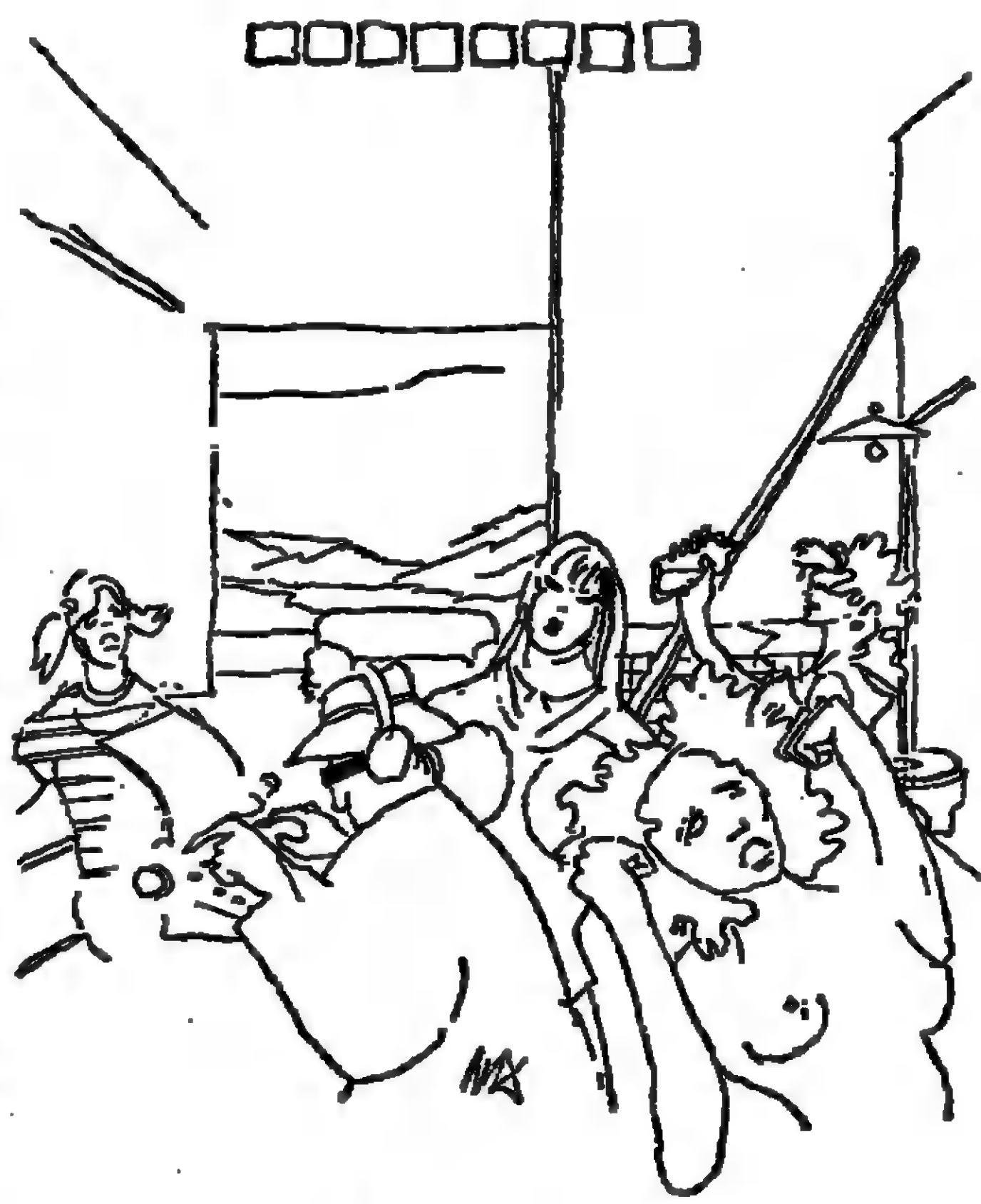
(*) Journaliste, collaboratrice de Ruedi Langlois, auteur de « L'Ecran allemand », entre autres.

Servus Bayern (Salut la Bavière), qu'elle dit tout simplement, les pieds nus, le beau corps nu sous sa chemise de nuit, dans le silence d'une salle d'urgence déserte. Toutes les femmes doivent lui donner leur consentement. Obstinée comme Achternbusch ? Ce révolté a trouvé sa partenaire idéale.

Dans le film Der Neger Erwin (Le Nègre Erwin), nous retrouvons Annamiri Bierichler, comme étrange hôte de l'hôtel Nègre Erwin, l'assé de la vie, dans une auberge qui a le privilège de tenir, enchaîné dans la niche, un nègre blanc comme chien de garde. Dans ce film, plus besoin de pays lointains, car le dialogue bouffon, les personnages bizarres, remplacent tout l'exotisme.

Achternbusch a formé avec ses proches une troupe qui balance entre le cirque et la comédie dell'arte. Pour ce film, il a emprunté à un vrai cirque un véritable hippopotame qui joue un rôle important. Tout ce fantasme se situe près d'un lac jadis si beau et profond, le Walchensee, que la canalisation de l'Isar, fleuve de Munich, a rendu marécageux et pollué. Il joue lui-même le rôle d'un détenu libéré qui a peur que son cœur ne soit ramené aux arêtes, séparément, ainsi que son propre rôle, le réalisateur. Fantasmagorie du Doppelgänger, le fameux double des Allemands, et qui acquiesce à être le nègre Erwin. Donc un triple indétectable. Film volontairement loufoque à souhait.

Ici également la mort, quasi incertaine et discrète, semble la



« Suen », au Théâtre d'Aubervilliers.

seule solution idéale pour Achternbusch. Lui et la belle hôte se laissent glisser, sur la dos de l'hippopotame, dans le Walchensee.

Dans un de ses premiers films, Berkamp (La Guerre de la bière), Achternbusch, déguisé en faux polioleur, provoque à l'Oktober-Fest (Fête d'octobre) à Munich, la masse imperturbable des buveurs de bière indifférents, tout en leur vendant des cigarettes. (Unique profession qu'il a exercée pendant

des années.) Sorte de Puck à la Shakespeare, il esquive quelques pas de danse pour se tirer inopinément d'un coup de revolver.

« Ah ! Vos bras sont habillés par des hippopotames ! » s'est exclamé une brave dame au Festival du jeune cinéma allemand de Nanterre en s'adressant directement à Achternbusch. Nous ne lui avons pas été sa conviction. Car, chez Achternbusch, l'impossible semble toujours possible.

« MUR, MURS » ET « DOCUMENTEUR », DEUX FILMS D'AGNÈS VARDA

Portrait de l'exil

A Los Angeles, il y a sur les murs des peintures représentant des personnages plus grands que nature, des visages, des paysages bizarres. Ce n'est pas limité à un quartier ; on en trouve, comme cela, sur les 80 kilomètres de la traversée de la ville Agnès Varda a filmé ces « murales » et fait parler ceux qui les peignent et ceux qui les regardent. C'est Mur murs, réalisé en 1980.

A Los Angeles, une Française. En filie, repartie de Phoenix qu'elle aime, cherche un logement pour elle et son fils Martin

(neuf ans), en trouve un, y installe des meubles récupérés dans les déchets jetés à la rue. Des émotions circulent dans sa tête. Son enfant ne veut pas dormir tout seul. C'est Documenteur, réalisé au début de 1981. Agnès Varda a fait jouer le rôle d'Emilie par sa montevie, Sabine Mamou, celui de Martin par Maxime, le fils qu'elle a eu avec Jacques Demy.

Deux films présentés en un seul programme pour le retour de la cinéaste sur les écrans français (on n'avait rien vu d'elle depuis L'Une chante l'autre

pas, en 1977). Deux films qui existent séparément, hors catégories documentaires ou fictionnelles malgré les apparences, mais qu'il faut voir l'un après l'autre et l'on veut avoir, aujourd'hui, un portrait d'Agnès Varda, la créatrice, la femme qui revient d'exil et y retournera, peut-être.

« Je me suis faite, une fois, productrice par nécessité, dit-elle. On ne me proposait rien et on ne s'intéressait pas à mes projets. L'une chante, l'autre pas n'a pas eu un succès commercial mais on en a beaucoup parlé. Je suis en France une cinéaste

aimée, relativement reconnue comme originale, une pionnière, une sorte de paillard culturel. Je suis insérée dans les festivals, considérés dans les cinémathèques et par la presse mais on ne me fait pas travailler. En 1979, j'en ai eu assez des difficultés de production et de post-production. J'ai préféré être étrangère à l'étranger que d'être exclue du cinéma français. Alors, je suis partie pour Los Angeles où j'étais déjà allée. J'y avais réalisé Lions love dix ans auparavant. Cette ville me fascine. Chaque fois que j'y mets les pieds, j'ai envie de faire du cinéma. Ce n'est pas Hollywood qui m'attire. J'avais un contrat pour un scénario américain, donc une raison de demeurer plusieurs mois à Los Angeles. J'en ai profité pour tourner. Mur murs qui n'est pas un reportage mais un portrait de la ville par ses « murales ». Dès que j'ai eu l'idée de Mur murs, j'ai eu celle de Documenteur. Ce sont des films d'exil, mais pas d'exil passif. Ma façon de vivre et mon cinéma ont quelque chose de commun : je pique dans la réalité ce qui me paraît être « réel », vivant, dans le quotidien. Je ne fais pas du réalisme. Je cherche ce qui donne la conscience aiguë d'exister. Les variations autour des « murales » sont des mouvements de caméra difficiles à régler permettaient de dire quelque chose d'important sur cette ville qui a mauvaise réputation mais qui existe, pleine d'habitants d'une grande diversité ethnique et religieuse. J'ai rencontré ces habitants, je leur ai donné la parole. J'ai rencontré, moi, l'exilé, l'immigré, l'étranger, l'étranger de l'identité. Les Noirs ne peignent que des Noirs, les Chicanos, les Philippins, peignent ce qui se rapporte à eux, quelques Américains font des « murales » hyperréalistes. Je suis, comme Los Angeles, co-

travertie, imagée, très vivante. Je me présente frontalement, très directe avec les gens. Mur murs est un portrait de jase. Documenteur est un portrait en forme d'ombre. Plus je faisais bien mon métier et plus la ville existait en moi, par moi. Je sentais que, derrière, il y avait une « non-vie », un lieu qui n'est nulle part. »

Mur murs, de la couleur, du spectacle, l'expression d'un art éphémère et magique qui peut disparaître à tout moment si l'on abat les murs où s'étaient ces murales mexicaines hauts de cinq étages, ce maya coiffé de plumes, ce commandant tombant du ciel, ces squelettes dansants, ces fleurs gigantesques. Appari-

tion de Juliet Berto qui se promène en touriste. Paroles des « murales » culture inséparable des murales. Non, ce n'est pas exactement un documentaire. C'est un film d'impressions mis en scène avec le regard particulier de Varda, sa maîtrise et sa façon humaine de montrer, en les mettant en confiance, les gens du « petit quotidien ».

La boulangère parle des peintures de son neveu et de sa façon à elle de préparer le pain et les gâteaux. Dans l'exil californien resurgissent les souvenirs de la rue Mouffetard (« Opéra Mouffetard ») et de la rue Daguerre (« Daguerrotypes »).

JACQUES SICLIER.
(Lire la suite page 12.)

Couleurs de ville

MURS peints, murs d'images, « murales ». Murs d'illusions, murs-violences, murs sacrés, murs de béton, de brique, mur-pignon, murs menteurs, trompe-l'œil, cache-misères ; murs de luttés, murs spontanés, murs de vérité, murs militants, murs barbares. Contre la barbarie des villes, utilitaires et de béton totalitaire, murs d'oubli, d'évasion, murs de silence, murs de cris.

Derrière les murs, quel ? Des hommes, la misère, des artistes, un artiste et ses fantasmes, un collectif, une minorité en quête d'identité, une communauté, un ghetto de couleur, la différence, des squatters, des familles, des bureaux, un commerce, des militants, une association de quartier, des publicitaires, des médecins, toute la ville, un état, une idéologie, une politique, la propagande.

Devant le mur des passants, la rue, les pieds mouillés qui enfoncent le couloir des murs dans le sol, des jongleurs, des patineurs, des rockers, des ménagers, des gosses, des policiers.

Murs-poèmes, murs-musiques, murs-villes, murs anges, murs sauvages : murs identifiés d'une ville, « Mur murs », dit Agnès Varda, qui a filmé les « murales » de Los Angeles, filmé la vie à travers ses murs, filmé la vie à travers la couleur de sa peau, les couleurs de ses peaux, et enregistré ses cris, ses langues, ses langages : qui a interrogé les faiseurs d'images et ceux qui passent devant.

Qui passent devant une chute d'écure au milieu des cactus, au pied d'un Jésus-Christ super-star en jeans, d'un marié haut de sept à huit étages, ou longe un paysage bucolique, vous aux cochons. Du petit commerce illustré (un marchand de glace a choisi la place Navone) à l'usine de conserves ; des murs crevés (derrière le paradis des cochons, on fait de la saucisse pour hot-dogs à grande échelle), des murs crevés dont les entrailles laissent voir les visages tourmentés des chicanos, à la forêt transportée au ras des carrosseries étincelantes au soleil de Californie, au soleil qui a ses

noirceurs. La couleur, chez Varda, a ses ombres, et pas de limite.

La sortie de Mur murs, qui, au-delà du mur, creuse la chair de la ville, coïncide avec la publication récente de documents qui racontent, répertorient, classent, commentent, comme le film, le phénomène des « murs dans la ville » et de « l'art public » (1). Comme s'il y avait urgence. Il y a sans doute urgence. Ce qui s'est fait s'efface, ce qui se fera ne le sera sans doute pas avec la même spontanéité. La floraison des « murales » aux quatre coins de béton du monde appartient aux années 70 plus qu'aux années 80. L'âge adulte sera plus sage. Les murs seront mieux canalisés.

GENEVIEVE BRERETTE.

(1) L'Art public : peintures murales contemporaines, peintures murales traditionnelles (Jacques Demessy, éditeur). Album réalisé sous la direction de Françoise Chazet et l'atelier d'A. Ouen, en parallèle avec une exposition itinérante (actuellement à la M.C. d'Amiens). Guide de l'Art : Des murs dans la ville (éditions L'Espresso).

REVUE

C'est une revue

abonnement de lancement : 100 F

**THEATRE • CINEMA • PHOTO
ROCK • OPERA • CURIOSITÉS**

REVUE ÉDITÉE PAR LE THEATRE DE LA COMMUNE - AUBERVILLIERS
B.P. 157 93334 AUBERVILLIERS - 633 16 16

Jellyroll 50

LE COLLOQUE DE NIAMEY

Cinémas africains, écrans colonisés

par MED HONDO (*)

Le premier film négroafricain est né il y a plus d'un quart de siècle. Il était alors quasiment interdit à tout Africain de s'initier à « l'art cinématographique », a fortiori d'oser entreprendre la réalisation d'images se rapportant de près ou de loin à la réalité de l'Afrique.

Au premier âge des indépen-
 dances — gagnées ou octroyées
 — des cinéastes, pour la plupart
 autodidactes, se sont lancés, avec
 leurs moyens individuels dérisoi-
 res, sur les voies d'un art in-
 dustriel dont ils ignoraient tous
 des mécanismes de diffusion et
 de commercialisation contrôlés
 par les multinationales d'hibe-
 rtiens. Dans un élan libérateur,
 il leur fallait coûte que coûte
 arracher le voile obscur de la
 nuit coloniale, le bâillon sécu-
 laire du mépris et de la souf-
 france, pour témoigner de leur
 temps, dévoiler leur réel, exister
 en un mot.

Durant les années 60-70, quelques films, favorablement accueillis et encouragés par des critiques européens, ont trouvé

refuge sur les écrans margina-
lisés du quartier Latin : les
cinémas d'art et d'essai. Cette
relative mise en orbite a favorisé
la distribution de ces mêmes
films sur quelques chaînes de
télévision européennes : R.F.A.,
Pays - Bas, Danemark, Suède,
exception faite des chaînes
françaises.

Aux Etats-Unis et au Canada, pays de la libre concurrence, mais surtout du protectionnisme, ils ont été diffusés en circuits parallèles universitaires. En Afrique, rarissimes sont les films africains qui ont pu être normalement distribués. Cette marginalisation généralisée a pour effet d'endetter encore davantage les cinéastes, d'arrêter net leur élan créateur original, en leur privant des ressources nécessaires à la production continue de leurs films. Ils ont aussi perdu leurs illusions quant à l'existence réelle de marchés cinématographiques, tant en Afrique qu'à

Pourtant, dès l'année 1966, afin de faire prendre conscience à leurs chefs d'Etat de l'urgence

nécessité de créer des structures africaines de production et de distribution, ils se groupent au sein de la Fespaci (Fédération panafricaine des cinéastes). Simultanément, ils suscitent la naissance de deux festivals : les Journées cinématographiques de Carthage (J.C.C.) et le Festival panafricain du film d'Onagadougou (Fespaco).

Pendant ce temps, des revues, des livres, des essais même ont été consacrés aux films africains. Des spécialistes «cinématographicanistes» ont surgi. Il

n'en faisait pas davantage à certains pour crier et pour applaudir, un peu vite, à la consécration du « Cinéma africain ». Mais une hironde ne se fait pas le printemps. Si dix ou douze cinéastes, avec les mêmes moyens dérisoires que leurs aînés ont réalisé d'excellents films, l'essentiel faisait défaut : « Les structures interafricaines de base pour la production et la diffusion du film. » C'est à cette seule condition que l'on pourra véritablement parler du « Cinéma africain ».

production d'Images nationales. C'est à son initiative que fut créée à Maputo, en 1977, l'A.A.C.C. (Association africaine de coopération cinématographique), qui regroupe, indépendamment des pays lusophones, la Guinée, la Tanzanie, Madagascar et la Zambie. Au total dix pays. Toutes ces tentatives, au demeurant nettement insuffisantes, indiquent la volonté de l'Afrique de s'imposer d'abord sa propre image et, simultanément, de trouver les possibilités éventuelles de sa projection sur les écrans du monde.

L'affirmation de cette volonté commune des Africains de rompre progressivement la domination culturelle étrangère a nécessité plus de vingt ans. Et, malgré les efforts constants d'hommes politiques et de culture, le *cinéma dit africain* pîétine, la Fespaci s'essouffle, mégotage et moyens dérisoires de production ont la règle pour la quasi-totalité des

En France, l'intérêt des premiers jours pour le cinéma africain a vite sombré dans l'anonymat, le marginalité excessive et l'oubli. Les quelques courageux critiques et adeptes se sont vu manger par les insatiables monopoles. Les critiques « cinématographiques » ont tourné leur plume vers un ailleurs plus prometteur, — qu'ils en tiendraient rigueur ? Le cinéma africain n'était-il qu'une mode passagère ? De cinéma d'art et d'essai, il est devenu d'art et de décès. Pourtant, les cinéastes africains ont fait tout de même de qualité ce font tout les ans, ils remuegent sur les valeurs et les réalités africaines, mais le public français —

ce n'est pas de sa faute — ne connaît pas l'histoire de l'Afrique, et encore moins son cinéma. Les lucarnes de la télévision restent obstinément closes. Les responsables des chaînes ont-ils peur de choquer ou de déplaire ? Grand-guignol une balaise de leur coefficient d'écoute ? Toujours est-il qu'encombre d'entre elles n'a encore pris en compte l'existence de nos films, alors que, en raison de liens puissants tissés par l'histoire, les télévisions françaises auraient dû être les premières en Europe à diffuser les films d'Afrique.

Mais mieux vaut tard que jamais! Le changement est là. Une réalité nouvelle s'ouvre, si nous nous rétorons aux discours extrêmement positifs de M. Jacques Lang, ministre de la culture, sur l'ouverture de la France aux cultures du monde, notamment par la diffusion d'un quota de 5 % réservé aux films du tiers-monde.

Nous sommes, pour notre part, résolument convaincus de la nécessité d'établir de nouvelles relations entre l'Afrique et la France, des relations libérées de tous préjugés, de tous obstacles, de toutes entraves, de toutes paternalismes néocoloniaux, qui ne font que retarder une véritable coopération entre nos peuples dans tous les domaines.

Le développement du cinéma africain est inscrit dans l'histoire, pour peu que les responsables africains et les cinéastes se donnent les moyens de son existence. Le film, l'image, demeurent, par-delà le simple divertissement, un facteur essentiel de l'éducation. Nos cinémas nationaux doivent échapper à tout prix à leur condition subalterne.

Repères

Les Africains s'accordent à dater la naissance d'un cinéma africain indépendant de 1955 : Paulin Vieyra tourne avec de l'argent de poche, à Paris, *L'arque-sau-Sainte*. Sembène Ousmane, huit ans plus tard, présente à Cannes son premier film, *Borom Sarret*, qui sera suivi de *Nieya* (1964), *Le Noir de 1986*, prix Jean-Vigo, premier long métrage d'Afrique noire. L'œuvre de Sembène Ousmane : *le Mandat* (1968), *Enluta* (1971), *Moukoko* (1973) et *La Mort* (1975) dans l'histoire du cinéma. Du Sénégal viennent également Babacar Samba (Cocody, 1970), Johnson Traoré (*Djanganis*, 1975). Ethelbert Ibra, le cinéaste mauritanien Med Hondo crée une œuvre de grande envergure, critique sociale va de pair avec un certain goût du baroque : *Soleil O* (1969), les *Bleuts-Nègres* vos voisins (1973), *West Indies* (1978-1980). Med Hondo a aussi écrit des romans dont le travail de traduction que Sembène Ousmane a fait publier chez

romane vint au cinéma pour toucher un plus large public. Interprétés de Jean Rouch dans *Moi, un Noir* (1958), Oumarou Ganda réalisa en 1961 *Cabaoso*, basé sur sa propre vie. Sa dernière œuvre, *L'Exilé* (1988), tournée à Paris, est la mort, et c'est une corrélation entre ses origines, l'importance de la parole donnée. Également natif du Niger, Moustapha Assensou a étudié à l'Office national du film de Montréal. On lui doit le premier film nigérien, *Le Retour d'un aventurier* (1968).

De Côte-d'Ivoire, on retiendra Timité Bessou (*Le Femme au gousset*, 1968, film cinrique), Gnanon Mbele (*Amané*, 1972; le *Chapou*, 1975; la sétrine sur le thème de *Le Petit Prince*), et Luciné Fadisa (*Djelli*, grand public du Festival d'Ouagadougou 1980, qui bat tous les records de recettes à Abidjan). Benoit Remanyem, de Madagascar, filme en 1972 *Accident*, un moyen métrage sur la mort, la mort, la mort de la fin d'un siècle.

Accidentellement par un jeune bourgeois.

Au Cameroun, on remarque *Mura Mota* (1974), de Dikongo Pipa, œuvre ctonée en flash-back, et, plus récemment, *Notre fille* (1980), de Daniel Kamwa. Ces deux films décrivent le passage de la tradition à la modernité, thème classique du cinéma africain. Parole, la critique sociale ne fait très vite, comme dans le *Sang des perles* (1972), de Jérôme Kamba (Haute-Volta), et sur la Côte d'Ivoire, dans *Le Jardin Clos* (1976).

Dans l'Afrique noire anglophone, on relève en priorité la *Néoché de grande fille* ans (1974), d'Hélène Gréville (Éthiopie), œuvre ambitieuse et très puissante, et *Le Village des forçats* (1976), de Balaigou, au Nigeria, est à son huitième film, *Cry Freedom* (1980), sur la lutte, dans un pays africain non désigné, de deux anciens ans, l'un, noir, passé à la guérrilla, l'autre, blanc, engagé dans l'armée officielle.

distribution des films africains déjà réalisés. Quant à Ciprofilm, il n'a, à ce jour, participé à aucune coproduction.

Aujourd'hui comme hier, les cinéastes africains continuent d'arguer, malheureusement et à haute dose les mêmes sous-produits. Les séries B et Z paraissent quotidiennement les mêmes collectives africaines. La triple programmation est monnaie courante : au profit de qui ? Le cinéma est-il vraiment un art, qu'un exemple, par un système imposé de location de films à la semaine, a avéré, pour seulement deux salles de cinéma et une population estimée à un million et demi d'habitants, huit cent trente-cinq films en 1980.

L'Afrique de l'Ouest et le Centre s'est rendue compte, à la suite à subir le carcan néocolonial de la distribution du film. Au lendemain de son indépendance, le Mozambique, bientôt suivi par l'Angola, s'est immédiatement précipité de modifier ses structures nationales, militaires et politiques.

«Mur, murs» et «Documenteur»

(Suite de la page 21.)

Le plaçe de Venice ouvre sur une cascade de Venise, que la Californie deviendra — dit-on — une île lorsque aura lieu le grand tremblement de terre redouté. Images de comédie musicale : les modèles vivants de personnages représentés comme des géants sur une fresque murale s'avachent en bon ordre, prêts, à l'heure du dîner, à passer devant leur agrandissement, à la fin du film. Agnès Varda joue au ballon avec son fils Mathieu au pied du « mural » de l'axiouroute détruite. Au début de *Documentaire*, on retrouve le même plan mais c'est Emilie qui joue au ballon.

Le porteur de la ville — c'est Varda — C'est le film d'un acte démultiplié. Je représenterai l'ennemi de décrire un Los Angeles sans soleil, alors qu'il y fait beau presque toute l'année. *Documentaire*, ombre du premier film, est gris et mauve. J'ai été très séduite par la couleur, par la lumière, qui drapait les photographes. Elle fait des images justes, sensibles, qui parlent de l'humanité.

J'ai essayé de prendre des notes sur des émotions comme saint Paul le Documentaire les souffre d'un déchirement qui n'est pas entièrement innocent, mais j'ai refusé l'émancipation et je n'ai porté aucun jugement sur les situations. Enfant souffre d'être séparés de l'homme qu'elle aime, Martin souffre de ne pas voir son père et de ne pas avoir sa mère tout à fait. J'ai ressenti la même chose quand j'enfance. D'ailleurs, la séparation est toujours lorsque l'enfant sort du corps de sa mère, et elle dure jusqu'à la mort. Les Anges, cette ville un peu désespérée, se prête bien au propos de Partielle qui travaille sans filet. J'ai fait ce deuxième film comme si j'étais dans cet état de traverser quelque chose ou trépasser quelque chose en train de mourir dans un certain déchirement, je me suis préoccupée de l'écriture cinématographique, j'ai épuré ses sentiments en laissant une place où le spectateur peut apporter ses propres sensations. J'ai l'impression d'avoir fait des films en cinéma, et que ces films ont plus joué que mes autres films à.

La douleur d'Émilie

[illegible]

garde le voisin qui tape à la machine devant ses fenêtres ouvertes. On comprend qu'il cherche à retrouver le sens de la vie et va venir. Tout se passe dans la tête.

Une seule fois, elle pleure au téléphone lorsqu'elle est obligée de dire à une amie de passage qu'elle est seule, maintenant. Les peintres de la rue, au soleil de Los Angeles, affirment leur identité, leurs désirs, leurs revendications, leur existence... sur le mur, se taisent leurs rêves couronnés, sa fille ja Française, sa mère à ce Los Angeles de la lumière, se repaît sur sa vie intérieure. Sabine Mamou, la non-comédienne, est l'ombre portée de la réalisatrice et Mathieu Demy appartient à la fois à sa mère de fiction et à sa vraie mère. Ce film est beau, grave et pudique. Après Varda on a songé à la technique (conscience) cadrage avec Nurith Aviv, bulles et vagues minuscules avec les improvisations de Georges Delerue, son silence) autour du personnage de l'homme, l'émotion. Un double exil autour que la passion du cinéma.

JACQUES SICIER

MUSÉE RODIN
72, r. de Varenne 17^e M Varenne-
Ouverture d'une
SALLE DE DESSINS DE
RODIN
et présentation d'un "sacré" d
Edvard MUNCH
T.L.J. (m. mardi), de 10 h à 17 h

CAHIERS D'ART
14, rue du Dragon, Paris (6^e)
HOMMAGE
à
MARCELLE CAHN
Peintures - Gouaches
Dessins - Spaticaux
Du 20 janvier au 17 février
Tél. : 546-76-73 - Fermé le samedi

COROT
25 DESSINS
Galerie Marwan Hoss
12, rue d'Alger, PARIS (17)
Tél : 296-37-96
JUSQU'AU 13 FÉVRIER

BELFORT
MUSEE DES BEAUX-ARTS
GRANDE RETROSPECTIVE SUR LE SURREALISME
Collaboration de :
**ARP - MAN RAY - MASSON - MIRO - BRAUNER - TANGUY -
TOTEN - DALI - DOMINGUEZ - TANNING - MATTA -
CHAPLAIN MIDY - RENE MAGRITTE - PAUL DELVAUX -
FERD KELLER - MAX ERNST**
et la collection des artistes associés de **F ANDRÉ KRETZ**
Inauguration le 14 Mars 1962

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bonquet, 7^e - 553-79-15
14 ARTISTES MEXICAINS CHEZ
CLOT, BRAMSEN & GEORGES
Cuevas, Girardin, Nieto,
Soriano, Toledo, Zarate...
LITHOGRAPHIES
T.J. de 10h à 18h, sam 12-18h
Du 6 janvier au 13 février

MAIRIE ANNEXE du XIX^e ARRT
PL. A.-Carrel (19^e) (M^e Laumière)
DAVIOUD
 Architecte de Paris (1823-1881)
 Entrée gratuite tous les jours
 sauf lundi de 11 h. 30 à 12 h.
 — 14 janvier au 14 février —

Université de Paris-Sorbonne
Centre d'études catalanes
J. P. VILADECANS
Peintures
T.I.J. (af dim.) de 10 h. à 20 h
38, rue du Bourg-Tibourg (4^e)
Métro : Bastille

GALFRIE BERNHEIM JEUNE
82, faubourg Saint-Honoré (7^e)
MACCIÓ
dentures

DU 8 AU 30 JANVIER

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine Paris 6

ABAKANOWICZ

Galerie Jean Peyrole
L'Œil Sévigné
14, rue de Sévigné (4^e) - 272-74-56

**BIBONE
BOST
GUTHERZ
ISCAN
QUENEAU
SALZMANN
WOLF**

Peintures, aquarelles,
dessins

Jeudi 19 février

**GROUPEMENT DES
ANTIQUAIRES DU
VEXIN-VAL-D'OISE**

**LES 30-31 JANVIER
ET 1^{er} FÉVRIER**

**12^e Salon d'antiquités
ENGHIEN-LES-BAINS**

SALLE DES FÊTES - De 10 h. à 19 h. 30

MICHAEL HAYDEN

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, PARIS - 222-77-57

Vernissage mercredi 20 janvier, 19 h 30

CENTRE CULTUREL CANADIEN

5, rue de Constantine, PARIS-7^e - 551-35-73

Vernissage jeudi 21 janvier, 18 h 30

ET DES SPECTACLES

14-00000

Le labyr

Sept kilomètres et dem

LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Le labyrinthe des hautes œuvres

La Bibliothèque nationale est une institution silencieuse. Seules la viennoise troublée, peut-être, les querelles d'experts, les discordes de savants sur le sens plus ou moins précis qu'il faut prêter à un vers bas-latin. Erreur ! La Bibliothèque nationale est un monstre à têtes multiples, aux écailles décolorées, aux yeux qui, d'ordinaire, dort, la queue amoureusement repliée sur lui-même et qui n'aime pas qu'on la réveille sans motif sérieux. M. Alain Gourdon, son nouvel administrateur, dont les qualités de torero s'étaient jusqu'ici exercées surtout dans les pamphlets se serait, croit-on, trouvé des motifs pour réveiller la bête. Elle a ouvert un œil ; pas celui d'une femme séduite, croit-on savoir aussi.

La Bibliothèque nationale n'a qu'une porte, suivie d'une « voûte » sous laquelle il est déjà interdit de fumer, et où, chaque jour, un étudiant vient vendre la dernière édition d'un quotidien du soir. La porte est soigneusement verrouillée la nuit. Le jour arrivent les fruits aussi variés qu'incertains du dépôt légal pour disparaître à droite, juste après la voûte, suivre une lente maturation et réapparaître quelques jours ou ans plus tard, parfois un peu flétri sur de longs rayonnages ou sous forme de

cote dans la salle de bibliographie, sans la salle de lecture. Mais c'est déjà là une forme de sanctuaire.

Beaucoup de gens, en fait, connaissent la « B.N. » — c'est son petit nom — pour en avoir traversé la belle cour minérale, se rendant à l'une des nombreuses expositions, grandes ou plus humbles, que l'honorable établissement, sans arrière-pensées, ouvre au public. La réouverture récente du cabinet des médailles, un des plus beaux trésors français mais curieusement installé (le Monde du 29 janvier 1981), est une des autres raisons d'accéder à ce temple.

Il y a aussi ceux qui viennent chercher des photos, à gauche dans la sous et sous enfin — côté public — qu'on appellera banalement les « lecteurs », bien que les groupes, sous-groupes et variétés de cette catégorie ne se plient pas avec facilité à un terme aussi simple. Être lecteur de la B.N., privilège formidable, de nos jours, c'est toute une affaire. Comme d'aller quémander un visa dans une ambassade soviétique.

Pour être lecteur, il faut voir un conseil sévère. Si, démunis des certificats ou des recommandations nécessaires, vous insistez pourtant, on ne vous refusera pas, deux ou trois jours de paradis,

c'est-à-dire d'enfer, sans recherche très précise, car trouver ce qu'on cherche dans la salle des catalogues demande une pratique certaine. Sinon, on vous aiguillera gentiment vers des institutions moins demandées. L'Université dépendant, on une lettre d'éditeur, par exemple peut vous donner le privilège d'un séjour limité : vingt-quatre jours, vingt-quatre lampes, et vous pourrez recommencer les démarches si

voire grand œuvre n'est pas achevé. Enfin, des arrières d'une rigueur extrême inspirées pour la plupart des hautes marches de l'Université, permettent encore l'accès d'une carte permanente, un visa d'imprimant en somme, qui, moyennant finances et rapet de vos titres, sera renouvelé chaque année. Pour être nationale, la B.N. en matière de lecture, n'est pas ouverte à l'importe qui.

Le repli des scientifiques

Ce que font les lecteurs de la B.N. ? Ce que font tous les lecteurs de toutes les bibliothèques : ils lisent. Ils peuvent lire dans la salle des imprimés et même, s'ils sont vraiment grasse, au fond de cette grande salle, dans l'hémicycle. Ils peuvent lire aussi les périodiques dans la salle qui porte ce nom. Lire les livres les plus précieux, les plus rares, les plus fragiles, un grand étage plus haut, dans ce qu'on appelle la « réserve ». D'autres salons encore autorisent la lecture de collections particulières. Plus celle de l'enfer, livres honteux et maudits, livres de sexe et de mort, car ils sont entrés dans les

meurs et dorment sur leur rayon comme s'ils n'avaient jamais vu la lumière. Ils ne peuvent pas se lever, car il y a une belle lettre que les scientifiques, lassés du seul dépôt légal que ne viennent plus accroître les achats étrangers, se sont repliés sur les bibliothèques spécialisées. Ici règnent depuis longtemps, et presque sans partage, les sciences dites humaines.

En matière de sciences humaines, les lecteurs de la B.N. ne sont au demeurant pas trop bien lotis. Comme si elle ne devait plus être que mourir à livres conservateurs, armoire frigorifique des hautes œuvres de l'esprit

français, elle ne renouvelle plus ses stocks de pens e : les chercheurs français se nourrissent d'une pensée de plus en plus française et n'ont plus de la réflexion américaine, germanique, tibétaine ou arabo-croate qu'une image cliché et ternie : celle des crédits d'achats notoirement insuffisants. On peut certes se moquer de la pensée tibétaine, ou des thèses des Américains, ou des spéculations arabo-croates, mais cela signifie que le nez, défilé court, s'apprête à raccourcir encore.

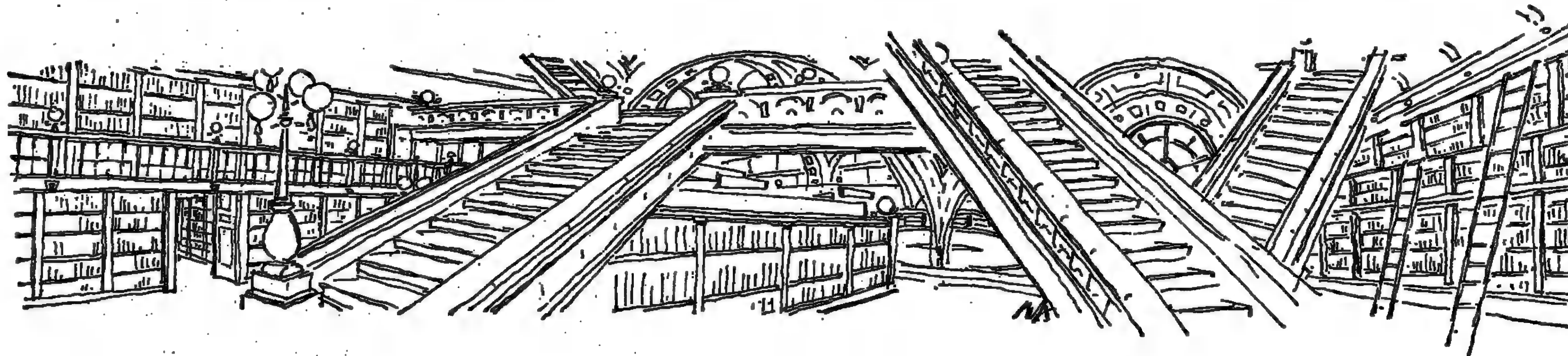
Vivant apparemment de livres, les lecteurs de la B.N. ont bien des ridicules. Certains semblent avoir pris la poussière des livres pour vêtements de jour, d'autres, plus colorés, somnolent en attendant la communication d'un ouvrage ; d'autres encore introduisent dans les livres, les rayons qui les portent ou de plus intimes endroits, un peu de leur propre vie, sans vergogne : certains volent, certains déchirent une page, pour éviter le prix d'une photocopie, ou pour garder par devers eux une découverte qui leur donnera une case dans le sésame des universités. Il y en a qui rient, qui marmonnent, qui s'énerment, qui laissent tomber les usuels (certains ne sont toujours pas découverts), qui parlent par petits groupes. Les administrateurs de

la B.N. avaient jusqu'à présent compris qu'ils n'étaient pas des « lions » et que leur haute mission devait se garder autant que faire se peut d'interférer avec ces aspects bizarres de leur clientèle : ils sont aussi le prix à payer d'une réflexion libre.

La B.N. est aujourd'hui à cheval entre deux époques : celle miraculeuse où chaque ouvrage, chaque texte, chaque feuille sera à la disposition de chacun et partout sous forme de vidéo-diagrammes ou d'autres supports du futur ; celle où il faut conserver, préserver sans être jamais tout à fait certain des urgences et des intérêts de demain, un patrimoine (écrit ou gravé, visuel ou sonore...) immensément fragile. La prudence, pense-t-on, doit rester la règle, car on ne joue pas impunément avec l'avenir du savoir dans de telles conditions.

Un nouvel administrateur a été nommé. Les petits bulletins versés ou blancs qui servent à demander les livres risquent toujours de lui apporter une réponse terrible : « marque en place », puisqu'il n'y a pas, comme au British Museum, de plus terrible sanction : « volé » ou « détruit pendant la guerre », car on peut prendre le bon dragon qu'est la B.N. avec humour, mais pas avec cynisme.

FRÉDÉRIC EDELMANN.



Sept kilomètres et demi par an

La façon de s'exprimer de celui qui, par un décret du 26 août 1981, a remplacé M. Georges Le Rider à la tête de la B.N. ne relève peut-être pas du cynisme, mais révèle à tout le moins un goût singulier pour le paradoxe ou pour la formule. L'empire-épique. Peu après avoir pris ses fonctions dans le vaste bureau fleurant cette odeur d'encens propre aux institutions assurées de leur pérennité, M. Alain Gourdon avait commencé par nous dire : « Les membres de la Cour des comptes soutiennent souvent à la culture en disant qu'elle est le pétrole, alors pourquoi pas moi ? Il y a déjà eu des magistrats à la B.N., la famille de Colbert en fut prolifique. » Il poursuivait : « Je n'avais jamais mis les pieds ici auparavant. » Puis ajouta en guise de première justification : « Chemfort est mon doreux préféré, or il y a eu un moment la responsabilité de cette maison. » Ensuite il était passé à son « amour pour Stendhal » : « Un goût que je partage avec le président de la République », avait-il noté, « oncleux de faire savoir qu'il était entré dans l'opposition à l'âge de vingt ans. En sortant à l'âge de cinquante-deux ans, il n'aurait pas refusé de voir confier la présidence de quelque organisme de l'audiovisuel, encore que, selon ses mots « le prestige de la Bibliothèque nationale égale celui de la librairie du Congrès, de la bibliothèque du British Museum ou encore de la Vénitienne ».

Un homme désigné directement par l'Élysée, donc, cet auteur qui (sans pour une biographie de Pierre Mendès France signée de son propre nom) a publié sous le pseudonyme de Julien Cheverny une dizaine d'essais pour le motte politique et aussi une *Sémiologie de l'Occident*, où les femmes font l'objet d'un discours plus que rétrograde. Passant en revue — chapitre par chapitre — les aspects divers

de « cette bibliothèque de recherche qui — remontant à Charles V, à 1370 — fonctionne dans l'esprit d'un organisme de conservation tout en sacrifiant à des services de bibliothèque publique » — il signale que les crédits de fonctionnement de la B.N. ont, cette année, été augmentés de 20 % : une augmentation sans précédent même comparée au doublement des ressources observé entre l'année 1975 et l'année 1980. Le budget de la B.N. est de 140 millions de francs. En réalité, les crédits s'élèvent au total à 200 millions de francs du fait que le tiers de personnel et d'autres, liés au plan de sauvegarde, ou à la recherche, sont pris en charge directement par le ministère de la culture ou divers organismes d'Etat.

M. Gourdon — et sous dans la maison sont d'accord avec lui sur ce point — juge entièrement positif le changement de ministère de tutelle intervenu en 1981. « Pour le ministère des universités, dit-il, et, avant 1974, pour le ministère de l'Éducation nationale la B.N. n'était qu'un problème parmi d'autres. L'information par exemple, la première des priorités, a pris cinq ans de retard à cause des difficultés qui opposaient M. Barre à Mme Saurier-Séité. En fait, ne l'ayant pas résolu maintenant comme une chance supplémentaire : ainsi la B.N. ne s'est pas lancée trop tôt dans sa modernisation et bénéficiera des récents progrès de la micro-informatique. »

« Sept kilomètres et demi de rayonnages supplémentaires sont remplis chaque année, dit-il. Même si l'on sait que deux millions d'estampes tiendront dans cent vingt vidéodisques, il faudra tout de même conserver les originaux dans des caisses. Cette maison a un côté borghésien. » En effet, dépendant aussi de la B.N. la bibliothèque de l'Arsenal (quatre millions d'ouvrages), la

bibliothèque de l'Opéra, celle du Conservatoire de musique et, évidemment, le Département des arts et des spectacles implanté en 1977 à Arignon. « Nous sommes le plus grand musée des arts du spectacle du monde », dit-il, soulignant l'importance des fonds Rondel, Baty, Piffroff, Jovet, recueillis après la guerre, ou encore de ces deux mille disques de jazz que le fils de Sonia Delaunay remettra au département de la Phonothèque nationale (1).

Une autre de ses priorités sera, dit-il, d'améliorer les relations dans cette sous-culture qui compte mille deux cents personnes. « La respectabilité d'un corps tient aux débouchés qu'il offre », déclare M. Gourdon.

D'autre part, il considère comme urgente la réforme des statuts de la B.N. « Nous aurons à assumer de plus en plus de tâches à caractère commercial, explique-t-il. Le statut d'établissement public à caractère administratif ne correspond pas aux exigences du présent. Il faut pouvoir passer des contrats avec des sociétés privées, avec des éditeurs, toucher des droits d'auteur. Cet aspect éditorial s'accroît avec l'apparition des vidéodisques. »

L'administrateur de la B.N. doit être un chef d'entreprise et aussi un bibliophile mêlé de commissaire-priseur.

Propos recueillis par MATHILDE LA BARDONNIE.

(1) Le projet d'implantation de la Phonothèque de la B.N. à Saint-Denis, dans l'Arignon, sera revu : la ville de Marseille paraît aujourd'hui plus propice. C'est d'ailleurs avec quelques ironies que M. Gourdon fait des descripteurs avant, durant le septennat précédent, présidé aux choix de certaines des villes où la B.N. a trois ses annexes décentralisées : Bâle pour la conservation et la communication de documents imprimés et manuscrits, Provins où s'est ouvert, en mars dernier, le centre André-François-Ponce pour la conservation et la reproduction de la presse, et bientôt Troyes, puis Sedan et Paris qu'il fallait bien faire quelques choses pour la Bretagne.

La gronde

« SITUATION désastreuse à la Bibliothèque nationale » : les participants à la commission sciences sociales et humaines, réunis la semaine passée lors des Journées sur le spectacle du monde, ont dit, en résumant par leurs mots, l'état de la B.N. « C'est un conservatoire à la limite, les acquisitions ne sont pas planifiées, et il faut aller à Londres pour trouver des revues indispensables à toute recherche. » C'est un conservatoire qui parle : « On aura beau se consoler avec l'informatique, se brancher sur les universités américaines, les trous dans les collections de publications spécialisées sont irrattrapables. Si l'on avait pas le dépôt légal, la B.N. ne serait plus une bibliothèque de chef-lieu de province. » Il évoque les bibliothèques d'Allemagne, réparties par spécialités à travers la Länder et reliées entre elles. « Ici, on manque de correspondants dans les pays étrangers. »

« Manque ». La mot revient comme un leitmotiv à travers les services où, pourtant, tous les responsables répondent aux questions avec une incomparable prudence. Ici, le devoir de réserve des fonctionnaires se double d'une « discrétion maison » qui confine à la manie du secret.

Il faut décrypter les sous-entendus, interpréter les haussés d'épaules résignés, ou telles moues pas vraiment énigmatiques. Tous déplorent les « lourdeurs administratives » : « Certains journaux, qui ne sont pas payés au bout d'un an et demi, refusent de nous livrer », dit un autre conservateur. « Les discussions sur le choix du satin ou du

temps et d'énergie que l'on se décourage », dit, de son côté, la responsable des expositions.

Dans les départements satellites, l'on paraît moins souffrir d'étouffement. « C'est simplement de l'autre côté de la rue, on respire mieux », dit Mme Maria-Françoise Celas, conservateur de la phonothèque. Ici semble régner plus d'enthousiasme, même si l'on regrette que la gestion des archives de films et des vidéogrammes soit confiée au C.N.C. et à l'INA. Bonne impression aussi au département des estampes et des photographes, où les premiers résultats du plan de sauvegarde sont, dans les magasins, visibles à l'œil nu. Ces deux services sont les rares que M. Gourdon ait réellement visités jusqu'à présent.

Pas de retenue, au contraire, dans l'indignation du président du comité des lecteurs, M. Maurice Lever, du septuagésime aux allures pour l'instant pacifiques, pour qui « M. Gourdon méprise les lecteurs tout comme il méprise le personnel ». L'affaire — remonte au mois de novembre où, du jour au lendemain, les lecteurs apprennent que le tarif de leur carte passera de 80 francs à 120 francs, et qu'il n'y aura plus de communication d'ouvrage le samedi, sans parler du prix des photocopies qui, déjà les plus chères sur la place de Paris, grimperont de 1,30 franc à 2 francs la pièce (le Monde du 12 décembre).

Une pétition circule, qui recueille plus de quatre cents signatures. Des lettres de protestation affluent signées pour certaines de noms éminents : les chercheurs de province, ou ceux qui ne peuvent se libérer en semaine, s'indignent. On leur répond qu'ils peuvent demander jusqu'au vendredi à 15 heures les ouvrages qu'ils auront besoin de consulter le samedi — même par lettre, téléphone ou télex... Or il n'y a pas de télex à la Bibliothèque nationale.

« C'est un peu méconnaître le travail d'un chercheur : tout livre renvoie à un autre... », dit M. Lever, racontant comment les samedis 5 et 12 décembre, un groupe informel de lecteurs a « occupé » la salle des imprimés pendant une demi-journée, calmement. Le 15 décembre, un communiqué de l'administrateur, apposé à l'entrée de la salle de lecture, mettait en question la représentativité des élus qui, selon lui, n'ont jamais représenté plus de 3 % de l'ensemble des quinze mille titulaires d'une carte annuelle, et proposait d'autres élections et un vote par correspondance. Le comité consultatif des lecteurs de la Bibliothèque nationale, qui, depuis 1969, était une instance reconnue à l'intérieur de la maison, ce comité réuni en son dernier en bonne et due forme, a donc adressé une lettre au ministère de la culture.

Est-ce vers le ministère que devra se retourner l'éditeur Alain Villain, patron de la petite maison de disques Sit ? M. Gourdon lui a fait savoir qu'il dénonçait le contrat d'exclusivité que la Bibliothèque nationale lui avait passé en 1976 pour l'exploitation des « Boréades », un opéra inédit de Rameau. « Alain Villain a le défaut de s'être intéressé à Rameau avant qu'il soit question de débiter son tricot en tricot », dit M. François Lœux, responsable du département musique. Il se trouve que M. Gourdon a déjà donné le feu vert aux organisateurs du prochain festival d'Alx-en-Provence pour monter « les Boréades » sous la direction de John Eliot Gardiner.

La maison Erato, filiale de Gammont, se chargera de l'enregistrement. Des éditeurs américains seraient également intéressés. Le dossier n'est plus au service juridique de la Bibliothèque nationale, mais dans les mains des avocats.

M. L. S.

Je l'ai vu à la B.N.

Fausses alertes

la radio de Stuttgart, avec U. Rodenhüssler, clarinette, dir. B. Gueller.

22 h 15, La nuit sur France-Musique; 23 h 5, Ecrans « Bernard Herrmann » (1^{re} partie); 0 h 3, Musiques traditionnelles (Incroyable et long historique d'un tambour et sa mémoire).

July 15, 50.

Card: 26 Janvier

23 h 55 Journal

21 h 40 Série

J. Green, F.
Agr. C. York

FRANCE-MUSIQUE

● Alfred Brendel (F.-M., 20 h. 30).
Un spécialiste des œuvres de
allemandes de Schubert, pour
laquelle il a su trouver un
équilibre doucement spirituel.
Alfred Brendel est aussi un inter-
prète intelligent de Beethoven.
L'interprétation des sonates n° 14
et 14, que retrasmets France-
Musique — en différé de Luc-
wigsburg — démontre un goût
fin mûri qui le pousse pour-
suivre ses indications basses.
A. Brendel décanie les lignes
mystérieuses qui semblent en-
foules sous le halo mozartien
de la première, mélanges de jeux
d'ombres, combat l'évidence.
Depuis longtemps, le drame
littéraire qui pointe sous les ar-
pes ruisselantes n'a pas de
secret pour lui : il accède cette-
fois dans les deux « légendes ».
La surprise vient donc des « Fan-
tasies » de Schumann, dont
les chimères ne sont pas l'un
vrai habitué de Brendel. —
T. Fr.

2

● «Zaide», de Mozart (F.M. 20 h.) — Sultans au cœur sec, favorites aux yeux humides, vizirs cruels et princesses magnifiques : l'orientalisme de pacotille est à la mode dans l'Autriche du dix-huitième siècle : les mille et une nuits se bousculent dans les livres. Mozart ne devrait pas en faire à sa tête, comme on en fait en mélodie au dix-neuvième siècle. — «Zaide», que l'on connaît moins, est un opéra inachevé aux dimensions plus modestes. Dans cet Orient viennois, Judith Baltha, Wernera Holweg et l'Orchestre de Salzbourg sont comme chez eux. — T. F.

ΤΙ ΕΝΕΙΟΝ

TELEVISION

MARDI 22 JANVIER

TELÉ - LUXEMBOURG, 21 h.
La Saison des plus forts, film
de J. S. Szwed, 20 h. 30 : Chroni-
cité actualité sportive automobile.
TELÉ-MONTY-CARLO, 20 h. 25
Le grand fringant, film de
R. Lamoureux.

TELEVISION BELGE, 21 h. 15
Le grand des vœux, film
de E. Pannemaeker.

TELEVISION SUISSE ROMANDE,
20 h. 25 : Fédère et ses, feuilleton
Fédère et ses, feuilleton

TELEVISION SUISSE ROMANDE,
20 h. 25 : Neufre en détresse, film
de J. Szwed, 21 h. 5 : Ré-
édition : Invasion et la possibi-

MERcredi 23 JANVIER

TELÉ - LUXEMBOURG, 21 h.
Le Roi des sapeurs, film
M. Curtis, 22 h. 30 : Un-
d'elles des cadettes, film
D. Daval.

TELÉ-MONTY-CARLO, 20 h. 35
La Femme des anges, film
G. Roy Eld.

TELEVISION BELGE, 20 h. 30
White, scénario de J. Darling

TELEVISION SUISSE ROMANDE,
20 h. 10 : La Femme du do-
cteur, film de M. Pagnot.

JEUDI 24 JANVIER

TELÉ - LUXEMBOURG, 21 h.
Le Téléphone rose, film d'Edou-
ard Gribouval.

TELÉ-MONTY-CARLO, 20 h. 35
Le Trésor des Hollandais, film
de J. Szwed.

TELEVISION BELGE, 21 h. 10
Le Drame Chacoué des Do-
cteurs, scénario de D. Orselli.

TELEVISION SUISSE ROMANDE,
20 h. : Fédère et ses super-8,
20 h. 30 : Culture et super-8.

VENDI 25 JANVIER

TELÉ - LUXEMBOURG, 20 h.
La Nouvelle Malle des Indes
(l'épisode) ; 21 h. : Les Neufre
de l'espace, film de J. Szwed ;
21 h. 30 : Les Neufre de l'espace,
film de J. Szwed ; 21 h. 30 :
Le Symphonie des brigands,
film de F. Feher.

TELEVISION BELGE, 19 h. 55
Une saison de vacances, film
de R. Tavernier. — TELÉ

TÉLÉVISIONS

MAIL ROOM

Phyllis K. D.

Mardi 26 janvier

Deux films

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR LES CROCODILES ?

Film français de Jacques Potret (1979), avec M. Serrault, F. Blanchet, J. Potret, E. Dussan. FR 3, 21 h 35.

★ Comédie burlesque aux allures de fable sociale : un pauvre diable de monsieur devient un P.-D.G. tyrannique, et crocodile à la fin du film. Petit film bien fait et basé sur les numéros personnels de Michel Serrault, Jean Potret et l'entraîneur Francis Blanchet.

LA GARE AUX ROSSIGNOLS

Film français de Jean Drville (1946), avec Noël-Noël, M. Franc, G. Blacot, R. Génin, M. Ducouret. A 2, 20 h 45.

★ Le roman d'un pion (Noël-Noël) excellent dans un personnage à la René Clair qui réussit à discipliner les jeunes pensionnaires d'une maison de rééducation en leur faisant former une chorale. Les gosses sont joués par les Petits Chanteurs de la Croix de Bois. Ils ont des voix célestes. Tournez dans les derniers mois de l'occupation, ce film sur l'enfance a eu d'énormes succès. Le moralisme édifiant de l'époque Pétain.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Les valeurs du jour.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.

Féminin présent.
Pour être bien dans sa peau : Le mariage (C.N.D.P.) ; Série : La légende des chevaliers aux 100 étoiles ; Rencontre en fête ; Dossier : Les couples longue distance ; Découvertes TF 1 : Éléments de littérature ; Racettes ; Vidéo.

13 h 45 C'est à vous.
13 h 55 L'été aux enfants.
14 h 45 Quotidiennement votre. Notre mode et celle de vos enfants et règlements de comptes.
14 h 50 Les paris de TF 1.

14 h 5 A la une.
14 h 20 Émissions régionales.
14 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
15 h 50 Les paris de TF 1.

15 h 5 A la une.
15 h 20 Émissions régionales.
15 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
16 h 50 Les paris de TF 1.

16 h 5 A la une.
16 h 20 Émissions régionales.
16 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
17 h 50 Les paris de TF 1.

17 h 5 A la une.
17 h 20 Émissions régionales.
17 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
18 h 50 Les paris de TF 1.

18 h 5 A la une.
18 h 20 Émissions régionales.
18 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
19 h 50 Les paris de TF 1.

19 h 5 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h 50 Les paris de TF 1.

20 h 5 A la une.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
21 h 50 Les paris de TF 1.

21 h 5 A la une.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
22 h 50 Les paris de TF 1.

22 h 5 A la une.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
23 h 50 Les paris de TF 1.

23 h 5 A la une.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
24 h 50 Les paris de TF 1.

24 h 5 A la une.
24 h 20 Émissions régionales.
24 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
25 h 50 Les paris de TF 1.

25 h 5 A la une.
25 h 20 Émissions régionales.
25 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
26 h 50 Les paris de TF 1.

26 h 5 A la une.
26 h 20 Émissions régionales.
26 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
27 h 50 Les paris de TF 1.

27 h 5 A la une.
27 h 20 Émissions régionales.
27 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
28 h 50 Les paris de TF 1.

28 h 5 A la une.
28 h 20 Émissions régionales.
28 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
29 h 50 Les paris de TF 1.

29 h 5 A la une.
29 h 20 Émissions régionales.
29 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
30 h 50 Les paris de TF 1.

30 h 5 A la une.
30 h 20 Émissions régionales.
30 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
31 h 50 Les paris de TF 1.

31 h 5 A la une.
31 h 20 Émissions régionales.
31 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
32 h 50 Les paris de TF 1.

32 h 5 A la une.
32 h 20 Émissions régionales.
32 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
33 h 50 Les paris de TF 1.

33 h 5 A la une.
33 h 20 Émissions régionales.
33 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
34 h 50 Les paris de TF 1.

34 h 5 A la une.
34 h 20 Émissions régionales.
34 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
35 h 50 Les paris de TF 1.

35 h 5 A la une.
35 h 20 Émissions régionales.
35 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
36 h 50 Les paris de TF 1.

36 h 5 A la une.
36 h 20 Émissions régionales.
36 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
37 h 50 Les paris de TF 1.

37 h 5 A la une.
37 h 20 Émissions régionales.
37 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
38 h 50 Les paris de TF 1.

38 h 5 A la une.
38 h 20 Émissions régionales.
38 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
39 h 50 Les paris de TF 1.

39 h 5 A la une.
39 h 20 Émissions régionales.
39 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
40 h 50 Les paris de TF 1.

40 h 5 A la une.
40 h 20 Émissions régionales.
40 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
41 h 50 Les paris de TF 1.

41 h 5 A la une.
41 h 20 Émissions régionales.
41 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
42 h 50 Les paris de TF 1.

42 h 5 A la une.
42 h 20 Émissions régionales.
42 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
43 h 50 Les paris de TF 1.

43 h 5 A la une.
43 h 20 Émissions régionales.
43 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
44 h 50 Les paris de TF 1.

44 h 5 A la une.
44 h 20 Émissions régionales.
44 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
45 h 50 Les paris de TF 1.

45 h 5 A la une.
45 h 20 Émissions régionales.
45 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
46 h 50 Les paris de TF 1.

46 h 5 A la une.
46 h 20 Émissions régionales.
46 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
47 h 50 Les paris de TF 1.

47 h 5 A la une.
47 h 20 Émissions régionales.
47 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
48 h 50 Les paris de TF 1.

48 h 5 A la une.
48 h 20 Émissions régionales.
48 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
49 h 50 Les paris de TF 1.

49 h 5 A la une.
49 h 20 Émissions régionales.
49 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
50 h 50 Les paris de TF 1.

50 h 5 A la une.
50 h 20 Émissions régionales.
50 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
51 h 50 Les paris de TF 1.

51 h 5 A la une.
51 h 20 Émissions régionales.
51 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
52 h 50 Les paris de TF 1.

52 h 5 A la une.
52 h 20 Émissions régionales.
52 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
53 h 50 Les paris de TF 1.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui

flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années grises.

Noël demande en mariage Lucie.
14 h Aujourd'hui la vie.
14 h 15 Plus de morale, mais quelle morale.
15 h 5 Téléfilm : James Dean.
De R. Butler.
L'amicable entre l'écrivain et le producteur William S. Paley et James Dean.

16 h 50 Document : Tony Duquette.
17 h 10 Émissions régionales.
17 h 45 Chants romans d'œuvres.
Bél. : J. Thor.
Le chant romantique du jeune groupe Balafra, musiciens russes en exil à Paris.

17 h 50 Révisé A 2.
18 h 50 Les paris de TF 1.
18 h 5 A la une.
18 h 20 Émissions régionales.
18 h 45 Vous pouvez compter sur nous.

19 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h 50 Les paris de TF 1.

20 h 5 A la une.
20 h 20 Émissions régionales.
20 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
21 h 50 Les paris de TF 1.

21 h 5 A la une.
21 h 20 Émissions régionales.
21 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
22 h 50 Les paris de TF 1.

22 h 5 A la une.
22 h 20 Émissions régionales.
22 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
23 h 50 Les paris de TF 1.

23 h 5 A la une.
23 h 20 Émissions régionales.
23 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
24 h 50 Les paris de TF 1.

24 h 5 A la une.
24 h 20 Émissions régionales.
24 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
25 h 50 Les paris de TF 1.

25 h 5 A la une.
25 h 20 Émissions régionales.
25 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
26 h 50 Les paris de TF 1.

26 h 5 A la une.
26 h 20 Émissions régionales.
26 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
27 h 50 Les paris de TF 1.

27 h 5 A la une.
27 h 20 Émissions régionales.
27 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
28 h 50 Les paris de TF 1.

28 h 5 A la une.
28 h 20 Émissions régionales.
28 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
29 h 50 Les paris de TF 1.

29 h 5 A la une.
29 h 20 Émissions régionales.
29 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
30 h 50 Les paris de TF 1.

30 h 5 A la une.
30 h 20 Émissions régionales.
30 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
31 h 50 Les paris de TF 1.

31 h 5 A la une.
31 h 20 Émissions régionales.
31 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
32 h 50 Les paris de TF 1.

32 h 5 A la une.
32 h 20 Émissions régionales.
32 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
33 h 50 Les paris de TF 1.

33 h 5 A la une.
33 h 20 Émissions régionales.
33 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
34 h 50 Les paris de TF 1.

34 h 5 A la une.
34 h 20 Émissions régionales.
34 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
35 h 50 Les paris de TF 1.

35 h 5 A la une.
35 h 20 Émissions régionales.
35 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
36 h 50 Les paris de TF 1.

36 h 5 A la une.
36 h 20 Émissions régionales.
36 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
37 h 50 Les paris de TF 1.

37 h 5 A la une.
37 h 20 Émissions régionales.
37 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
38 h 50 Les paris de TF 1.

38 h 5 A la une.
38 h 20 Émissions régionales.
38 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
39 h 50 Les paris de TF 1.

39 h 5 A la une.
39 h 20 Émissions régionales.
39 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
40 h 50 Les paris de TF 1.

40 h 5 A la une.
40 h 20 Émissions régionales.
40 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
41 h 50 Les paris de TF 1.

41 h 5 A la une.
41 h 20 Émissions régionales.
41 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
42 h 50 Les paris de TF 1.

42 h 5 A la une.
42 h 20 Émissions régionales.
42 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
43 h 50 Les paris de TF 1.

43 h 5 A la une.
43 h 20 Émissions régionales.
43 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
44 h 50 Les paris de TF 1.

44 h 5 A la une.
44 h 20 Émissions régionales.
44 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
45 h 50 Les paris de TF 1.

45 h 5 A la une.
45 h 20 Émissions régionales.
45 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
46 h 50 Les paris de TF 1.

46 h 5 A la une.
46 h 20 Émissions régionales.
46 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
47 h 50 Les paris de TF 1.

47 h 5 A la une.
47 h 20 Émissions régionales.
47 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
48 h 50 Les paris de TF 1.

48 h 5 A la une.
48 h 20 Émissions régionales.
48 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
49 h 50 Les paris de TF 1.

49 h 5 A la une.
49 h 20 Émissions régionales.
49 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
50 h 50 Les paris de TF 1.

50 h 5 A la une.
50 h 20 Émissions régionales.
50 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
51 h 50 Les paris de TF 1.

51 h 5 A la une.
51 h 20 Émissions régionales.
51 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
52 h 50 Les paris de TF 1.

52 h 5 A la une.
52 h 20 Émissions régionales.
52 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
53 h 50 Les paris de TF 1.

53 h 5 A la une.
53 h 20 Émissions régionales.
53 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
54 h 50 Les paris de TF 1.

54 h 5 A la une.
54 h 20 Émissions régionales.
54 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
55 h 50 Les paris de TF 1.

55 h 5 A la une.
55 h 20 Émissions régionales.
55 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
56 h 50 Les paris de TF 1.

56 h 5 A la une.
56 h 20 Émissions régionales.
56 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
57 h 50 Les paris de TF 1.

57 h 5 A la une.
57 h 20 Émissions régionales.
57 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
58 h 50 Les paris de TF 1.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 Magazine : Mémoires de France.

Une émission de P. Ory.
Le premier numéro de ce nouveau magazine évoquera la personnalité de Pascal Paoli, partisan de l'indépendance de la Corse au XVIII^e siècle, en rapport avec le projet de loi gouvernemental portant sur le statut particulier de l'île.
21 h 35 Chéris : Qu'est-ce qui fait courir les crocodiles ?
De J. Potret.

22 h 30 Journal.

23 h 30 Journal.

24 h 30 Journal.

25 h 30 Journal.

26 h 30 Journal.

27 h 30 Journal.

28 h 30 Journal.

29 h 30 Journal.

30 h 30 Journal.

31 h 30 Journal.

32 h 30 Journal.

33 h 30 Journal.

34 h 30 Journal.

35 h 30 Journal.

36 h 30 Journal.

37 h 30 Journal.

38 h 30 Journal.

39 h 30 Journal.

40 h 30 Journal.

41 h 30 Journal.

42 h 30 Journal.

43 h 30 Journal.

44 h 30 Journal.

45 h 30 Journal.

46 h 30 Journal.

47 h 30 Journal.

48 h 30 Journal.

49 h 30 Journal.

50 h 30 Journal.

51 h 30 Journal.

52 h 30 Journal.

53 h 30 Journal.

54 h 30 Journal.

55 h 30 Journal.

56 h 30 Journal.

57 h 30 Journal.

58 h 30 Journal.

59 h 30 Journal.

60 h 30 Journal.

61 h 30 Journal.

17 h, Rône libre : Le beau Danube

17 h 30, Festival : Le Hussard sur le toit, d'après J. Giono.
17 h 45, Jazz à l'antenne.
18 h 30, Sciences : Les particularités de la nature tropicale.

20 h, Dialogues : A la recherche de Sartre, avec R. Sarrail et G. Michel.
21 h, Musiques de notre temps : Le post-modernisme, avec D. Charrier.
22 h 30, Nuits magiques.

23 h 30, Nuits magiques.

24 h 30, Nuits magiques.

25 h 30, Nuits magiques.

26 h 30, Nuits magiques.

27 h 30, Nuits magiques.

28 h 30, Nuits magiques.

29 h 30, Nuits magiques.

30 h 30, Nuits magiques.

31 h 30, Nuits magiques.

32 h 30, Nuits magiques.

33 h 30, Nuits magiques.

34 h 30, Nuits magiques.

35 h 30, Nuits magiques.

36 h 30, Nuits magiques.

37 h 30, Nuits magiques.

38 h 30, Nuits magiques.

39 h 30, Nuits magiques.

40 h 30, Nuits magiques.

41 h 30, Nuits magiques.

42 h 30, Nuits magiques.

43 h 30, Nuits magiques.

44 h 30, Nuits magiques.

45 h 30, Nuits magiques.

46 h 30, Nuits magiques.

47 h 30, Nuits magiques.

48 h 30, Nuits magiques.

49 h 30, Nuits magiques.

50 h 30, Nuits magiques.

51 h 30, Nuits magiques.

52 h 30, Nuits magiques.

53 h 30, Nuits magiques.

54 h 30, Nuits magiques.

55 h 30, Nuits magiques.

56 h 30, Nuits magiques.

57 h 30, Nuits magiques.

58 h 30, Nuits magiques.

59 h 30, Nuits magiques.

60 h 30, Nuits magiques.

61 h 30,

Vu Des films, par pitié

Vous avez vu ce sondage de la SOFRES publié par le Parisien libéré ? 68 % des Français — pratiquement les deux tiers, c'est énorme — ne sont pas très ou pas du tout satisfaits de leur télévision. Traduisez : ils sont plutôt ou carrément mécontents.

Pourquoi ? Simple depuis le 1^{er} janvier, on est pratiquement privé de cinéma. Et le cinéma, voyez-vous, on a le mauvais goût d'adorer ça. Goût largement partagé au demeurant par les nouveaux responsables des programmes qui avaient très volontiers été nourris, gâtés de cinéma pendant toute leur vie avec un faible particulier, le cinéma américain.

Seulement voilà, ce qui est bon pour eux, pour les têtes pensantes, adultes, de notre élite intellectuelle, est mauvais pour les masses, les foules ignorantes qu'il convient d'éduquer. Alors, des films, on leur en donne moins qu'avant, c'est mauvais pour leur santé. Et quand on leur en donne, on s'arrange pour les mettre hors de portée, pour les accrocher si haut, si tard — 21 h 35, 23 h 05 — à la grille, qu'obligés de se lever donc de se coucher tôt, ils se voient contraints d'y renoncer, le mort dans l'âme, ou pire d'en voir un bout en puis d'abandonner, c'est le supplice de Tantale.

Encore une chance si le film n'est pas présenté en version originale. La s.v.p., le n'est rien contre, mais ce n'est pas d'autorité — voir l'expérience tentée et réussie dès les débuts de la télé dans les pays scandinaves et en Hollande — ce n'est pas de façon arbitraire et brutale qu'on pourra vaincre les habitudes créées par plus d'un quart de siècle de « v.f. ».

Des films, si on nous en donne moins, on nous en parle davantage. Logique : notre éducation en la matière exige des commentaires, fournis avec empressement par tous ceux — et il y en a — qui connaissent bien le cinéma, savent ce qu'il faut en penser et viennent nous le dire en toute simplicité, en toute subjectivité vagabonde et poétique.

Ainsi mardi soir sur les six ou sept sujets inscrits au sommaire du nouveau magazine d'A2 Cinéma, cinémas, deux étaient

consacrés à Jean Renoir dont l'un autorisait un critique littéraire à monologuer interminablement de trois quart face et de profil, renversé sur la banquette arrière d'une superbe limousine conduite par un chauffeur en livrée — histoire, je pense, de rappeler l'atmosphère de la Règle du jeu.

Je l'ai laissé à ses effets de phrase pour aller jeter un œil sur la troisième chaîne où Eddy Mitchell, pénible, n'a rien trouvé de mieux que de retarder d'un bon quart d'heure le début d'un film héroïque-burlesque assez médiocre de Robert Siodmak sous prétexte de nous ramener en 1952 au Ranelagh, loué pour l'occasion et peuplé de figurants qui avaient vraiment l'air de cachetonniers.

A l'époque, on avait droit à deux films. Plus un dessin animé. Plus des actualités. Plus une attraction. Plus de la publicité Jean-Mineur - Balzac - 00-01. C'était très chouette, d'accord. A côté une bonne, une excellente raison : il n'y avait pas la télévision.

L'ennui, c'est qu'aujourd'hui, la télé, on l'a. On a même trois chaînes et Sylvestre-le-chat, c'était le cas, manque de pot, hier soir, court de l'une à l'autre. Des variétés, il y en a peut-être moins qu'avant — si les Français rouspètent c'est bien aussi pour ça — il y en a quand même suffisamment pour qu'on ne soit pas gêné par un numéro d'équilibre.

Et de toute façon, il est parfaitement artificiel de vouloir transformer nos salles de séjour en salles obscures à l'ancienne. Ça ne marche pas. Les conditions d'écoute et d'attention, les exigences ne sont pas les mêmes, forcément.

Alors par pitié, gardez le second film pour le lendemain. Ce mercredi soir par exemple, ça aurait été très bien, sûrement beaucoup mieux que le magazine de cinéma, encore un, présenté sur FR 3 à 20 h 30. Et ne privilégiez pas d'une manière aussi éhontée les 2 % d'entre nous, qui disposent, les veineux, d'un magnétoscope et peuvent mettre en conserve le film que le bon peuple voit passer sous son nez furibond.

CLAUDE SARRAUTE.

UN SONDAGE DE LA SOFRES

Les Français mécontents de leur télévision

Un tiers des Français (34 %) ne sont pas satisfaits du tout des programmes de la télévision, un autre tiers (34 %) se déclare pas très satisfait, selon un sondage de la SOFRES publié mercredi 20 janvier par le Parisien libéré (1). 68 % des Français sont donc plus ou moins mécontents de ce que leur proposent les chaînes, alors que ce chiffre n'était que de 54 % en 1979 (sondage de la SOFRES pour le Figaro). Le taux de satisfaction diminue de près de la moitié : le taux des « très satisfaits » (1 % seulement, contre 2 % en 1979) et « assez satis-

faits » (25 % contre 42 %) atteint 26 %, pour 44 % deux ans avant. Les personnes interrogées dont les sympathies vont au P.S. sont, en revanche, plus contentes que la moyenne : 33 % sont « très » ou « assez » satisfaites. Presque la moitié (47 %) pensent qu'à l'heure actuelle, la télévision n'est favorable ni au gouvernement ni à l'opposition. Cependant, la majorité des téléspectateurs favorables à l'U.D.F. (49 %), et surtout au R.P.R. (56 %), la jugent « plutôt favorable au gouvernement ».

Sur le plan socio-professionnel, les plus mécontents sont les ouvriers (76 %), avant les retraités (68 % seulement). Les plus heureux sont les petits commerçants et les artisans (57 %). Les femmes sont, en général, plus mécontentes que les hommes (71 % contre 66 %). Les personnes âgées (63 %) sont nettement moins satisfaites que les vingt-cinq/trente-quatre ans (72 %).

Enfin, les téléspectateurs ayant un niveau d'instruction supérieur supportent bien mieux les programmes de la télévision de 1982 (30 % se disent assez satisfaits) que ceux n'ayant suivi que le primaire (71 % de mécontents), ou un enseignement technique et commercial (81 %).

La deuxième chaîne est jugée, par une majorité de téléspectateurs, « la plus gaie » (25 % des suffrages), « la plus imaginative » (29 %), « la plus distrayante » (29 %). Elle se maintient donc par rapport à 1979, tandis que TF1 accuse une baisse sensible : elle n'est choisie que par 15 % de l'échantillon pour la gaieté (contre 24 % en 1979), 13 % pour l'imaginaire (contre 19 %) et 13 % pour la distraction (contre 22 %).

En revanche, la première chaîne arrive nettement en tête pour le journal du soir : 40 % des personnes interrogées le jugent le meilleur. 29 % préfèrent Antenne 2, 5 % choisissent FR 3.

Les téléspectateurs déclarent aussi vouloir plus de films (57 %), plus de variétés (44 %), plus de pièces de théâtre (41 %), enfin 45 % d'entre eux souhaitent une quatrième chaîne de télévision privée.

LES PETITES ANNONCES SUR FR 3

Dès le 8 février prochain, le journal télévisé Soir 3 proposera aux téléspectateurs de Paris et de sa région une rubrique de petites annonces filmées agrémentées d'un courrier des téléspectateurs. M. Jean-Luc Hennig est chargé d'organiser ce service gratuit, qui, deux fois par semaine, et pendant trois minutes, permettra de diffuser plusieurs messages de trente secondes enregistrés en studio par les intéressés.

« Nous excluons les petites annonces qui concerneraient l'emploi, le logement ou l'échange d'objets. La rubrique sera donc essentiellement ouverte aux demandes de rencontres, que ce soit en vue d'un projet de vie communautaire, de contacts sexuels ou d'une complicité ou association dans le cadre du travail ou des loisirs. » L'initiative surprendra, mais le doute ne semble en aucun cas effleurer M. Jean-Luc Hennig, ancien collaborateur de Libération, créateur de son supplément hebdomadaire de petites annonces « Sandwich », qui projette aussi une extension de la rubrique le samedi soir, sous forme d'un petit magazine, permettant de suivre, grâce aux reportages, les conséquences d'une petite annonce particulièrement drôle ou insolite.

Même écho et même enthousiasme du côté de Maurice Séveno, directeur de l'information sur FR 3. « Je suis obsédé par la crainte d'avoir une rédaction coupée du monde extérieur et de son public. Cela explique ma préoccupation constante d'établir un dialogue avec les téléspectateurs, d'entretenir avec eux des contacts presque charnels, par le biais notamment de ces petites annonces. En arrivant à FR 3, je rêvais d'établir un court-circuit, en demandant aux téléspectateurs de nous envoyer des messages en film ou en cassettes.

La procédure à suivre est simple. Les téléspectateurs veulent passer une annonce devront écrire à Soir 3, en exposant leurs souhaits et le texte probable de leur message. Les responsables de la rubrique opéreront une première sélection, et convoqueront les annonceurs choisis dans les studios de FR 3 afin qu'ils y enregistrent leur annonce. Une seconde sélection interviendra alors au vu des enregistrements, donnant, selon M. Séveno, toute sécurité sur la tenue de l'émission à l'antenne.

Rencontres, amitiés, amour : des notions longtemps absentes de la télévision. Les petites annonces sont-elles le bon moyen pour les y introduire ? D'aucuns parlent d'un gag, d'autres craignent le scandale. L'audace doit tout de même être saluée. — A. Co.

Le projet de radio de « l'Express »

Le magazine l'Express est en train de créer sa radio. Le mardi 19 janvier, l'antenne commençait d'être installée sur le toit du siège du journal, 61, avenue Hoche, à Paris. Mais les statuts, les structures juridiques, le budget, la composition même de la radio ne sont pas encore définitivement arrêtés, nous a dit M. René Guyonnet, directeur général adjoint du groupe Express, chargé du projet. Radio-Express (nom souhaité pour cette station) ne sera pas une filiale du groupe Express. Le magazine constituera avec d'autres partenaires (plus de quatre, qui n'ont pas encore donné leur accord définitif) une association de type loi de 1901 : il y représentera 25 %, part maximale prévue par la loi sur les radios libres.

Radio-Express, qui sera avant tout une radio d'information nationale et internationale et une radio de service (« Qui ne copiera pas Radio-Tour-Eiffel mais qui permettra aux associations membres de la radio de s'exprimer », précise M. Guyonnet), se fera probablement avec la collaboration du journal ainsi qu'avec du personnel engagé à l'extérieur (les animateurs, les techniciens, etc.), mais, indique-t-on, aucun contrat ne sera signé avant qu'une dérogation soit obtenue. En outre, le plan de restructuration du journal l'an dernier (qui a prévu le départ, volontaire ou sous forme de licenciement économique, d'une quarantaine de personnes) rend les négociations avec les représentants du personnel délicates en ce qui concerne de nouveaux engagements.

« Il y a dans cette idée de faire une radio un côté contre-offensive, nous explique M. René Guyonnet. Un certain nombre de journaux ont le projet d'émettre, il n'y avait pas de raison de ne pas être présent aussi. Cela nous intéresse beaucoup également de tenter une expérience plus large que journalistique, une expérience de communication. »

CATHERINE HUMBLLOT.

Rappel des émissions Mercredi 20 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les mercredis de l'information.
La Boucle de Gao, reportage de G. Loreau et J. Karguys.
Le rallye automobile Paris-Alger-Dakar.
21 h 40 Portrait : Daniel Barenboim.
De B. Carreau, réal. A. Ferrari.
22 h 35 Court métrage : L'aube noire.
Réalisation : R. Lloyd et D. Kniff.
Les peintures latiniennes et l'art africain.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Alain Decaux raconte : Enlève Adolphe Eichmann.
Films en Israël et en Argentine, la reconstruction des épisodes de la longue chasse des services secrets israéliens décidés à capturer le responsable de la déportation de milliers de juifs.
21 h 55 Magazine médical : Les jours de notre vie.
De P. Desgranges.
22 h 45 Document : Les enthousiastes. Rembrandt, « Le retour de l'enfant prodige ».

Avec l'abbé Paul Baudiquet, découvreur au musée de l'Enlèvement cette peinture « chaude comme le bonheur » dont il a longtemps rêvé.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 30 Ciné-parade.
Une émission de C. Villers et P. Godard.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h La musique et les hommes : Musique américaine au début du vingtième siècle.
22 h 30, Nuits magiques : Risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné au Grand Théâtre de Genève le 21 mai 1981) : Boris Godounov, de Moussorgski, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Y. Abramovitch ; avec M. Salminen et W. Ockman.
23 h 15, La nuit sur France-Musique, Œuvres de Rimski-Korsakov, Stravinski, Liszt.

Jeudi 21 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Les visiteurs du jour.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 50 Objectif santé : Vivre son plaisir.
14 h Émissions pédagogiques (et à 17 h).
18 h C'est à vous.
18 h 25 Un, rue Ségama.
18 h 45 Quotidiennement votre.
19 h 50 Les paris de TF 1.
19 h 5 A la une.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Libre expression.
La F.E.N. (Fédération de l'éducation nationale).
20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : La tendresse.
De B. Quenneville. Avec M. Robinson, J. Parant, P. Audret, M. Michel.
La belle rencontre d'une vieille dame de la haute bourgeoisie et d'un étudiant d'origine juive. Elles vivent ensemble, amoureux, traversant les épreuves de la vie, la vie rejoint le visage de la plus âgée et ridée le visage de la plus jeune.

22 h 20 Document : Au-delà de l'histoire.
L'homme après la froid, une émission de la télévision suisse. Les glaciers du Rhône il y a trente-cinq mille ans.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 05 Passez donc me voir.
12 h 30 Jeu : J'ai le mémoire qui flanche.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 45 Série : Les amours des années grises.
14 h Aujourd'hui la vie.
Etre femme de médecin.
15 h 05 Série : La famille Adams.
John Adams, devenu vice-président des États-Unis, est en discussion avec John Washington.
16 h Magazine médical : Les jours de notre vie.
La transfusion sanguine (rediffusion de l'émission de mercredi à 21 h 55).
16 h 50 Point 2000 : Le rhéus.
Réalisation : F. Vian.
Les dernières découvertes dans le domaine du sang.
17 h 15 La télévision des téléspectateurs.
17 h 50 Récit A2.
Une soirée sur Mars ; Le petit écho de la forêt, etc.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.M.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Organisations professionnelles.
La C.F.D.T.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Affaire vous concernant.
De J. Segui et Y. Roussagnet.
Le couple des délinquants. Réal. : C. Gauguier.
L'équipe d'Antenne 2 a suivi, pendant deux jours, cinquante délinquants de quatorze à dix-huit ans à travers les États-Unis.
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Émission d'A. de Caunes, réal. : D. Kast.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.
L'ours Paddington : Cuisine sans cuisson ; Les métiers de la télévision.
18 h 55 Tribune libre.
R.P.R.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 30 Débat autour du film : le Terroriste.

PRESSE

AD « NOUVEL ÉCONOMISTE » LES JOURNALISTES C.F.D.T. RÉCLAMENT UNE PARTICIPATION AU CAPITAL

Les rumeurs persistantes indiquant que le Nouvel Économiste, hebdomadaire édité par la Compagnie européenne de publications, pourrait céder une partie importante de ses actions à un nouveau partenaire suscitent la réaction des journalistes C.F.D.T. de cette publication, qui entendent « travailler à l'abri des pressions politiques de la majorité comme de l'opposition et des puissances financières. »

« Ils revendiquent pour la société des rédacteurs, actuellement en cours de constitution, une large participation au capital afin de défendre, face aux actionnaires, les droits de la rédaction », poursuit le communiqué. Les journalistes C.F.D.T. souhaitent en outre que la répartition du capital soit « suffi-

samment diversifiée pour ne donner lieu à aucune ingérence dans la rédaction ».

Le capital de la C.E.P. est réparti entre l'Agence Havas (35 %), Inter-

national Publishing Corp. (25 %), la Banque privée de gestion financière (10 %), la C.L.T. (R.T.L., 8,5 %), M. E. Didier (10 %), plus quelques petits porteurs.

« ROUGERUE-HEBDO » EST INDÉPENDANT DE « CENTRE-PRESSE »

M. Georges Rucheton, directeur de l'édition aveyronnaise de Centre-Presse, qui a été absorbée par Midi-Libre (le Monde du 12 janvier), nous demande d'apporter les précisions suivantes concernant l'hebdomadaire Rougerue-Hebdo :

Cet hebdomadaire, hébergé dans les locaux de Rodez de Centre-Presse et imprimé par ses rotatives, en est cependant indépendant :

— Indépendance au niveau du capital, dont M. Robert Hersant est absent ; le directeur de Rougerue-Hebdo est Mme Denise Rucheton, épouse de M. Georges Rucheton ;

ET DES SPECTACLES
THEATRE

SPECTACLES
NOUVELLE

CHAMBRE D'ECHO

CHAMBRE D'ECHO

CHAMBRE D'ECHO

CHAMBRE D'ECHO

CHAMBRE D'ECHO

CHAMBRE D'ECHO

CHAMBRE D'ECHO

LES FOLLES DU LOUI ? : E. Richelieu, 5* (233-96-10); Strangette, 5* (222-57-97); Normandie, 5* (358-41-18); Marignan, 5* (359-82-42); Les Femmes d'Alfred, 5* (359-82-42); Le Lion, 12* (331-61-58); Pauvette, 13* (331-61-58); Gaumont Convention, 15* (622-27-27); Clémenceau, 15* (622-27-27); Gaumont Gambetta, 20* (626-10-96).

THE BOSS (A. v.o.) : Studio Raspail, 4* (320-38-98).

TUO, APOSTROFA MARKEE ? : Studio Raspail, 5* (354-89-22).

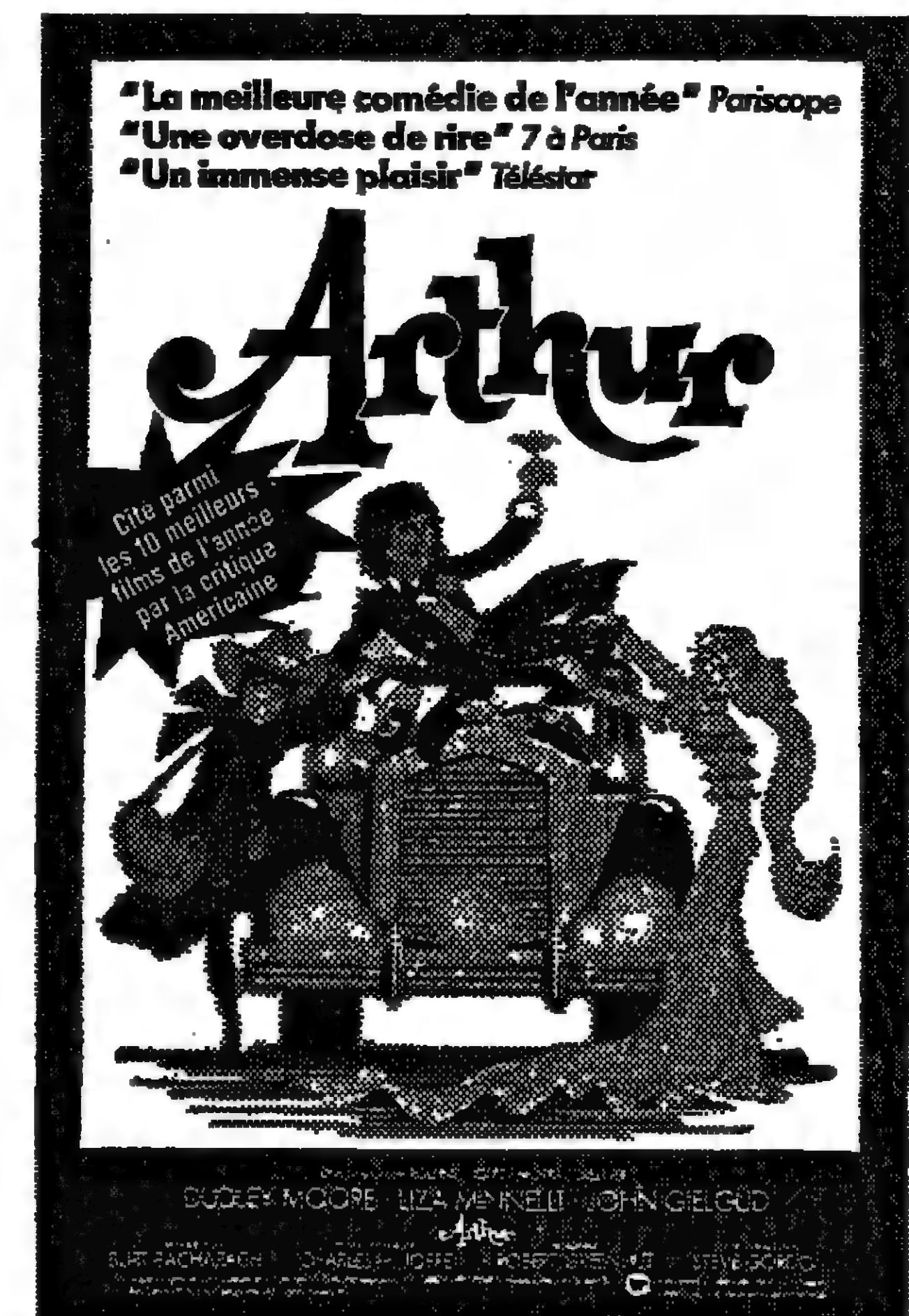
TOTO LE MONO (H. v.o.) : Studio Cujas, 5* (684-29-39).

UN GROS POUT FLAMAND ? : Gaumont Ruy Bailes, 15* (197-49-70); Richelieu, 5* (233-58-70); Hautecourbeille, 6* (633-19-38); Paulette Goddard, 6* (633-19-38); 3* Normandie, 8* (359-41-18).

Colisée, 8* (352-20-26) : Publicité Elysee, 8* (720-76-25); Saint-Lesare Paqueur, 8* (387-35-42); Paramount-Opéra, 8* (724-94-31); Les Femmes d'Alfred, 8* (359-82-42); Faurelle, 13* (321-60-74); Gaumont-Bud, 14* (322-84-50); Paramount, 15* (622-27-27); Clémenceau, 15* (622-27-27); Gaumont Convention, 15* (622-27-27); Montparnasse-Patné, 16* (322-19-24); Victor-Hugo, 18* (727-69-18); Clémenceau, 18* (622-27-27); 24* ; Wepler, 17* (323-46-01); Gaumont-Gambetta, 20* (626-10-96).

LE FUREUR DU VENDREDI (A. v.o.) : U.G.C. Lyon, 5* (684-29-39); 6* ; Biarritz, 5* (723-88-22) ; U.G.C. Maxéville, 5* (770-72-86) ; U.G.C. Gaumont-Lyon, 5* (684-29-39) ; U.G.C. G.-Lyon, 13* (336-23-23) ; Miramar, 14* (320-89-82) ; Mistral, 16* (358-32-35) ; Magic-Convention, 16* (358-32-35) ; Gaumont-Montparnasse, 16* (308-24-36).

U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES, v.o. - U.G.C. ODÉON, v.o.
MAGIC CONVENTION, v.o. - MONTPARNASSE-BIENVENUE, v.f.
U.G.C. CAMEO, v.f. - MISTRAL, v.f.



UNE AFFAIRE D'OMBRONS (Fr.) :
Berlitz, 2° (742-60-33).

UNE STRANGE AFFAIRE (Fr.) :
Forum, 1° (397-42-74) ; U.G.C.-
Opéra, 3° (261-30-32) ; Paramount-
Opéra, 3° (323-54-33) ; Paramount-
City, 8° (562-45-78) ; Paramount-
Opéra, 3° (374-56-51) ; Alhambra, 12°
15° (323-54-33) ; Paramount-
12° (343-73-17) ; Paramount-Cin-
éclaire, 13° (880-18-03) ; Paramount-
Montparnasse, 14° (338-30-10) ;
Alhambra, 12° (323-54-33) ; Paramount-
12° 15° ; Secrétan, 18° (206-71-33).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) :
34° (354-50-91) ; Paramount-Midi-
ville-Matinéo, 8° (352-51-97).

VOTRE ENFANT M'INTERESSE (Fr.) :
Saint-Séverin, 5° (354-50-91).

Les grandes reprises

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES

ARSENIC ET VIEILLES DAMELLES (A. v.o.) : Actium Christiane, (p. 325-55-78).

ATTITUDE DE MONSIEUR ENCONTRE LE VENT (A. v.o.) : 3 Hausmann, (p. 770-47-55).

LE SAI-DES VANITIES (A. v.o.) :
* Elysees Pôlit-Show, (p. 525-87-25).

BONAPARTE ET LA REVOLUTION (P. v.o.) : Decour, (p. 700-47-55).

DELIVRANCE (A. v.o.) (*) : Studio Gaiardo, (p. 354-72-17) ; Saint-Germain, (p. 354-72-17).

LE CHAMPILLE NARAB (A. v.o.) : Le Chemin, (p. 354-51-60).

DEUX HOMMES (A. v.o.) :
* Cln'As Italiana, (p. 336-30-27).

LAS (A. v.o.) :
* 3 Commandements (A. v.o.) : 3 Hausmann, (p. 770-47-55).

LA MARQUE DE LA JALOUSIE (H. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (703-64-86).

DUPONTES (Ang. v.o.) : Seneclagh, 10 (238-94-44).

L'ECOUTES DU CANNONNEL (A. v.o.) : Paris Loleis Bowling, 10 (396-55-55).

ET LA TENDRESSE. SORDEL ! (P. v.) : Opera-Night, (p. 238-65-56).

FLU (A. v.o.) :
* Club de l'Europe, 10 (396-55-56).

PLUS (H. v.) : Argo, (p. 253-67-40).

FELLINEI-ROMA (H. v.o.) : Studio Gaiardo, (p. 354-72-17).

LA FORET PETITEFIE (A. v.o.) : Actium Christiane (Hs), (p. 633-22-13).

LE GRAND FRISON (A. v.o.) : Studio de la Harpe, (p. 354-34-34).

U.C.G.-Botanica, (p. 693-38-23).

LE CHERCHER (A. v.o.) : Actium Christiane, (p. 325-55-78).

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Studio Gaiardo, (p. 354-72-17).

IL ETAT UNE FOIS LA REVOLUTION (A. v.o.) : Cluny-Palace, (p. 354-75-76).

IL ETAT UNE FOIS DANS L'OVEST (A. v.o.) : 3 Hausmann, (p. 770-47-55).

JORDIS GOT HIS GUN (A. v.o.) : La Banque de l'Image, 5 (236-12-31).

L'ARTISTE (procedé Panorma) (Fr.) : Espace Gailé, 14 (397-95-94).

LAURENTH MAN (A. v.o.) : Rivoli Cinema, (p. 572-63-35).

LE LAUREAT (A. v.o.) : Saint-Germain, (p. 354-72-17).

LYRUES LINCOLN, (p. 359-52-14).

LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Star-Cinema, (p. 354-72-17).

LYRUES LINCOLN, (p. 359-52-14).

MIDNIGHT EXPRESS (A.V.C.) (*)
v.a.: Marbœuf. 3^e (225-19-45)
Parassieus. 14^e (328-43-11); v.f.:
Capri. 3^e (508-11-28)
v.f.: 14^e (328-43-11); (I.L.) 14^e
Cine-Beauregard. 3^e (371-50-23)
St Germain Village. 3^e (533-20-32)
14^e Ciné Beauregard. 15^e (575-
79-79).

MOI CHRISTIANE F... (v.f. All.)
(*) : Paramount-Galaix, 13^e (580-
18-03).

**MONTHY FYTHON (Sacré Graal et
Monty Python and the Holy Grail)**
v.a.: Chant-Neuf. 3^e (554-20-12).

ORANGE MECANIQUE (A.V.C.) (*)
Cinécine Saint-Germain.
3^e (535-20-32); Mythes Point Show.
(225 - 47-25); v.f.: Capri. 3^e
(508-11-28).

PANDORA (A.V.C.): Olympia St-
Germain. 3^e (222-87-15); 14 juillet-
St Germain. 3^e (533-20-32); 14

(500-11-49).

PANDORA (A. v.o.): Olympe-Luxembourg, 14 (22-43-55); 14 (Jules-Bastille, 11) (397-90-91); Olympe-Luxembourg, 9 (83-97-77).

LE PARFAIT (T. et ID. (A. v.o.): D'Arville, 11 (397-90-91).

REMPARTS D'ARCIS (Fr.-Al. v.o.): Moxies (260-43-93); Studio de la Capitale (355-78-33).

SATERNON (A. v.o.): Olympe-Luxembourg, 12 (37-34-15).

LE SHERIFF EST EN PRISON (L. v.o.): Clichos Saint-Germain, 9 (83-97-77).

SOUVDAIN L'ETRE DERNIER (A. v.o.): Action La Fayette, 7 (37-50-50).

TAXI DRIVER (A. v.i.): Opéra.

THE ROCKY HORROR PICTURES SHOW (A. v.o.): Studio Grande, 9 (394-72-71); V. Z. Clichos Saint-Germain, 9 (83-97-77).

TOMES LES FILLES ET TAI-TAI (A. v.o.): Champollion, 9 (83-97-77).

TOUTS EN SCÈNE (A. v.o.): Action Christine bte, 9 (83-92-13); Macdonald, 11 (397-90-91).

UN SAC DE BILLES (Fr.): Studio Bertrand, 7 (78-54-56).

Opéra (A. v.o.): U.G.C.-Botonda, 9 (33-06-23); Martini, 11 (397-90-91).

VOYAGE AU PAYS DE LA PEUR (A. v.o.): Olympe-Luxembourg, 12 (37-34-15).

XOYO (Fr.): Epée-de-Bois, 11 (37-57-47).

WILSON'S STORY (A. v.o.): Daumesnil, 12 (39-53-97).

[illegible]

Ah!
le
bon
film...

Le Grand
Oscar
MGM Color

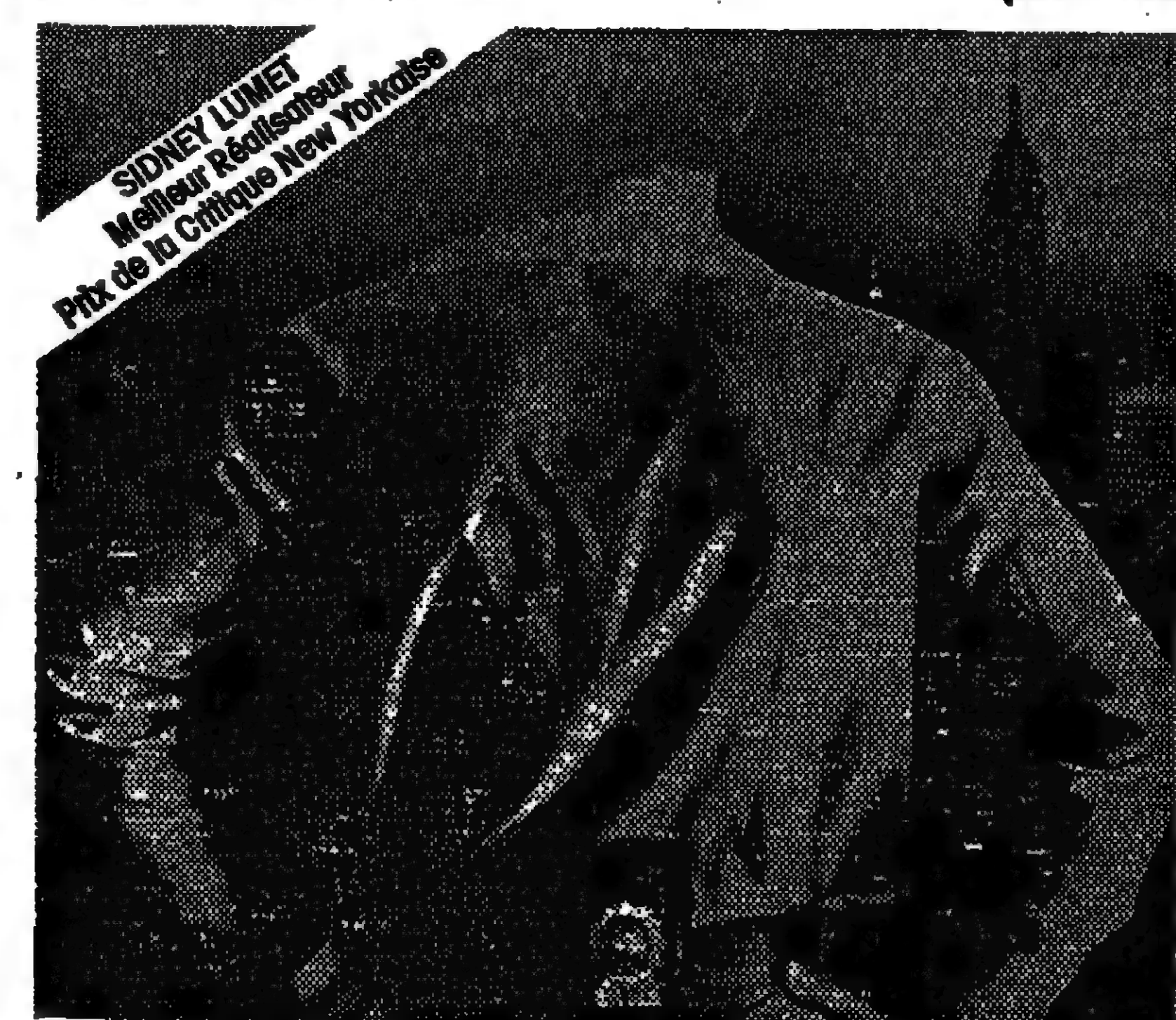
LITTLE BIG MAN
LES EXTRAVAGANTES
AVENTURES
D'UN VISAGE PALE

DUSTIN HOFFMAN
MARTIN BALSAM • JEFF CORREY • CHIEF DAN GEORGE

FAYE DUNAWAY

**PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES v.o. - PARAMOUNT ODÉON v.o. -
PARAMOUNT MONTPARNASSE v.o. - GAUMONT LES HALLES v.o.
STUDIO MÉDICIS v.o. - PARAMOUNT MAILLOT v.f. - PARAMOUNT OPÉRA
PARAMOUNT MONTPARNASSE v.f. - PARAMOUNT MONTMARTRE v.f.
PARAMOUNT ORLÉANS v.f. - CYRANO VERSAILLES**

Un chef-d'œuvre	(Le Figaro)
Prodigieux	(Le Matin)
Une œuvre importante	(France-Soir)
L'effet de choc	(L'express)
Admirable	(Nouvel Observateur)
Un film vertigineux	(Nouvelles Littéraires)
À voir absolument	(Le Point)



"LE PRINCE DE NEW YORK" Avec TRIST WILLIAMS. Producteur: EUGENE JAY PRUSSON ALLEN
Produit par BURT HARRIS Scénario de JAY PRUSSON ALLEN et SIDNEY LUMET
Depuis la série de ROBERT DALEY Réalisé par SIDNEY LUMET
 Distributeur Warner Columbia Film.

les enquêteurs n'ont aucune piste

Faits et jugements

L'homme averti
LA MANIPULATION DES ESPRITS
et comment s'en protéger
Ce ouvrage collectif montre les manipulations
que nous sommes inconsciemment victimes
de techniques, sentimentales ou commerciales et
comment conserver notre libre arbitre.
En librairie 54 F. - LE PRAT, Editeur
5 rue des Grands Augustins, Paris.

RELIGION

La semaine de prière pour l'unité

**LE DIALOGUE AVEC L'ÉGLISE CATHOLIQUE IMPLIQUE
NECESSAIREMENT CELUI AVEC LES ÉGLISES PROTESTANTES**
déclare l'exarque du patriarcat œcuménique de Constantinople

Dans un long message rédigé par Mgr Metello, métropolite exarque du patriarcat œcuménique de Constantinople, à l'occasion de la semaine de prière (18 au 25 janvier) pour l'unité 1982, ont été notamment :

UNESCO

RÉUNION DU CONSEIL INTERGOUVERNEMENTAL A ACAPULCO

Le conseil intergouvernemental du programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication, créé lors de la conférence de Belgrade en 1980, est réuni à Acapulco (Mexique), jusqu'au 25 janvier.

L'accroissement de la coopération internationale en vue de réduire les inégalités en matière de communication est l'objectif primordial de ce programme de l'UNESCO qui vise à l'établissement d'un nouvel ordre mondial de l'information, dans l'esprit d'un véritable dialogue Nord-Sud.

Lors de la première session du conseil du P.I.C., les puissances industrialisées avaient refusé la création d'un fonds spécial, demandé par les États du tiers-monde, pour recueillir les contributions, estimant préférable un financement « au coup par coup ». A Acapulco, M. Amadou Mahtar Mbow, directeur général de l'UNESCO, a révisé que les contributions versées ou promises par différents pays ou organisations pour la réalisation du programme représentaient 2 118 000 dollars, alors que les projets soumis actuellement en exigeaient environ 55 millions. Pour sa part, la France — par la voix de Mme Jacqueline Baudrier — a annoncé une contribution pluriannuelle de 2 millions de dollars.

« Il convient d'affirmer avec force que pour nous, orthodoxes, le dialogue avec l'Église catholique romaine implique nécessairement le dialogue avec les Églises protestantes. Et vice-versa. On l'a dit bien des fois : le schisme du seizième siècle ne se serait sans doute pas produit s'il n'avait été précédé, au Moyen Âge, par la séparation de l'Occident et de l'Orient chrétiens ; séparation qui n'est pas allée sans occultes, momentanément, dans l'Église latine, l'écologie de communion et une pneumatologie pleinement articulées à la christologie. »

« Le christianisme occidental, nous souhaitons le rencontrer, nous, orthodoxes, dans sa globalité et peut-être, si nous étions capables de comprendre sa problématique, arriverions-nous à favoriser, en même temps que le rapprochement de tous les chrétiens, l'intégration de Rome et de sa réforme. Ainsi serions-nous à même de mieux recevoir ensemble le témoignage de la Réforme et de son sens existentiel, de son esprit critique et de sa familiarité avec le Bible, de sa science ecclésiastique enfin lorsqu'elle est respectueuse du mystère. Et, de la même manière, nous attendons que Rome, pour le meilleur, nous offre de mieux saisir le sens de son témoignage de l'universalité et de l'unité de l'Église à l'échelle de la planète, tandis qu'elle retrouverait à son tour, à partir d'une vision pleinement orthodoxe, sa place comme centre universel de communion, comme « présidence d'amour ».

● **ERRATUM.** — C'est par erreur que nous avons parlé des convictions chrétiennes de Marcel Mermon dans sa nécrologie, publiée dans le Monde du 7 janvier. M. Pierre Accard, trésorier des Amis de Fanat Israël dont Marcel Mermon était président, nous écrit qu'il « était agnostique ».

AÉRONAUTIQUE

**La C.G.T. demande au gouvernement d'étudier
l'offre de la SNECMA de propulser le nouvel Airbus**

Dans un télégramme adressé aux ministères de la défense, de la recherche et des transports, le syndicat C.G.T. du centre d'essai et d'étude de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), à Melun-Villaroche (Seine-et-Marne), s'étonne du « rejet sans appel » des propositions de l'entreprise nationale d'installer sur le prochain Airbus A-320 un réacteur M-56 2 000 de conception française. « Ce rejet de principe, pour des raisons commerciales non évidentes, va, estime la C.G.T., à l'encontre des options défendues par le gouvernement de développer les industries de pointe, la recherche et la technologie. »

Le président-directeur général de la SNECMA, M. René Ravaut, dont le mandat ne sera pas renouvelé le 30 février prochain (le Monde du 14 janvier), a, en effet, proposé au consortium européen Airbus Industrie de monter sur son moyen-courrier de cent cinquante places, dénommé A-320 et en cours de définition, deux réacteurs M-56 2000 de 11,5 tonnes de poussée chacun. Ce moteur serait dérivé du CFM-56 que la SNECMA a mis au point avec la société américaine General Electric pour d'autres types d'avions. Cependant, dans ce projet, General Electric, pour des questions de financement, n'apporterait que son soutien technique, ce qui oblige la SNECMA à réclamer une aide de l'État évaluée à 8 milliards de francs.

Ces propositions ont été adressées par la SNECMA le 18 décembre dernier à Airbus Industrie et le 23 décembre suivant aux différents services techniques du ministère des transports et du ministère de la défense (le Monde du 26 décembre 1981).

M. Bernard Lathière, administrateur général du consortium européen, a déclaré, en réponse à des questions de journalistes (le Monde du 15 janvier), que les offres de la SNECMA n'étaient pas « une vote à suivre » dans la mesure où un moteur français sur un avion européen serait difficile à vendre à l'étranger. De son côté, le ministre des transports, M. Charles Fiterman, a affirmé qu'il n'avait été saisi, à ce jour, ni par écrit ni verbalement, d'une proposition du président de la SNECMA, et il a rappelé qu'il était naturellement disposé à procéder à « une étude sérieuse et approfondie des projets » qui lui seraient soumis. Face à la proposition de la

SNECMA, deux autres fabricants de moteurs, la société américaine Pratt and Whitney et la firme britannique Rolls Royce, ont offert de participer à la propulsion de l'A-320.

La C.G.T. estime que « le fait de rejeter sans appel les propositions de la SNECMA au profit d'une solution purement étrangère porte le risque d'émigrer la SNECMA de la compétition, sans même lui permettre de faire de nouvelles propositions. Cette position porte préjudice non seulement à la société nationale mais aussi aux perspectives d'avenir de l'industrie du moteur français ».

Prénant la suite des propositions de la direction générale de la SNECMA, la C.G.T. demande au gouvernement de construire, pour 1982, le M-56 2000 et, dans l'hypothèse d'un lancement immédiat de l'A-320, d'installer dans un premier temps le réacteur CM-56 2K1 « pour que la SNECMA prenne toute sa place » dans le secteur civil.

FAITS DIVERS

● **Carambolage sur l'autoroute A7 :** six morts, plusieurs dizaines de blessés. — Les carambolages qui se sont produits le 19 janvier au sud de Lyon sur l'autoroute A7 au sud de Lyon ont provoqué la mort de six personnes. Il y a eu, aussi, plusieurs dizaines de blessés, atteints plus ou moins grièvement. Pris soudainement dans une nappe de brouillard, plusieurs centaines de véhicules, dont de nombreux poids lourds, sont entrés en collision. L'autoroute entre Lyon et Vienne a dû être fermée durant plusieurs heures.

SPORTS

FOOTBALL

**Le conseil général de la Loire limite sa participation
pour l'opération « grands stades »**

De notre correspondant

Saint-Étienne. — L'opération « grands stades » tourne peu en faveur de l'opération politique. L'assemblée départementale y était en principe favorable avant le 10 mai. Bien moins après, du moins pour sa majorité, qui se retrouve aujourd'hui dans l'opposition et dont une bonne partie est renouvelable en mars prochain. Les socialistes s'étant abstenus, les communistes n'ayant refusé d'y participer, c'est par un vote à main levée que les autres conseillers généraux de la Loire, à quatre voix près, ont voté, mardi 19 janvier, une subvention de 5,5 millions de francs pour l'agrandissement du stade Geoffroy-Guichard, soit un peu moins de la moitié des 12 500 000 francs escomptés par la municipalité stéphanoise (20 % du financement total de l'opération chiffrée à 61 millions).

La ville de Saint-Étienne et le conseil régional Rhône-Alpes devaient prendre en charge 20 % chacun de l'Etat 40 %. Le principe d'une participation du conseil général était acquis bien avant le changement, mais pas le montant. Il en avait été déjà question en novembre dernier, mais les éléments lui manquant encore pour fixer sa participation, le conseil général avait renvoyé l'examen de la question à sa session du mois suivant. Le 23 décembre, il fut proposé de couper la poire en deux, à 5 ou 7 millions. Tout ou rien disant grosso modo les élus socialistes et communistes. Ce fut rien. Il était prévu que le conseil général de la Loire, une fois connues les décisions de la ville de Lyon et du conseil régional Rhône-Alpes, se prononcerait définitivement en seconde lecture sur sa participation, début février, à la fin de sa session budgétaire.

C'est au début de celle-ci qu'il a finalement pris sa décision. Le préfet de la Loire ayant provoqué un nouvel examen du dossier en communiquant à l'assemblée la lettre que M. Joseph Sanguedolce, maire de Saint-Étienne, lui avait transmise le 13 janvier. Dans

celle-ci le premier magistrat stéphanois, en sa qualité de maire d'ouvrage, met l'accent sur le fait que le ministère de la jeunesse et des sports a promis un effort supplémentaire de l'Etat et des conditions d'emprunt particulièrement intéressantes pour les collectivités locales pour la durée d'amortissement, étalée sur vingt à trente ans, et le taux d'intérêt. PAUL CHAPPEL.

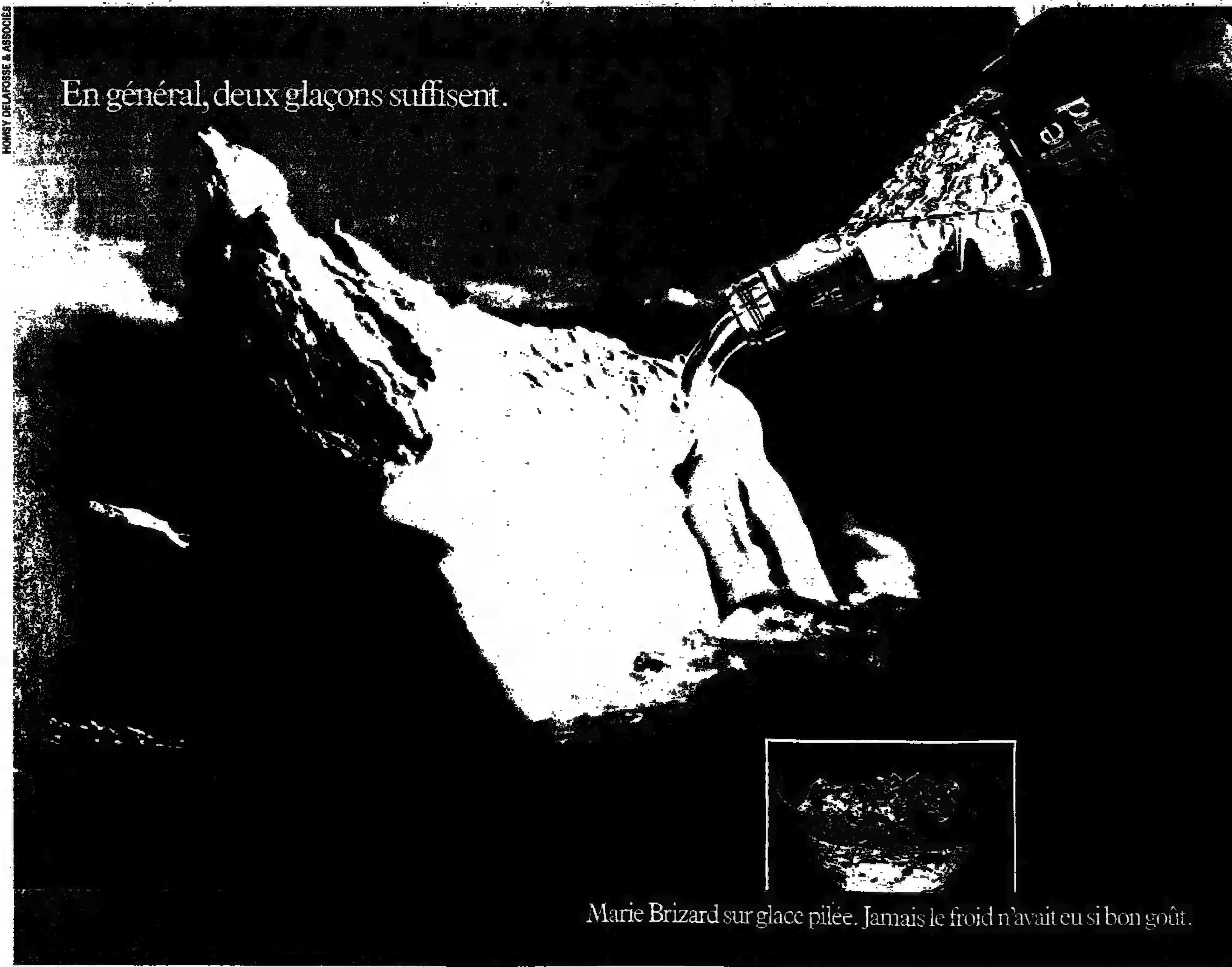
D'un sport à l'autre...

● **ATHLETISME.** — La Fédération polonoise d'athlétisme a renoncé à organiser le championnat du monde de cross-country qui devait avoir lieu à Varsovie, le 21 mars.

● **HOCKEY SUR GLACE.** — La France a battu la Hongrie par 11 à 2, le 19 janvier à Viry-Châtillon.

● **SKI ALPIN.** — L'Américaine Holly Beth Flanders, vingt-trois ans, à Badgastein (Autriche) cinq ans, a remporté, le 18 janvier, à Badgastein (Autriche) sa première descente de Coupe du monde devant les Autrichiennes Lea Soellner et Sylvia Eder. L'Allemande de l'Ouest, Trine Eple, qui a terminé quatrième devant la Française Elisabeth Chaud, a consolidé sa première place au classement général de la Coupe du monde.

● **VOILE.** — Le voilier néerlandais Fijer de Cornelius Van Rietsteden a remporté, le 18 janvier, à Mar-del-Plata, sa troisième victoire en temps réel dans la troisième étape de la course autour du monde. Fijer qui avait quitté Auckland le 23 décembre n'a mis que vingt-quatre jours une heure vingt-deux minutes et trente secondes pour parcourir les 5 300 miles, soit une moyenne de 10,2 nœuds.



En général, deux glaçons suffisent.

Marie Brizard sur glace pilée. Jamais le froid n'avait eu si bon goût.

Le Monde

Rhône-Alpes
Une vive polémique oppose la C.F.A.T.
Mme-Pontier et le maire de Villeurbanne

Le conseil général de la Loire a limité sa participation pour l'opération « grands stades ». La ville de Saint-Étienne et le conseil régional Rhône-Alpes devaient prendre en charge 20 % chacun de l'Etat 40 %. Le principe d'une participation du conseil général était acquis bien avant le changement, mais pas le montant. Il en avait été déjà question en novembre dernier, mais les éléments lui manquant encore pour fixer sa participation, le conseil général avait renvoyé l'examen de la question à sa session du mois suivant. Le 23 décembre, il fut proposé de couper la poire en deux, à 5 ou 7 millions. Tout ou rien disant grosso modo les élus socialistes et communistes. Ce fut rien. Il était prévu que le conseil général de la Loire, une fois connues les décisions de la ville de Lyon et du conseil régional Rhône-Alpes, se prononcerait définitivement en seconde lecture sur sa participation, début février, à la fin de sa session budgétaire.

C'est au début de celle-ci qu'il a finalement pris sa décision. Le préfet de la Loire ayant provoqué un nouvel examen du dossier en communiquant à l'assemblée la lettre que M. Joseph Sanguedolce, maire de Saint-Étienne, lui avait transmise le 13 janvier. Dans celle-ci le premier magistrat stéphanois, en sa qualité de maire d'ouvrage, met l'accent sur le fait que le ministère de la jeunesse et des sports a promis un effort supplémentaire de l'Etat et des conditions d'emprunt particulièrement intéressantes pour les collectivités locales pour la durée d'amortissement, étalée sur vingt à trente ans, et le taux d'intérêt.

ARNET

Le conseil général de la Loire a limité sa participation pour l'opération « grands stades ». La ville de Saint-Étienne et le conseil régional Rhône-Alpes devaient prendre en charge 20 % chacun de l'Etat 40 %. Le principe d'une participation du conseil général était acquis bien avant le changement, mais pas le montant. Il en avait été déjà question en novembre dernier, mais les éléments lui manquant encore pour fixer sa participation, le conseil général avait renvoyé l'examen de la question à sa session du mois suivant. Le 23 décembre, il fut proposé de couper la poire en deux, à 5 ou 7 millions. Tout ou rien disant grosso modo les élus socialistes et communistes. Ce fut rien. Il était prévu que le conseil général de la Loire, une fois connues les décisions de la ville de Lyon et du conseil régional Rhône-Alpes, se prononcerait définitivement en seconde lecture sur sa participation, début février, à la fin de sa session budgétaire.

Le Monde

régions

Rhône-Alpes

Une vive polémique oppose la C.F.D.T. Rhône-Poulenc et le maire de Villeurbanne

De notre correspondant régional

Lyon. — L'initiative du comité d'établissement du Centre de recherches Rhône-Poulenc de Décines (Rhône), qui a fait publier dans le Monde du 14 janvier, page 38, une publicité intitulée « Décines 1980. Villeurbanne 1981, pour quand un Sévère lyonnais ? » pour quand un Sévère lyonnais ? a provoqué des réactions contradictoires. La section C.F.D.T. qui est directement à l'origine de la publication du texte — elle détient six des dix sièges du comité d'établissement — a imposé cette formule de publication aux représentants de la direction et de la C.G.T. — paraît avoir atteint son but : faire revenir à la surface les circonstances d'un accident datant du 28 octobre 1980 qui avait coûté la vie à deux ouvriers.

Une violente réaction chimique était produite dans un appareil de 3.000 litres.

Le syndicat a précisé sa position au cours d'une conférence de presse le 19 janvier. Il a rappelé la genèse de l'accident et indiqué le rôle du Centre de recherches Rhône-Poulenc dans son opération : intervenir au niveau de la prévention ; venir en aide aux familles ; assurer les responsabilités.

La C.F.D.T. s'interroge sur l'efficacité de la réglementation des installations classées et sur les conditions de délivrance des autorisations. « Il y a eu, estime un des responsables syndicaux, une double faute de l'administration et de Rhône-Poulenc. Parmi les « obus » de la C.F.D.T., la direction interdépartementale des Industries et le service des mines « ont refusé leur rôle de police administrative ». Premier résultat concret : M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a adressé une lettre au comité d'établissement dans laquelle il indique : « Je tiens, comme vous, à ce que la loi soit

totallement appliquée. (...) Bien entendu, les entreprises et tous ceux qui y travaillent ont une responsabilité essentielle dans la prévention des accidents et des pollutions. L'inspection des installations classées et les préfets ont pour mission de définir des règles strictes et de les faire respecter ».

La direction de Rhône-Poulenc — dont l'un des cadres supérieurs, M. Georges Clerc, directeur du Centre de recherches de Décines a été inculpé le 3 décembre dernier d'un homicide et blessures involontaires et d'infraction à la législation du travail — a indiqué : « Dans un article publicitaire, le comité d'établissement du Centre de recherches de Décines a présenté la situation de manière partielle et orientée. Des faits essentiels sont totalement passés sous silence. D'autres, quand on les voit de rapport avec l'accident, sont mis en avant. Des insinuations, flagrantement fausses, sont insérées dans l'article. (...) L'interdiction des faits est manifestement destinée à mettre en cause l'administration et la société Rhône-Poulenc, alors que la situation de l'établissement est, en fait, en parfaite conformité avec la réglementation en vigueur. La direction de Rhône-Poulenc, conduit le communiqué, s'est empêché de donner une information fidèle et complète ; ce qui lui interdit de répondre publiquement sur le fond ».

Enfin, M. Charles Heru, ministre de la Défense et maire (P.S.) de Villeurbanne, s'est élevé contre la citation abusive, selon lui, du nom de sa ville dans le titre de l'article insinuant. Le texte ne mentionne d'ailleurs pas l'accident survenu en 1981 dans une usine (la Société lyonnaise de rognerie) implantée à Villeurbanne et qui avait provoqué la mort d'une personne. « Il s'agit là d'un amalgame que je ne puis admettre et qui jette le discrédit sur l'ensemble des industries chimiques de la région », a déclaré le maire dans une lettre adressée au comité des établissements Rhône-Poulenc.

CLAUDE RÉGENT.

Bretagne

« Le sauvetage de la compagnie maritime bretonne BAI. — Le conseil général d'Ille-et-Vilaine a voté le 14 janvier une participation du département de 7,5 millions de francs au capital de la société d'investissement d'investissement, qui sera constituée dans le cadre du plan de sauvetage de la compagnie maritime bretonne BAI (Bretagne-Angleterre-Irlande). — (Corresp.)

Ile-de-France

LA LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Les barrages sont-ils bien utilisés ?

An cours de sa séance du mardi 19 janvier, et après avoir révisé la loi sur les inondations, le conseil régional d'Ile-de-France a décidé le principe d'une aide de 1 million de francs aux communes victimes des inondations. Cette somme viendra s'ajouter aux crédits que la région consacre déjà à la lutte contre les crues : 28,8 millions de francs en 1982 (dont 18 millions pour la construction du barrage Aubert) et 28,8 millions pour les grands ouvrages pluviaux.

Pourtant, la bonne gestion de ces équipements, et particulièrement des barrages-réservoirs, a été mise en cause. M. Girard a fait remarquer que l'on ne tirait pas à tout le profit de ceux-ci parce que l'on préservait certains intérêts pendant l'été. L'accusation reprise par M. Pierre Bas, député C.F.D.T. de Paris, qui a demandé s'il était vrai que les barrages-réservoirs étaient remplis à 50 % de leur capacité au 31 août dernier. « Les contribuables régionaux », a-t-il ajouté, « n'ont pas consenti de lourds sacrifices pour permettre l'installation de quinquettes aux bords des lacs artificiels et factices ».

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

« Les hôteliers réprochent le Buhl. — Les hôteliers napolitains, qui ont enregistré de très mauvais résultats en 1981, demandent que le casino Buhl soit « rouvert très rapidement ».

M. Gilbert Stalder, président du Syndicat autonome des hôteliers de Nice, a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Nous savons que plusieurs candidats s'intéressent à ce casino, mais nous demandons que, désormais, des représentants de la chambre de commerce de Nice, de l'Union patronale et du syndicat des hôteliers siègent au conseil d'administration afin de contrôler la gestion de la nouvelle équipe. Nous ne voulons plus être l'enjeu des conflits, politiques ou autres ».

D'autre part, l'inter-syndicat C.F.D.T. P.O. et autonome des employés du casino Buhl de Nice, qui occupent les locaux depuis la fermeture des jeux le 4 janvier dernier, a annoncé lundi 18 janvier qu'elle constituait un dossier de coopération pour reprendre la gestion de l'établissement. L'étude du projet de loi sur la loi de la Société de coopération Provence-Côte-d'Azur, dont un délégué a analysé la situation financière dans le cadre du plan de sauvetage de la Société, qui a déposé son bilan le 9 janvier.

FAITS ET PROJETS

L'architecture « royale » de Boffill contestée dans le quatorzième

A la mairie du quatorzième arrondissement, le samedi 16 janvier, on pouvait voir deux maquettes du projet d'immeubles néo-classiques dessinés par le Taller de Ricardo Boffill pour le quartier Guilleminot : l'une était comestible et elle fut décomposée en tranches et consommée sur place par les militants des associations du quartier qui entendaient exprimer, par ce « sacrifice », leur hostilité à la « pâtisserie » (indigeste ?) qu'on leur proposait, au mépris de la « concertation » qu'ils réclamaient. M. Roger Rouquette, député socialiste du quatorzième arrondissement, suppléant de Mme Edwige Avice, était présent.

Le projet Boffill (273 logements locatifs, des commerces et cinq ateliers d'artistes) est constitué de deux grandes places intérieures, dont une elliptique, bordée de façades classiques (le Monde des 14 avril et 3 décembre 1981). Située face au pont des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon, il doit assurer une transition entre l'ensemble Maine-Montparnasse et le quartier Guilleminot, dont la rénovation brutale a été abandonnée.

DES CENTIMÈTRES HORS DE PRIX

Chacun ses records.

Les industries du sud-est asiatique produisent le centimètre de plus le moins cher du monde. En France, on produit probablement le centimètre cube d'eau le plus cher du monde.

Que l'on, en effet, dans les documents très officiels du ministère de l'environnement ? La construction du barrage Aubert en amont du bassin de la Seine — qui pourrait être achevée en 1987, servirait, pour moitié, à « border les crues en région parisienne et devrait peut-être permettre un gain de 30 centimètres de la hauteur de crue à Paris ». Comme le coût de l'ouvrage est évalué aujourd'hui à 1,5 milliard de francs, la division donne : 1,2 milliard divisé par 30 = 40 millions de francs du centimètre.

Des centimètres pas en or, en d'ailleurs... — F. Gr.

donnée au profit d'une reconstruction partielle plus proche du style populaire ancien de l'endroit.

Les associations contestent le parti monumental choisi, l'échelle des opérations (27 mètres de haut, une façade de 170 mètres), une architecture « royale » et de « style néo-classique », le projet intitulé « Les échelles du baroque » par le Taller. « Tourne le dos au quartier ». Ces arguments seront développés par la représentation des associations à la commission des sites qui examinera le dossier le mercredi 30 janvier.

Au-delà de ce chantier spectaculaire, confié à Ricardo Boffill par le maire de Paris après qu'il eut chassé des Elites, les associations réclament l'instauration d'une « concertation permanente » et demandent des informations sur les quelques six cents logements qui doivent être construits dans le quatorzième et dont elles n'ont pu voir que des maquettes sans commentaire, lors de l'exposition du Grand Palais (le Monde du 7 novembre).

LE P.S. ET LES SQUATTERS DU QUATORZIÈME

Mis en cause par M. Bernard Billaud, directeur du cabinet du maire de Paris, à propos de l'histoire de la rue Raymond-Lemaire (quatorzième arrondissement), où des squatters se sont installés dans certains immeubles (le Monde du 11 janvier), M. Georges Sarre vient de répondre, par lettre, à M. Chirac. Le président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville écrit notamment : « Je tiens à vous confirmer de la manière la plus nette, que la Ville de Paris est largement responsable de la dégradation de la situation. (...) Il rappelle que le projet d'aménagement du quartier est en cours depuis 1973, que depuis cette date la SEMIRAP — société contrôlée par la Ville de Paris — a été désignée pour la réalisation de cette opération. M. Sarre poursuit : « J'ai dû rappeler que pendant sept ans, et malgré bien des péripéties, aucune décision n'a été prise quant à la destination des immeubles de la rue Raymond-Lemaire. (...) Par contre, pendant toute cette période, la Ville a laissé se développer les terrains vagues, laissé les immeubles appartenant à des propriétaires privés, laisser occuper par des squatters ».

M. Sarre conclut : « Je souhaite que la Ville agisse maintenant rapidement, après avoir assuré l'achèvement et d'entretien, pour assurer les logements nécessaires, mettre en œuvre les réhabilitations souhaitables des immeubles anciens ».

CARNET

Décès

Mme Edouard BREVET, née Jacqueline Huez, 81 ans, décédée le 14 janvier 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année, en son domicile à Lorient.

4, Clermont Gate Goh, 117, 65, 1.

Mme Marcel Paul Francis, son épouse, Françoise, sa fille, Mme Jean François Francis, sa mère, Mme Lucie Ramond, sa sœur, M. et Mme Jean Francis et leurs enfants, M. et Mme Xavier Francis, M. et Mme Antoine Francis et leurs enfants, M. et Mme Roland Francis et leurs enfants, ses frères, Les familles Santoni, Barro, ses parents et amis, ont le deuil de faire part du décès de

Marcel Paul FRANCIS, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945, médaille des combattants volontaires, vice-président du conseil général de la Corse du Sud, maire de Giacomini.

Agé de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Giacomini (Corse), le jeudi 21 janvier 1982, à 18 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

M. Huez et sa sœur, Ont avisé leur lieu de faire-part.

M. et Mme Georges Huetz, leurs enfants et petits-enfants, Mlle Juliette Huetz, Mme Paul Huetz et ses enfants, Les docteurs Jean et Annie Mathieu et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Léon JEGA.

L'on se réunira au columbarium du Père-Lachaise à Paris, le jeudi 21 janvier 1982, à 18 h. 30.

M. et Mme Georges Huetz, leurs enfants et petits-enfants, Mlle Juliette Huetz, Mme Paul Huetz et ses enfants, Les docteurs Jean et Annie Mathieu et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Léon JEGA.

L'on se réunira au columbarium du Père-Lachaise à Paris, le jeudi 21 janvier 1982, à 18 h. 30.

M. et Mme Georges Huetz, leurs enfants et petits-enfants, Mlle Juliette Huetz, Mme Paul Huetz et ses enfants, Les docteurs Jean et Annie Mathieu et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

Léon JEGA.

L'on se réunira au columbarium du Père-Lachaise à Paris, le jeudi 21 janvier 1982, à 18 h. 30.

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

M. et Mme Jacques Marie et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de

ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

	1ère/2ème	1ère/2ème TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

annonce parlée*

Technologies du futur

Pour concevoir et réaliser des systèmes avancés d'exploration

Jeunes ingénieurs

Électroniciens - Mécaniciens - Informaticiens

Nous recherchons de jeunes ingénieurs diplômés d'une Grande École, débutants à 5 ans d'expérience, pour participer au développement d'applications sophistiquées faisant appel à l'électronique, la mécanique et à l'informatique. Ils seront orientés vers un poste adapté à leur tempérament, à leurs goûts et à leurs aptitudes. Études technologiques, nucléaires, lancement de projets, tests automatisés, audits de fiabilité, etc.

mondialement une position de leader son développement accéléré nous conduit à renforcer en France notre potentiel d'ingénieurs dont les caractéristiques essentielles sont l'autonomie, l'initiative et le sens de l'équipe.

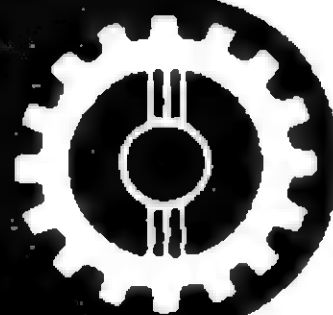
Un message réalisé à votre intention vous donnera des précisions sur notre société et les différents postes à pourvoir. REF 1181.

Téléphonez SVP Information Carrière 763.11.15.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris

LE GROUPE
AGIC
FRANCE



Un des leaders de la distribution automobile V.L. et P.L. ainsi que du matériel industriel, recherche

DIRECTEUR DES VENTES REGION ILE-DE-FRANCE

Ce poste conviendrait à un diplômé Ecole de Commerce ou équivalent, rompu à l'animation d'équipes de vendeurs.

Il est nécessaire qu'il possède bien les techniques modernes efficaces pour augmenter la rentabilité et le C.A.; son premier rôle sera, en effet, de les appliquer, en particulier dans la stimulation de la force de vente (50 attachés commerciaux), dans l'ouverture de nouveaux marchés, dans le suivi personnel de certains contrats.

Son second rôle sera de participer à l'élaboration de la politique et de la stratégie commerciale et de concevoir, de proposer et de mettre en œuvre des plans de vente performants.

Le poste est basé à CRETEIL. Un candidat de valeur pourra compter sur une rémunération stimulante.

Si vous estimez que votre profil correspond au collaborateur que nous recherchons, adressez votre C.V., photo et prétentions à :

Groupe AGIC FRANCE - Direction du Personnel
Z.I. Les Petites Haies - 94015 CRETEIL

Importante société d'Expertise Comptable recherche pour Paris-Normandie et Clermont-Ferrand COMMISSAIRES AUX COMPTES Incumbent

Situation d'avenir

8, rue de la République, 75009 Paris.

Maison de retraite spécialisée

Secrétaire sociale

ou secrétaire adjoint, le social.

Entre sous le n° 312.242 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INFORMATIS

Pour d'importants projets

Télécom - Soft Base - CAO

Robotique - Processus Industriels

RECHERCHE 18 INGENIEURS

INGENIEURS SYSTEMES

4 - Télécom (PROT X25 - HDLC - SSC...)

INGENIEURS SYSTEMES

Expérience logiciel téléphone

INGENIEURS SYSTEMES

5 ans expérience CI HS 86

INGENIEURS SYSTEMES

IBM - OS/DOS - VSE - VMS

INGENIEURS SYSTEMES

Logiciel contrôle process.

SOLAR - MITRA - POP 11

INGENIEURS CAO

3 ans de logiciel CFAO.

Déplacements fréquents USA.

Salaire très motivant.

Écrire Direction technique

28, r. Daubenton, Paris 75008.

Téléphone : 337-89-22.

IMPORTANT

LABORATOIRE PHARMAC.

DE REPUTATION MONDIALE

recherche pour le

DIVISION « DIAGNOSTIC »

2. TECHNIQUE-COMMERCIAUX

1) Secteur Ouest France

2) Secteur Paris Ouest

Avant une formation ST-BTS.

Analyses biologiques ou équi.

et spécialisés dans la vente de

produits ou mat. de laboratoire.

pour assurer la promotion tech-

nique auprès de ses clients.

Stage de formation assuré.

véhicule fourni.

Adresser C.V. détaillé aux :

Laboratoire VELLOUX S.A.

Direction du Personnel,

189, rue Nationale,

75640 PARIS CEDEX 13.

GESTION 2000

POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ

INGENIEUR

Calcul béton armé

et charpente métallique

pour assurer

coordination chantier.

Références exigées.

Téléphone : 246-42-01.

Important société

de meublage

recherche pour son département

INFORMATIQUE

Nord de Paris

JEUNES DIPLOMÉS

EN INFORMATIQUE

Enseignement supérieur.

Expérience souhaitée mais non

indispensable.

Ayant le goût du travail en

équipe

et le sens de la communication.

La rémunération,

fixée en fonction de l'expérience,

est comprise entre 75.000 F par an.

Envoyer C.V., pré. n° 21.976.

CONTEXTE Publicité.

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

C.S.E.E.

9-13, rue Traversière,

94535 RUNGIS

recrute

COMPTABLE

ANALYTIQUE

HOMME - 1^{er} ECHELON

pour comptabilité et gestion.

- 26/30 ans.

- 2 à 3 années d'expérience.

Tél. : pour R.V., 887-36-33,

demander M. KOLABKOFF.

B.E. RECHERCHE

Site Manager

Résidence Américaine du Sud

Forêt, Imprimerie Electronique.

C.V. à ESSAIF.

129, rue de la République,

75008 Paris. Tél. 288-24-88.

Agence Immobilière B.

recherche Négociateur H. ou F.

seront et rapports, et décrire

travaux. Tél. : 522-26-10.

CEESI

Organisme interministériel

recherche

ADJOINT (E)

DIRECTEUR

PROGRAMME

Service public et information

téléphonique de l'admission.

Lieu Paris.

Informations, Séminaires

congressuels, documentaires.

Anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V.,

Secrétaire Général CEESI,

21 à 39, square St-Charles,

75008 Paris cedex 12.

CENTRE

INTERNATIONAL DE TRAITEMENT

INFORMATIQUE

Propose emplois à

ANALYSTES temps réel

(logique MICRAL souhaitée).

FORMATEURS LANGAGE.

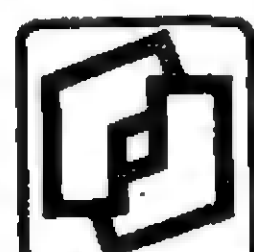
INGENIEURS LOGICIEL.

ELECTRONICIENS MICRO.

208-34-63 - 241-62-52

118, r. de Crémie, 75019 Paris.

emploi régionaux



elf aquitaine

RECHERCHE POUR LA DIRECTION DES EXPLOITATIONS DE LACQ (64)

INGENIEUR D'ENTRETIEN

PROFIL :
Ingénieur A. et M., ECL, IDN...
Formation complémentaire éventuelle ENSPM raffinage.
Débutant ou quelques années d'expérience.
Goût pour le commandement et le travail en équipe.

MISSION :
Après quelques mois d'études ou d'organisation sur des matériels de raffinage, l'intéressé prendra en charge un secteur d'entretien fonctionnel ou opérationnel de mécanique générale ou de machines tournantes.

Affectation initiale : Sud-Ouest, aptitude à l'expatriation.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 20924 à SNEAP - DC Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS MULTINATIONAL recherche (PROVINCE proche ILE DE FRANCE)

DIRECTEUR DIVISION MEDICALE

Il s'agit de créer et de développer une division médicale destinée essentiellement à la valorisation de la recherche. Cette structure interviendra en appui fonctionnel auprès de R et D. et de la promotion médicale France et étranger. L'homme recherché est médecin, 35 ans au moins, bon niveau scientifique, expérience confirmée études cliniques, capacités vérifiables d'animation d'une équipe. Anglais et allemand ou espagnol. Préférence sera donnée à candidat ayant exercé des activités à un niveau international.

Adresser CV + photo + rémunération actuelle à
SODECI 140, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS.

Village familial de VACANCES Cherbourg-Merlimont

recherche

personnel dynamique et compétent.

Esprit d'équipe nécessaire

pour postes à pourvoir en

avril 1982 :

• ECONOMISTE

• CHIEF DE CUISINE

• ANIMATEUR RESPONSABLE

• SECRETAIRE COMPTABLE

• RESPONSABLE DE SALLE

• RESPONSABLE DE BAR

Envoyer C.V. détaillé, photo et

prétentions s/n° 7623.

le Monde Pub.

service Annonces Classées

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Sit d'Expertise Comptable

recherche pour son bureau

de SENS

COLLABORATEUR qualité

Expérience cabinet souhaitée.

Position cadre. Avantages so-

ciaux. Ecrire avec C.V. à PUBLI-

CITE MODERNE, n° 7272.

B.P. 376, 51003 REIMS.

Société de SENS recherche

CHIEF COMPTABLE

Ce poste conviendrait à un

dynamique possédant une sé-

rieuse expérience pratique. Non-

breux avantages sociaux. Ecrire

avec prétentions à PUBLI-

CITE MODERNE, n° 7272.

B.P. 376, 51003 REIMS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

PRODUITS CHIMIQUES

recherche

DIRECTEUR

FABRICATION

formation ingénieur chimiste ou

électro-mécanicien. Expérience

minimum 10 ans. Production

chimique ou électrique. Age mi-

nimum 35 ans. Lieu province.

Rémunération selon expérience.

Env. C.V. + photo s/n° 2.078

à SWEET'S, B.P. 269,

75424 Paris

Cedex 09 qui transmettra.

STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

SOISSONS (Aisne)

recrute

expert compt. ou intérimaire

pour diriger son équipe de direc-

tion. Maîtrise révision, commis-

sariat et conseil haut niveau.

Possibilité association.

Ecr. s/n° 7.700 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANT SOCIÉTÉ COMMERCIALE recrute

CADRE ADMINISTRATIF RESPONSABLE FORMATION - RECRUTEMENT

Expérience indispensable dans ce domaine.

Adresser C.V. détaillant les responsabilités assumées à :
Monsieur Y. RENARD
4, Passage de Chelles, 93220 GAGNY - qui transmettra



Iamson saunier duval
LEADER MONDIAL
DANS LE DOMAINE
DE LA MANUTENTION

renforce son équipe automatisée par des :

SPECIALISTES MICROPROCESSEURS (HARD et SOFT)

minimum 2 à 3 ans d'expérience pour responsabilités techniques et encadrement de projets en matière de :
- robots de manutention,
- robots de stockage et de palettisation.

- Anglais apprécié.

Adresser C.V.

TEUR DES VENTES
IN ÎLE-DE-FRANCE

GENIEUR
PUITS

GENIEUR
PUITS

GENIEUR
PUITS

GENIEUR
PUITS

GENIEUR
PUITS

GENIEUR
PUITS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

ADJOINT DU CONTRÔLEUR
DES CREDITS

110 000 F

Nous sommes la filiale en pleine expansion d'un groupe international fabriquant une des principales gammes mondiales de HI-FI, TV et VIDEO. Nous recherchons un praticien de la comptabilité-clients, capable :

- d'élaborer une politique de recouvrement des créances dans le but d'améliorer la relation de la clientèle,
- de mettre en place les procédures administratives nécessaires,
- d'assurer un suivi rigoureux des problèmes concernant les litiges, le précontentieux.

Tout ceci en étroite collaboration avec le service commercial et en utilisant les moyens informatiques mis à sa disposition. Sous l'autorité du contrôleur des crédits, il supervisera une équipe de cinq personnes.

Une expérience de quelques années dans un poste similaire ainsi que de bonnes aptitudes administratives et comptables sont requises pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 181 à Rudolph von Raesfeld, TEG, 18 Square Henri Bergson 75008 Paris. Discretion assurée.

The Executive Group

division SYSTEMA

Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés recrutés

Cie GULF AIR recherche pour son service

VENTE PASSAGE

UN INSPECTEUR DES VENTES

CONDITIONS :

Nationalité française. Age : 30 ans environ. Expérience de service clientèle en anglais, français et langue anglaise exigées.

Envoyer d'urgence curriculum vitae en français, avec photo, au :

9, boulevard de la Madeleine, 75001 PARIS.

secrétaires

URGENT : secrétaire comptable 1^{er} échel., dispon. immédiate. Lieu de trav. Paris. C.V. à :

pr. à ARCOSEC 4, r. de Trévise, 75008 PARIS.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLES rouennais

COLLABORATEUR

Expér. cabinet indépendant.

SECRÉTAIRE

STENOGRAPHE

Dynamisme et expérience.

Libre rapidement.

Adresser C.V. et photo à :

ARES CONSULTANTS

12, rue Montmartre, PARIS-2^e. Tél. 742-85-25.

DEMANDES D'EMPLOIS

Diplômée psychologue et linguistique 36 a. ch. place

centrale enfants ou similaires.

Escr. s/n° 6.234 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

PLASTICIEN diplômé maint.

cherche poste enseignement

sur place 1^{er} rue MONSIEUR

Escr. s/n° 6.236 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

CADRE 44 ANS. Format. exp.

compt., fin. gest. contr. adm.

mat., org. contr. fin. Mésange.

inform. 10^e ch. poste

DIRECTEUR FINANCIER

Escr. s/n° 6.230 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Jeune secrétaire soc. nationaliste

allemande, recherche emploi

pour jan et fév, éventuellement

complète l'équipe. Ecr. s/n°

6.234 le Monde Pub. service

ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

VRAI ADJOINT

POUR GRAND P.D.G.

36 ans, apportant :

- Une formation supérieure

- Une expérience de directeur

- Une connaissance pluridisciplinaire

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

- Une expérience de gestion

L'immobilier

immobilier information

Si vous cherchez à acheter un appartement ou un pavillon neuf dans la région parisienne, à faire un placement dans la pierre

Commencez par appeler
INFORMATION-LOGEMENT
585.25.25

Un service gratuit est à votre disposition pour rechercher avec vous la bonne solution. 15 ans d'expérience pour mieux vous conseiller

INFORMATION-LOGEMENT
Service Interprofessionnel et Interbancaire
49, avenue Kléber, 75116 Paris

appartements ventes

2^e arrdt

OPÉRA

Dans imm. réhabilité à neuf par

architecte officiel

STUDIO 2 et 3 p. en état ou

à rénover. 2 p. à 350.000 F.

Sur place 1^{er} rue MONSIEUR

Escr. s/n° 6.236 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

3^e arrdt

MARAISE-REPUBLICAINE

SACRIFIÉ 245.000 F.

LIVING + CHAMBRE

REFAIT NEUF. POUTRES

CARACTÈRE. 225-76-42

RUE DE POTTOU

Site unique, living, 3 chambres,

2 bains, étage élevé, beaux

Planch. S.D. 78 : 272-40-18.

4^e arrdt

FACE ÎLE-ST-LOUIS

Site exceptionnel

Dans programme luxueux,

deuxième appartement de standing

entièrement rénové dans immeuble

en cours de réhabilitation.

PROPOSITIONS DE QUALITÉ.

Téléphone : 522-95-20.

VUE SUR PARIS

3 p. cul-de-sac, 65 m².

park. possib. gd stand. 78.

Très réduite, 790.000 F.

Bracelet 576-73-54.

16^e arrdt

MIRABEAU, beau 2/3 p.

2 confort, imm. rénové, 7^e de

622.000 F. NOTAIRE,

501-54-30, le matin.

XVI^e TROCADERO

DANS MAGNIFIQUE IMM. P.

DE TAILLE, VUE IMPRÉCABLE

5 PIÈCES, 190 m²

(Nécess. 54 m² + 2 ch + un

sauv. en DUPLEX indépendant

A. RENOIR. PROPOSITION

LIBÉRALE AUTORISÉE

+ ch. de service avec escalier.

PRIX 1.675.000 F

Me voir mercredi, jeudi 14-18 h.

88, RUE DE LUXEMBOURG

TROCADERO - Très bel apprt

110 m². Clair, calme, TEL.

après 11 h. 554-05-83.

ODÉON

Dans très bel immeub. d'angle

en cours de réhabilitation.

GRAND STANDING DU STUDIO,

AU 3^e ÉTAGE, 522-95-20.

R. DE SEINE. Charmant apprt

avec atelier autour d'un p. de

Serge KATYER. 329-80-60.

7^e arrdt

UNIVERSITÉ

Luxueux 6 p. de caractère,

gde récep., 200 m², gd confort

ROGEVIM. 283-36-82

Vue INVALENCE, 6^e arr.

Atelier + 2 ch., 130 m², bel.

MARINES. 322-85-80.

AVENUE DE Saxe

Imm. bon standg. 5 p., 145 m²

+ ch. de sav., au rez-ch.,

1.000.000 F.

Exclusivité L.G.M. 285-55-44.

CHAMP-DE-MARS

Exceptionnel, sur jardin particu-

lier, luxueux 6 pièces, plein sol,

lib. lib. 260-34-47.

SEVRES-BASYLONE près M^e

RAVASSANT 2 P.

Ch. bel immeuble, Pierre de T.

350.000 F. VERNEZ. 528-01-50.

8^e arrdt

ALMA 47m²

SUPERBE STUDIO

mm. standing. 567-22-88.

EUROPE

90 m² + 400.000 F.

Bel imm. p. de T. triple escalier,

occupé loi 48. Tél. 503-12-13.

RUE LABORDE

2 pièces sur rue avec grande

vue. 33 m² environ + grenier.

Patis travaux à prévoir, 4^e et

5^e arr. ascenseur. 280.000 F.

Ch. DESLANDES. 293-04-78.

10^e arrdt

Proxm. GARE DU NORD, 2 et

3 p., 11 ch. (libre et occupé).

Imm. rénové, asc., la pierre,

324-32-16 ou 706-95-49.

11^e arrdt

OVERKAMP, 60, rue Fole-

adour, 1^{er} étage, 2 p., 10 p.,

appartement 2 pièces,

140.000 F. + 1 pièce, balcon,

2^e étage, plein sol, 95.000 F.

A. diestre. Tél. : 557-70-08.

VENTE PAR NOTAIRE, SAE-

TILLE, imm. ancien, app. de ca-

raître, pour appartement, 2 s.

de bain, 2^e étage, 100 m².

Ca jour de 14 h à 18 h :

2, rue des Tullandiers.

Proxm. RÉPUBLIQUE

(plan 504) 2 et 3 p. en état ou

à rénover. Imm. rénové, asc. inter-

phone. 5^e place vendred. (14-17 h).

Garage 110 à 115 m².

18, boulevard Voltaire.

14^e arrdt

MAINE MONTPARNAISE

Proxm. vend. dans immeuble

entièrement rénové. STUDIO,

jardin, prix : 395.000 F.

2 p. à 450.000 F.

FRONTONS PERSONNALISÉS

522-95-20/288-94-74.

15^e arrdt

CROIX NOYER

Propriétaire vend plusieurs 2 p.

entièrement rénovés dans immeu-

ble en cours de réhabilitation.

PROPOSITIONS DE QUALITÉ.

Téléphone : 522-95-20.

VUE SUR PARIS

3 p. cul-de-sac, 65 m².

park. possib. gd stand. 78.

Très réduite, 790.000 F.

Bracelet 576-73-54.

16^e arrdt

MIRABEAU, beau 2/3 p.

2 confort, imm. rénové, 7^e de

622.000 F. NOTAIRE,

501-54-30, le matin.

XVI^e TROCADERO

DANS MAGNIFIQUE IMM. P.

DE TAILLE, VUE IMPRÉCABLE

5 PIÈCES, 190 m²

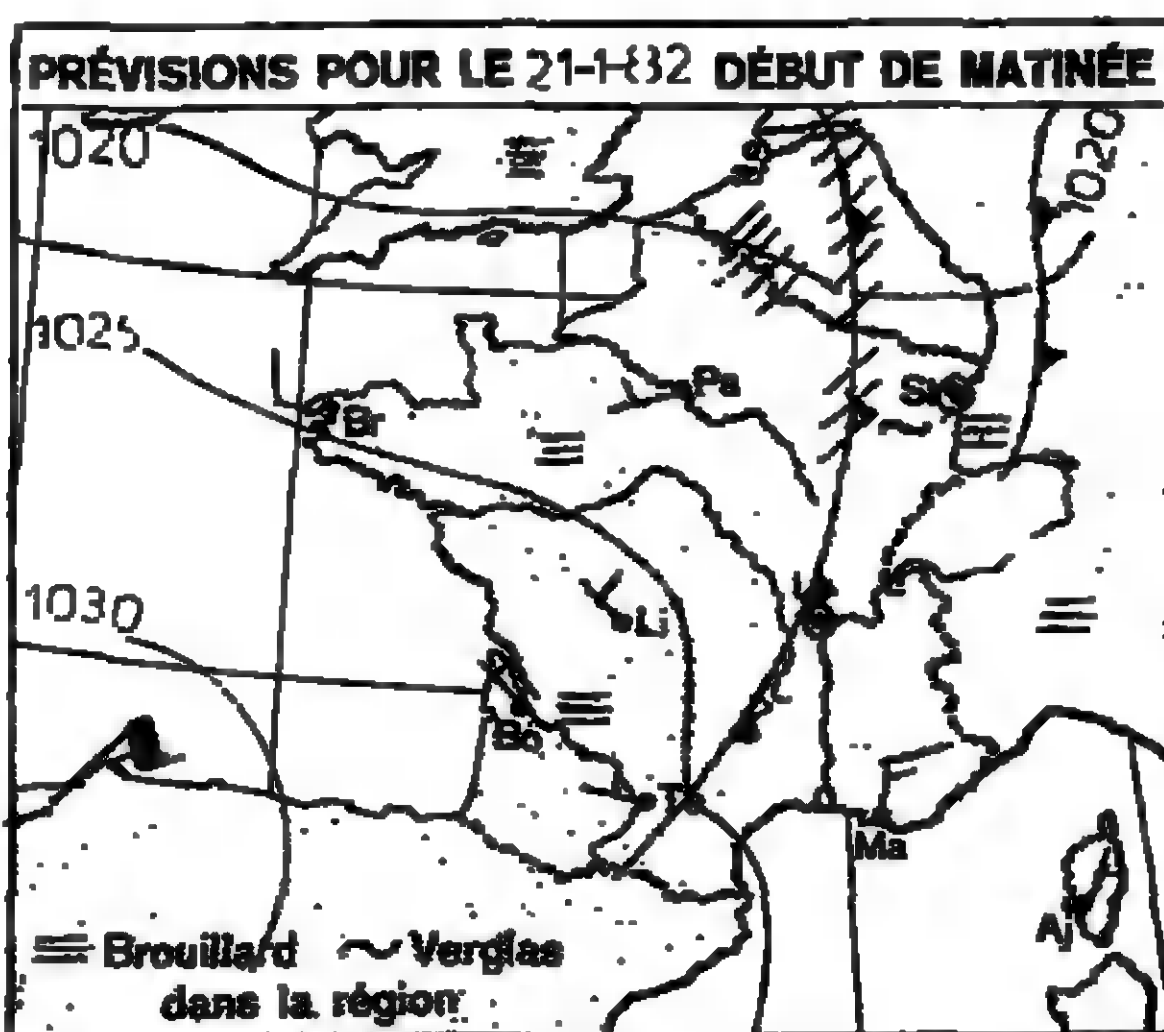
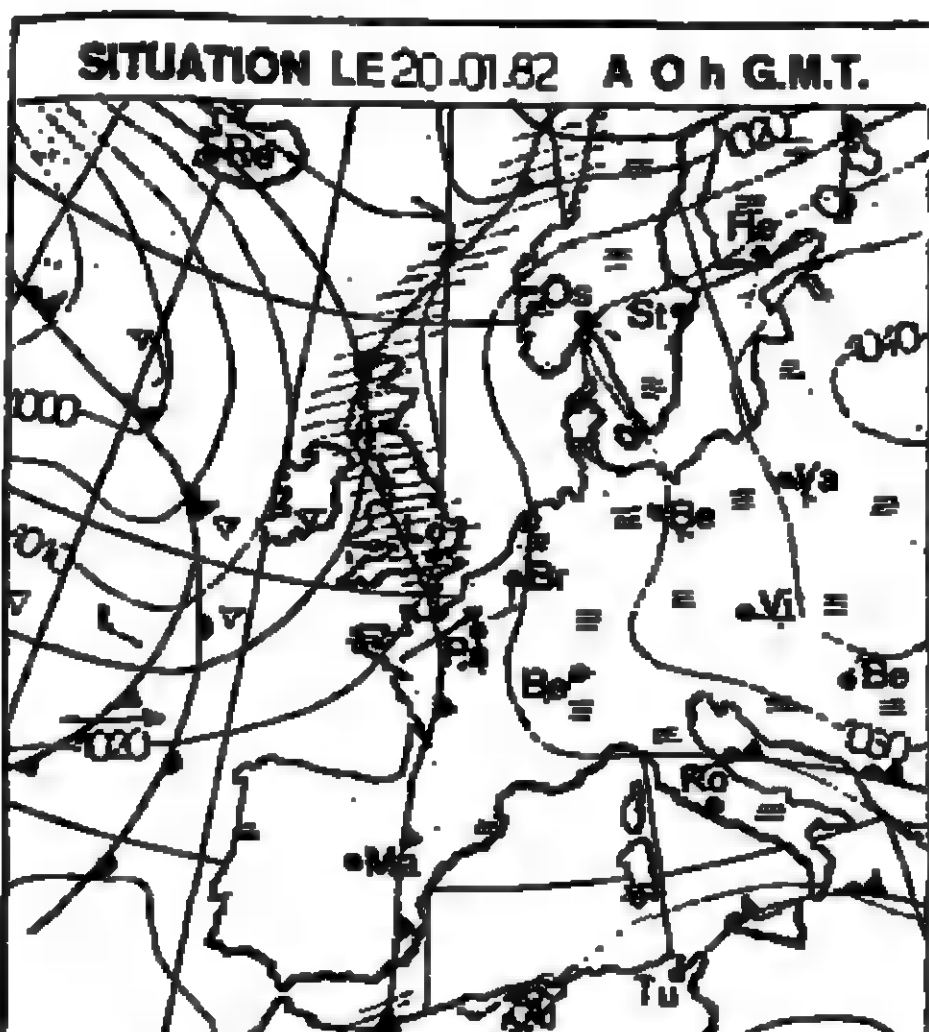
(Nécess. 54 m² + 2 ch + un

sauv. en DUPLEX indépendant

A. RENOIR.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 20 janvier à 0 h et le jeudi 21 janvier à 24 heures :

Affaiblissement des hautes pressions continentales avec passages successifs de faibles perturbations atlantiques sur notre pays. Mais renforcement en direction de la France de l'anticyclone des Açores.

Jeudi, persistance du temps doux, passagèrement nuageux, avec de nombreux brouillards dans les vallées. Atténuation des gelées de la Lorraine à l'Alsace et au Jura.

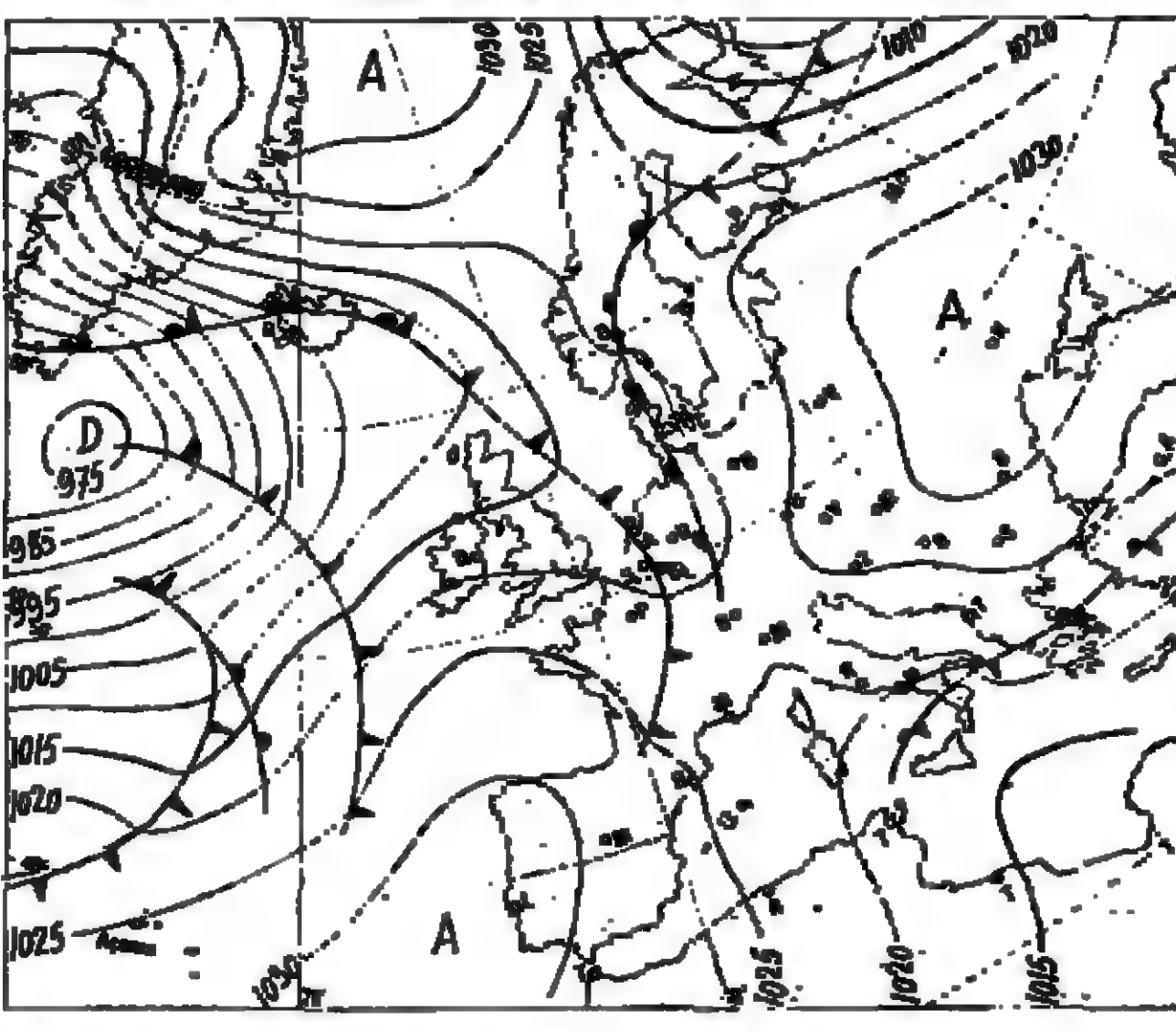
Le matin, de faibles pluies seront observées au nord de la Seine. Ces précipitations atteindront en cours d'après-midi et en soirée des régions de l'est, où elles seront verglaçantes.

En milieu de journée, des éclaircies se développeront sur la moitié ouest de la France, ainsi que sur le pourtour méditerranéen. Les vents resteront faibles, mais s'orienteront à l'ouest près de la Manche.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 20 janvier 1982 à 6 heures, de 1023 millibars soit 767,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20 janvier) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 13 et 8 ; Bourges, 13 et 5 ; Brest, 11 et 8 ; Caen, 12 et 7 ;

PRÉVISIONS POUR LE 21 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 14 et 4 ; Dijon, 8 et -1 ; Grenoble, 12 et 2 ; Lille, 5 et 2 ; Lyon, 13 et 0 ; Marseille, 15 et 5 ; Nancy, -1 et -7 ; Nantes, 11 et 8 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 3 ; Paris, 16 et 7 ; Perpignan, 13 et 5 ; Rennes, 11 et 8 ; Strasbourg, -3 et -5 ; Tours, 14 et 9 ; Toulouse, 14 et 8 ; Poitiers-Puy, 27 et 23. Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 11 degrés ; Amsterdam, 4 et 1 ; Athènes, 12 et 8 ; Berlin, -1 et -7 ; Bonn, 4 et -3 ; Bruxelles, 7 et 3 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 JANVIER

• Rénau au séminaire d'Issy-les-Moulineaux, 15 h, 33, rue du Général-Leclerc, à Issy-les-Moulineaux, M. Chapuis.

• Le siège du P.C., 15 h, métro Colonne-Fabien.

• L'École des beaux-arts, 15 h, 13, quai Malaquais, M. Verneuil (Caisse nationale des monuments historiques).

• Vie quotidienne en Egypte, 15 h, musée du Louvre, porte Champlain (Approche de l'art).

• Jours traditionnels au Japon, 15 h, 107, rue de Rivoli (L'art pour tous).

• Les Impressionnistes au Jeu de paume, 15 h, devant l'entrée du musée (Carnegie d'Art et d'histoire).

• La cathédrale russe, 15 h, 12, rue Daru (P.-Y. Jastot).

• Les chefs-d'œuvre du musée, 10 h, musée du Louvre.

• 15 h, 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).

• L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie (Régénération du passé).

• L'île de la Cité, 14 h 30, Pont-Neuf, statue de Henri IV, (E. Roman).

• 15 h, 2, place du Palais-Royal, M. R. Vassallo : « Le restaurateur de tableaux face à l'œuvre ».

• 15 h, 62, rue Madame : « Les châteaux ombragés du désert » (Arcus).

• 18 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée : « Photo et création littéraire : une autre façon de raconter ».

• 15 h et 18 h 30 : Palais de Chaillot, salle du Musée des monuments français, Mme O. Bouchet : « Les plaines de la ville. Théâtre et cirque ».

• 18 h 20, 9 bis, avenue d'Iéna : « L'Égypte millénaire et le Nil légendaire » (Découverte du monde) (projection).

• 19 h, 5, rue Las-Cases, Mme C. Bastin : « Quelques aspects du narcissisme » (Société française de graphologie).

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

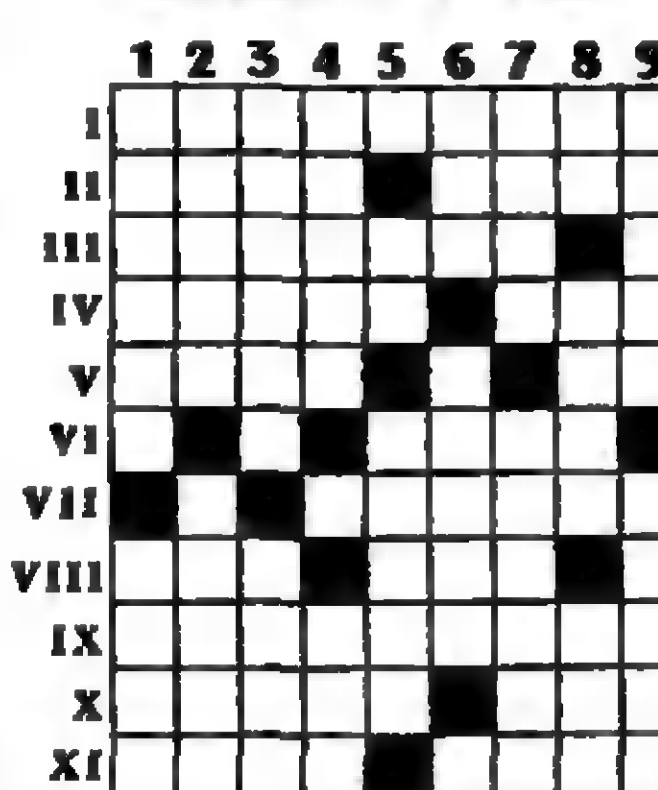
• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

• 20 h 30, 5, rue Laffitte, Mme L. Winckler : « L'hémisphère et l'archéologie » (Nouvelles Archéologies).

• 20 h 30, Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. S. Trigano : « La question culturelle juive ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3108



HORIZONTALEMENT

1. Son ouverture survient toujours après une mise en boîte. — II. Façon de distraire. Scruts d'une manière un peu trop scabreuse. — III. Peut être humilié ou distinction pour celui qui la reçoit. — IV. Permet pratiquement de monter des caillots en bottes et sur leur tige. Sort de son château par des voies souterraines. — V. Une seule ne suffit pas pour assurer la direction. Pli qui s'efface difficilement. — VI. Allure cavalière. — VII. Suppose plus de brasse que de flamme quand on parle de son mariage. — VIII. Non révélu ou met en état de ne rien révéler. Janvier à Naples et Juin à Bône. — IX. Revenus dans leur État d'origine. — X. Pensée fleurissant dans les jardins de la sagesse. Révélé avec les confidences de Marius. — XI. Un

• La Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
• Place des Vosges, 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30 et 16 h 45, 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « Hauts lieux et témoignages du judaïsme en Palestine ». 20 h 15, 11 bis, rue Keppler : « Rénovation et métamorphose » (Loge des philosophes) (entrée libre). 18 h 15, Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt : « Principales applications de l'informatique ». 20 h 30 : 61, rue Madame : « Questions à G. Duby. Regards sur la chrétienté médiévale ».

trait suffit à la rendre belle. Factionnaire à la tour du guet.

VERTICALEMENT

I. A le poil aussi long qu'un favori, mais pousse bien moins vite. Raccourci pour un transport urbain. — II. Tartine. Réactivité manifestée par des barbes de mauvais poil. — III. Personification de l'astro des nuits. Barre recommandée quand on en a une en or chez soi. — IV. Siège de style Empire. Avoué au tribunal. — V. Personnel. Peut être une femme sensée, mais jamais un homme de bon sens. — VI. Loge ou case. Travail couturier du préposé, encore faut-il qu'il prenne le pli. — VII. Avec elle, un immortal passe l'arme à gauche. Barde. — VIII. Négation. Un bouchon l'oblige à rester en carafe. L'unité germanique. — IX. Personnage affublé d'un dada rétif. Tour dont plus d'un n'est pas revenu.

Solution du problème n° 3107

Horizontalement

I. Ascension (cf. « gendarme »). — II. Foulé. Cri. — III. Feul. Laid. — IV. Epier. — V. Cil. Avril. — VI. Téléphone. — VII. Arête. Bâ. — VIII. Ténies. L.T. — IX. Ta. Unir. — X. Ocellé. Te. — XI. Nu. Elèves (cf. « tapir »).

Verticalement

I. Affection. — II. Souffrir. Ca. — III. Cueillette. — IV. Elle. Éteule. — V. Ne. Râpée. L.L. — VI. VH (Victor Hugo). Suée. — VII. Ica. Rob. — VIII. Originalité. — IX. Nid. Lettres. — X. GUY BROUTY.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

bureaux

Ventes

• 8, rue ST-HONORÉ/MATIGNON
bureaux 105 m², 11 et 12, 3^e ét.,
GAR. VAGERS 81 a. Bouquet
remis 15.000 F/mois. LIBRE.
T. 763-88-79 et 490-72-15.

Locations

• SAINT-GEROIS : 475 F
le m² annuel, total parcourent
600 m². Esc. m. 70-813 IPF.
12, rue de l'Isly, 75008 Paris.

• VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Construction de bureaux.
Démarches et tous services.
Permanence téléphonique
355-17-50.

• VOTRE SIÈGE SOCIAL
TELEX - SECRÉTARIAT
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
AGECO - 294-95-28.

• 9^e COLISEE - BUREAUX
SÈGES SOCIAUX - BUREAUX
CRÉATION SOCIÉTÉS.
A.F.C. - 359-20-20.

locaux commerciaux

Cédai bail Magasin Parfumerie,
Soins, Cadeaux, 30 000 F à
VINCENTES. Tél. 875-47-76.

fonds de commerce

• VAR à céder superette centre
ville 320 m², état neuil.
CANTIER, BP 38, 83340 La Luc.
A vendre dans la banlieue de
Tours Sevrerie affaire sans C.A.
Tabac 550 000 F, C.A. Cadeaux
200 000 F en progression.
Murs et fonds : 750 000 F.
Tél. (47) 26-54-49 (après 20 h).

boutiques

INVESTISSEMENT

MURS Restaurant, RÉPUBLIQUE
Loyer 30.000 F. Prix 300.000 F.
Propriétaire : 720-88-18.

immeubles

• TRÈS BEL IMMEUBLE pierre de
taille, 4 étages, RESTAURÉ et
MODERNISÉ.
ENTRÉE LIBRE.
Usage d'habitation.
A vendre en totalité.
Entre sous n° 3.872. PUBLI-
CITÉ GAUTRON, 29, rue Ro-
der, 75005 Paris qui transmet.

• URGENT, L'ISLE-ADAM
Particulier vend cause départ
PAVILLON 800 m²
5 pièces principales, état neuf,
tout confort, 55.500 F. PUBLI-
CITÉ GAUTRON, 29, rue Ro-
der, 75005 Paris qui transmet.

• 75 KM DE VERSAILLES
Maison ancienne avec 500 m²
de terrain clos de murs, entres,
salon, s. à manger, cuisine,
5 chambres, s. de bains, a. d'eau,
garage 3 voitures.
Prix : 890.000 F.
Tél. : 050-03-36/068-48-68.

• RECHERCHE FERMETTE
région Provence. Entre Van
Bruggen, hollandais. 79.
TJ307Y Rotterdam Holland.

villas

A vendre joli bungalow,
rive sud lac de Neuchâtel.
Vente autor. aux étrangers
R.I.C.C. 1591 VILLARZEL
(Suisse). Tél. : 037-64-20-76.

terrains

• 30^e PARIS (G. DE LYON)
2 TERRAINS à construire
1.700 m² et 850 m². Un petit
pavillon + garage + dépend.
sur belle terre arborée.
A saisir : 345.000 F.
R.V. avec propriétaire direct.
Téléphone : 045-68-40.

• A VENDRE, CENTRE DE LA
FRANCE. 32 hectares de bois
de chênes et charmes, 4 ha-
rnières récentes. Prix intéressant.
S'adresser : Société RELACOM,
32, rue Brest, 49400 Saumur,
tél. 16 (41) 39-21-46 (h. bur.),
16 (41) 52-74-95 (après 21 h.).

• VUE SUR PARIS
BUTTE-MONTMARTRE 3 p.,
70 m², imm. 11 et 12. Occupé
74 s., 175.000 + 3.500 mois.
FONCIAI 266-32-35.

• BD DELESSERT
VIAGER OCCUPÉ
bel immeuble pierre de taille,
3^e étage, 6 p., 230 m² avec
2 chambres neuves. Bouquet
850.000 F. rente mensuelle
11.250 F par une tôle 81 ans.
Société L.G.M. 266-55-44.

• 7^e INVALIDES
Viager occupé dame seule
solennelle 4 p., terrain 81
8.000 F mois + 400.000 F.
Téléphone : 705-81-91.

• ST-CLOUD - Vue panoramique.
Gd apt 4/5 p., park, imm.
rés. occ. couple 73/76 ans.
cpi 150.000 F + 4.000 F/mois.
Viagers F. CRUZ - 266-19-00.

• PLEIN CIEL - 19^e étage
M. Pélissier, 18 p., balc.,
park, 350.000 F compt +
4.500 F mens. Oct. 78 s.
Viagers F. CRUZ - 266-19-00.

• F. CRUZ - 266-19-00
8, rue La Boétie - Paris (8^e)
Prix rentes indexées garanties.
Etude gratuite descript.

• immobilité
information
Pour ACHETER ou VENDRE
Directement sans Commission
L'Ordinateur Immobilier

• maisons
individuelles
RUEIL centre, part. vd maison
habitat. 180 m² hab., dépend.,
gar. petit jardin, polyvalent
profession libérale.
Tél. 751-39-45.

propriétés

ACHAT/VENTE

• ACHETEUR VASTE
PROPRIÉTÉ DE CHASSE
Esc. Havas Paris n° 201.048.

• Part. à part. vend cause départ.
maison de caractère 17^e km
Auziers (Yonne), par voie in-
tercomm. Poss. bail. paiement
254-75-12 (jeune).
18 (82) 09-28-41
ou 16 (88) 41-00-36.

• CENTRE VAR. Grande ferme,
400 m², à restaurer dans 4 ha
bois. Très belle exposition.
Esc. L. MICHELINA
83170 Campe-le-mout.
Téléphone : (84) 65-12-35.

• Particulier vend dans Orléans
BELLE MAISON grand séjour
(90 m²), cheminée, parc arboré
avec garage.
Tél. : (38) 53-30-13.

• CAUSE DÉPART
VAUCRESSON
21, ALLÉE DE SAINT-OUCEFA
Part. vend pte récente, état
neuf, 100 m², 100 m², arboré,
TRES GD LIV. + 4 CHAMBRES,
3 sal. bois, salle pte, logt gar-
dienne 1/100 m² arboré de
jardin à l'anglaise. Garage, par-
c. bois. Vaste exploitation
mément 16-17 km 13 h. 30
à 17 h. Tél. 267-37-88.

• SAINT-SÉVERIN-L'OCÉAN
44250 Lohr-Adrienne
Micro-climat.
Belle maison : rez-de-chaussée
cuisine avec meub.-sol, situé à
800 m de la mer, avec 500 m de
jardin.
Sous-sol : garage 2 voitures,
salle 12 m x 4 m, chauffage.
Entrée aménagée.
Rez-de-chaussée : cuisine amé-
nagée, séjour/salon avec chémi-
née, 2 chambres, salle de bains,
w.c.
1^e étage : 2 chambres et grenier
sur les côtés, chauffage central
dans toute la maison.
Prix : 750.000 F.
Téléphone après 18 heures :
40-27-46-25.
Pouvant convenir à artisans
ou profession libérale.

• Préparateur auxiliaire
donne cours français, allemand.
Téléph. : 530-07-97, le soir.

• Préparation assurée
à l'épreuve de français
de maîtrise.
Tél. : 962-96-51.

• Cours d'anglais aux U.S.A.
L'Association EXPERIENCE DE
VIE INTERNATIONALE orga-
nise d'été des cours de
d'été en famille dans ses
trois centres universitaires
Vermont, Floride, Californie.
63, rue du Turbigo,
Paris. Tél. : 278-50-05.

• Professeur culture physique
Diplômé d'état donne cours
gym, tous genres, à domicile.
Tél. : 943-28-94, le soir.

• Chaque jour
dans cette rubrique
Vous trouverez peut-être
LA PROPRIÉTÉ
que vous recherchez

• PETIT MANOIR
près Forêt d'Orléans, 120 km
Paris 8, dépendances.
Parcelle 9 ha 9 p. 55
45240 LA FERTE-ST-AUBIN.
Tél. (38) 91-60-62.

L'agenda du Monde

Les tribunes de l'actualité

Animaux

• A vendre chiens « Springer-
Spaniel » : pedigree, L.O.F.,
Parents primés. Excellents
chasse pique, bons nageurs.
Tél. (32) 35-1-32.

Antiquités

• ART NÈGRE
Particulier vend masques et
statuettes en bois, 18 et 19
h à 11 h. Tél. 633-81-87.

Artisans

• S.M.R. 828-29-49
Spécialiste en rénovation
plomberie, peinture, etc.
TRAVAIL SOIGNE.

• JACKY ATTALI
Le Saint-Bernard du sainte
pierre, 100 m², arboré,
TRES GD LIV. + 4 CHAMBRES,
3 sal. bois, salle pte, logt gar-
dienne 1/100 m² arboré de
jardin à l'anglaise. Garage, par-
c. bois. Vaste exploitation
mément 16-17 km 13 h. 30
à 17 h. Tél. 267-37-88.

• DÉCO PENTURE
Papier, tapis, moquettes,
travaux de haute qualité.
Tél. : 270-15-15 permanence.
Prix défil. 359-19-17.

• NETTOYAGE EXPRESS
Moquettes, sièges, tentes.
Prix défil. 359-19-17.

• Chauffage
EXCEPTIONNEL
chauffage, bureaux de gros.
Devis et livraison.
Téléphone : 225-08-35.

• Cours
Professeur auxiliaire
donne cours français, allemand.
Téléph. : 530-07-97, le soir.

• Préparation assurée
à l'épreuve de français
de maîtrise.
Tél. : 962-96-51.

• Cours d'anglais aux U.S.A.
L'Association EXPERIENCE DE
VIE INTERNATIONALE orga-
nise d'été des cours de
d'été en famille dans ses
trois centres universitaires
Vermont, Floride, Californie.
63, rue du Turbigo,
Paris. Tél. : 278-50-05.

• Professeur culture physique
Diplômé d'état donne cours
gym, tous genres, à domicile.
Tél. : 943-28-94, le soir.

• Chaque jour
dans cette rubrique
Vous trouverez peut-être
LA PROPRIÉTÉ
que vous recherchez

• PETIT MANOIR
près Forêt d'Orléans, 120 km
Paris 8, dépendances.
Parcelle 9 ha 9 p. 55
45240 LA FERTE-ST-AUBIN.
Tél. (38) 91-60-62.

• Préparateur auxiliaire
donne cours français, allemand.
Téléph. : 530-07-97, le soir.

• Préparation assurée
à l'épreuve de français
de maîtrise.
Tél. : 962-96-51.

• Cours d'anglais aux U.S.A.
L'Association EXPERIENCE DE
VIE INTERNATIONALE orga-
nise d'été des cours de
d'été en famille dans ses
trois centres universitaires
Vermont, Floride, Californie.
63, rue du Turbigo,
Paris. Tél. : 278-50-05.

• Professeur culture physique
Diplômé d'état donne cours
gym, tous genres, à domicile.
Tél. : 943-28-94, le soir.

Bijoux

• BIJOUX ANCIENS
BIJOUX ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET,
18, r. d'Arcole, 01. 384-00-53.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT-
MAINT. 27, av. de Châte-
liau, 17^e M. Brochant.
Ouvert du lundi au vendredi.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Le ménage en silence

Depuis des lustres le dépoussiérage de la maison s'opère en promenant, d'une pièce à l'autre, un aspirateur relié à une prise de courant par un fil électrique.

Cette façon traditionnelle de faire le ménage est déjà périmée dans de nombreux foyers américains où est installé un système d'aspiration intégré. Ce nouveau mode de nettoyage domestique commence à se faire connaître en France. Particulièrement destiné aux maisons individuelles, son principe de fonctionnement est le suivant : un tube flexible, muni d'une buse d'aspiration ou de brosse, se branche sur des prises de vide disposées en divers endroits de la maison. Elles sont reliées par des tubes en plastique, intégrés aux murs, à un groupe moteur d'aspiration installé en sous-sol ou dans un cellier ou un garage attenant à la maison.

Une grande puissance d'aspiration et l'élimination du bruit du moteur sont les principaux avantages de ce système. L'installation en pose fixe du groupe moteur permet, sans se préoccuper du poids, de lui donner une importante puissance : cette forte aspiration des poussières et leur transport pneumatique permettent un nettoyage approfondi, bien supérieur à celui réalisé par un aspirateur traditionnel. La cuve placée à la base de la centrale d'aspiration est de grande capacité : on la vide tous les deux à trois mois. Le bruit lancinant de l'aspirateur, qui empêche souvent d'entendre la sonnerie du téléphone ou de la porte, est considérablement atténué, voire éliminé, puisque le moteur est placé hors les pièces où se fait le ménage. Celui-ci est facilité : plus d'appareil à transporter (surtout d'un étage à l'autre en pavillon), seul le flexible s'encastre sur une prise de vide, encadrant ainsi le système d'aspiration par une alimentation en 24 volts.

Pour une maison individuelle de 100 m², le prix du matériel (moteur, flexible, prises) est d'environ 5.000 F. A titre de

comparaison, un aspirateur perfectionné vaut entre 1.500 et 2.000 F. Mais au montant de l'équipement s'ajoute l'installation, qui sera moins onéreuse si elle est prévue avant la construction, pour le passage des canalisations dans les chapes et les murs.

Le groupe moteur se pose sans un local adéquat, ou avec une prise d'air pour évacuer l'air aspiré. Les prises de vide (du format des prises de courant et formées par un clapet encastrant au mur et au sol. Leur emplacement et leur nombre dépendent de la longueur du flexible (de 7,50 m à 10 m), de la surface de la maison et de la configuration des pièces ; deux sont généralement suffisantes pour 100 m². Les tubes en plastique qui les relient au moteur se dissimulent dans les gaines techniques, des placards ou un escalier.

Les systèmes d'aspiration intégrée sont encore peu nombreux. Parmi eux, Alkitex est un matériel fabriqué en France qui comprend des groupes moteurs à bac à poussière de 11 ou 25 litres. Les prises de vide sont en fibre de verre et polyamide, blanc ivoire ou marron ; les flexibles mesurent 7,60 m ou 9,20 m.

L'équipement V.C.I., d'origine américaine, a des centrales d'aspiration à réservoir de 25 ou 30 litres ; les prises sont en plastique moulé blanc cassé ou brun, ou en métal ; le flexible est de 7,50 m.

Sur le groupe d'aspiration de Sipeg, les poussières et déchets sont automatiquement enveloppés dans un sac en plastique à la vidange de la cuve, de trente-six litres. Un flexible de 8,50 m se raccorde sur des prises de vide en plastique ou à décor bronze.

JANY ALLIAME.

* Alkitex, 2, rue des Robines, 93310 Lias. Tél. : 901.13.91.
V.C.I., 54, rue d'Amsterdam, 75009 Paris. Tél. : 534-80-44. Sipeg, 30, rue de Verdun, 92150 Suresnes. Tél. : 506-20-50.

Les tribunes de l'habitat

Installée sous une bulle de plastique sur l'esplanade du Trocadéro, l'exposition organisée par le Plan-construction présente, jusqu'au 28 janvier prochain, les résultats de dix ans d'innovation dans l'habitat : les formes, les matériaux, les modes de vie, sont illustrés par des photos et un audiovisuel.

Des débats sont organisés chaque jour, de 17 h 30 à 19 h 30 : « Dix ans d'expérimentation architecturale », ce mercredi 20 janvier ; « Les sons de l'habitat », le jeudi 21 janvier ; « Presse et habitat », le vendredi 22 janvier ; « L'architecture au quotidien », avec l'expérience du Loiret-Cher, le lundi 25 janvier ; « Les

H.L.M. et l'innovation », le mardi 26 janvier ; « Les aspects financiers de la politique du logement », le mercredi 27 janvier.

Le programme « Habitat 88 » sera présenté, le jeudi 28 janvier, par M. Roger Quillot, ministre de l'urbanisme et du logement, en présence de M. Paul Delouvrier, président du Plan-construction.

Des journées d'études régionales ont lieu à Bordeaux, du 21 au 23 janvier, sur le thème « Bois et habitat » et à Rennes, les 25 et 26 janvier sur l'« Evolution des quartiers anciens » et leur réhabilitation.

* Renseignements : Elizabeth Scheer : 503-92-04.

MEUBLES ANCIENS. - Pour aider les particuliers à préserver leur patrimoine mobilier, J.-P. Locquet (directeur des cires d'art Liberon) organise des cours d'initiation à la restauration des meubles et objets anciens. Ces cours (dépoussiérage, rebouchage, vernissage au tampon, patine, dorure, etc.) auront lieu dans les caves voûtées du village d'antiquaires Saint-Paul à Paris, chaque jeudi de 17 h à 18 h 30, du 4 février au 22 avril. Une participation au frais de 420 F est demandée pour les douze séances de conseils et démonstrations.

* Inscriptions et renseignements : « Les amis de la Libronerie », 8, carrefour des Religieuses, 91150 Etampes. Tél. : 494-69-88.

HISTOIRE DU PAPIER PEINT. - Etroitement lié à la décoration, mais aussi à l'évolution de l'art et des techniques, le papier peint a des racines profondes. Celle-ci nous est contée par François Teynac, Pierre Nolot et Jean-Denis Vivien dans un très bel ouvrage relié, de grand format, illustré de quatre cents documents pour le plupart inédits.

* « Le Monde de papier peint », 84, Berger-Leroux, 320 F environ.

AUTOMOBILE

NOUVEAUX MODÈLES CHEZ FIAT.

- A partir du 15 janvier, la gamme Panda (Panda-45 et Panda-45 Stéréo) se voit complétée par deux versions supplémentaires : la Panda-34 économique fonctionnant à l'essence ordinaire et la Panda-45 à toit complètement ouvrant. Les prix ont été fixés à 25 500 francs pour la Panda-34 (moteur de 843 centimètres cubes) et à 28 900 francs et 31 950 francs pour les Panda-45 et 45 Stéréo à toit ouvrant.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 20 janvier :

DES DÉCRETS

* Relatif au statut particulier du corps des techniciens d'études et de travaux de l'aviation civile et de la météorologie.

* Portant création d'une prime pour services en campagne pour les militaires appelés.

* Relatif à la prime spéciale d'équipement hôtelier.

DES ARRÊTÉS

* Relatif au taux de la taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes pour 1982.

* Modifiant un précédent arrêté portant attribution de l'aide financière à l'habitat autonome des jeunes agriculteurs.

* Modifiant un précédent arrêté pris en exécution des articles 3, 5, 6, 10, 11 et 15 du décret du 28 octobre 1975 portant application des dispositions de l'article 14-1 de la loi du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

TRANSPORTS

LE FRET AÉRIEN À BORDEAUX. - L'aéroport international de Bordeaux a mis en place un nouveau service à la disposition des exportateurs : « Fret info ».

Par un simple appel téléphonique, les industriels du grand Sud-Ouest pourront dorénavant avoir tous les renseignements utiles à l'exportation de leurs produits par la voie aérienne.

Ce service est assuré par des spécialistes de fret aérien du lundi au vendredi. Tél. : (56) 34-18-48.

UN GUIDE POUR « CHARLES-DE-GAULLE ». - A l'occasion de l'ouverture du terminal B de l'aéroport de Paris, l'aéroport de Paris réédite une série de documents d'information. Parmi ces derniers, un guide intitulé « Comment se déplacer sur l'aéroport Charles-de-Gaulle » destiné aux passagers et autres usagers de la plate-forme.

* Tél. : 320-15-00.

Prix champion!

785 par mois



Citroën Visa II

* Budget proposé par Citroën jusqu'au 31 février 1982 : dépôt de garantie de 200 F, loyer constant sur 60 mois de 784,71 F, valeur de l'achat en fin de contrat 6.800 F, coût total option d'achat comprise au bout de 6 ans de 36.150 F TTC. VISA II Spécial année modèle 82 : 31.900 F (prix cifr. en mois au 19.10.81). Exemple illustré avec promesse de vente, sans réserve d'acceptation du dossier + carte grise. Conditions offertes notamment par C.I.A.-SIVAC.

CITROËN TOTAL

CITROËN

Garuda Indonesian Airways.
La plus grande compagnie aérienne de l'hémisphère sud, et parmi les meilleures dans l'hémisphère nord.



L'envergure de notre compagnie se reflète dans la qualité du service en vol à bord de notre Boeing 747, et comme personne ne connaît l'Indonésie aussi bien que les Indonésiens, personne mieux que nous ne peut vous y conduire.

garuda
indonesian airways



Pour tous renseignements complémentaires, veuillez prendre contact avec votre bureau GARUDA local.

Amsterdam (020-246397) Bangkok (051-276521) Hambourg (040-327459) London (434 2591) Paris (562 3866) Rome (06-4755813/5)
Bruxelles (02-2191760) Frankfurt (0611-232956/78) Madrid (247 1100) Milan (02-804736/7) Zurich (01-36 36 444) Stockholm/Gothenburg (08-858582)

FORMATION PERMANENTE

INITIATION PROFESSIONNELLE.

- Le lycée technique d'Etat organise des stages gratuits et rémunérés d'initiation socio-professionnelle pour des jeunes de dix-huit à vingt-six ans sans emploi ayant le niveau B.E.P.C. ou ayant terminé le deuxième cycle secondaire et entrepris une ou deux années d'études supérieures.

* Lycée Raspail. Tél. : 322-11-01, poste 22.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Général : Jacques Faure, directeur de la publication.
Claude Joliet.

Imprimerie du « Monde »
r. de Valenciennes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437

02/10/1982

Le Monde

économie

ÉTRANGER

Remise en question du « paradis social » néerlandais

Le gouvernement propose une réduction de l'indemnité-maladie

De notre correspondant

Amsterdam. — Les Pays-Bas ne sont-ils plus un « paradis social » ? Selon un projet de loi très controversé, les salariés qui, jusqu'à présent, recevaient la totalité de leur salaire en cas de maladie, n'en toucheraient plus que 80 % à partir du 1^{er} avril.

Que ce projet soit l'œuvre du ministre socialiste des affaires sociales et de l'emploi, l'ancien premier ministre M. Joop den Uyl, a eu de quoi surprendre les Néerlandais, qui croyaient sous le droit capable de remettre en question un tel acquis. M. den Uyl n'a eu de cesse cependant de souligner le caractère, selon lui, inéluctable de l'attaque du principe de l'indemnité-maladie à 100 %.

Dans une époque de récession économique, notre actuelle indemnité-maladie est devenue impossible à maintenir, a-t-il dit. Grâce aux mesures qu'il préconise, il croit pouvoir réduire la facture des allocations sociales d'environ 1,75 milliard de florins par an.

Selon le projet, les salariés malades subiraient des prélèvements sociaux sur l'indemnité-maladie, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Cette mesure devrait permettre de verser 850 millions de florins par an au fonds-maladie financé jusqu'ici par l'Etat.

Le gouvernement de centre gauche propose aussi que les salariés prennent à leur charge des prélèvements qui devraient remplacer les fonds garantis jusqu'à maintenant par l'Etat et les employeurs réunis, permettant de compléter l'indemnité-maladie jusqu'à la totalité du salaire net. Cette mesure devrait constituer une réduction des dépenses publiques de 625 millions de florins.

Ces mesures aboutissent à une diminution de 20 % du salaire en cas de maladie, tandis que le gouvernement croit pouvoir économiser 500 millions de florins sur les allocations et espère une réduction des absences pour cause de maladie.

Par son attaque d'une des bases du « paradis social », M. den Uyl a

choqué le monde syndical, mais aussi son propre parti socialiste, le P.V.D.A. La direction du parti vient de faire cause commune avec les syndicats, qui n'ont pas exclu un vaste mouvement de grève pour empêcher l'aboutissement du projet.

M. den Uyl est assuré cependant du soutien des deux autres partis représentés au gouvernement, le parti chrétien-démocrate C.D.A. et le parti libéral de gauche Démocrates 66.

M. den Uyl estime qu'il a choisi la solution la moins mauvaise, qui, au moins, le mérite d'épargner le pilier de l'édifice social : l'indexation des allocations-chômage sur les salaires. Ces dernières années de plus en plus de voix se sont élevées, même au sein du parti socialiste, pour mettre fin à cette indexation coûteuse.

Une telle démarche serait toutefois en contradiction avec le principe de la solidarité entre travailleurs et chômeurs prônée par M. den Uyl, et une remise en question de « principe » pourrait entraîner la démission des ministres socialistes.

Les partisans de la réduction de l'indemnité-maladie font valoir qu'aux Pays-Bas l'absentéisme, pour raison de santé, est presque deux fois plus élevé que dans les pays voisins. Comme l'état de santé des Néerlandais ne diffère guère de celui des Belges ou des Allemands, l'excédent d'indemnité y est peut-être pour quelque chose.

La remise en question d'un acquis social très important a profondément divisé les socialistes. Le syndicat F.N.V., qui compte 1,1 million de membres sur une population active de 4,5 millions de personnes, vient de mettre un terme à son soutien « naturel » à M. den Uyl.

Des cadres du F.N.V. ont dit préparer des appels aux membres du syndicat pour qu'il annule leur affiliation au parti socialiste, si l'indemnité-maladie est modifiée.

RENÉ TER STEEGE.

ÉNERGIE

LES NÉGOCIATIONS SUR LA LIVRAISON DE GAZ SIBÉRIEN À L'EUROPE

Le gouvernement italien « s'accorde une pause de réflexion »

Le gouvernement italien a décidé de faire une pause dans les négociations avec l'Union soviétique sur les prix que l'Italie devra payer à Moscou pour recevoir le gaz sibérien, a annoncé le 19 janvier le ministre des affaires étrangères M. Colombo.

Dans le contexte politique actuel, à la lumière des événements de Pologne, le gouvernement et les forces politiques ont décidé de s'accorder une pause de réflexion dans la discussion sur les prix du gaz sibérien.

M. Colombo s'est cependant gardé de condamner définitivement la participation italienne au projet de gazoduc sibérien qui doit véhiculer à partir de 1984 40 milliards de mètres cubes de gaz par an — dont 8 pour l'Italie — et pourrait représenter pour les entreprises italiennes plus de dix milliards de francs de contrats de fourniture.

La pression américaine

D'autre part à Bonn on admet que les sanctions américaines à l'encontre de l'U.R.S.S. si elles ne sont pas tournées, retarderont de plusieurs années la fourniture de gaz.

Les Américains ne parviendraient pas à faire admettre le principe de l'interdiction des exportations de toute technologie civile de pointe, dite « cortège ». A propos du contrat de gaz sibérien, on déclare à Bonn, que le dossier n'a « rien à voir avec le Coeur », les matériels susceptibles d'être livrés étant « relativement simples ».

Cependant, du côté français, on observe la plus grande discrétion sur la réunion d'un organisme qui n'a aucun caractère officiel. Estimant qu'une attitude contraire nuirait, dans la conjoncture actuelle à l'efficacité, on se contente d'indiquer que la présence de quelques personnalités de conclusion brèves et très générales exprimant une position de principe, n'est pas exclue.

Accord entre l'Union soviétique et l'Afghanistan sur les livraisons de gaz. — L'Afghanistan exporte pour 177 millions de dollars de gaz naturel vers l'Union soviétique en 1982, a annoncé, le 19 janvier, Radio-Kaboul. Cette augmentation des livraisons de gaz à l'Union soviétique et représente une hausse de 15 % en valeur.

L'U.R.S.S. importe du gaz afghan depuis 1977. Selon la résistance afghane, l'Union soviétique paye le gaz afghan moitié moins cher que le cours mondial.

En R.F.A.

LA CONSTRUCTION D'UNE USINE D'ENRICHISSEMENT DE L'URANIUM VA COMMENCER

Les travaux de construction d'une usine d'enrichissement d'uranium par ultracentrifugation d'une capacité initiale de 400 000 unités de travail de séparation (U.S.E.) (1), vont débuter, au printemps prochain, avec deux ans de retard sur le site allemand de Gronau (R.F.A.), à proximité de la frontière néerlandaise.

L'installation appartient au consortium URENCO, qui groupe la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale : son coût est évalué à environ 500 millions de DM (27 milliards de francs). Elle devrait être opérationnelle en 1986.

(1) Correspondant aux besoins, en région, pour la production de quatre réacteurs à uranium enrichi de 1 000 mégawatts de puissance électrique.

AGRICULTURE

ACCORD DES DIX SUR LES IMPORTATIONS DE VIANDE BOVINE

Les ministres de l'agriculture des dix pays du Marché commun sont parvenus mardi 19 janvier à un accord sur les contingents de viande bovine qui seront importés en 1982 dans la C.E.E. à des conditions préférentielles. La Communauté importera 80 000 tonnes de viande bovine congelée au titre du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce), un contingent de deux cent dix mille jeunes bovins vivants, destinés pour l'essentiel à l'Italie et à la Grèce, et un contingent de 60 000 tonnes de viande congelée destinée à la transformation industrielle (« corned beef »). La moitié de ce dernier contingent, soit 30 000 tonnes, se verra imposer un prélèvement communautaire égal à 45 % du prélèvement normal, plus élevé que l'an passé.

LOGEMENT

Selon la date de renouvellement ou de révision

Les hausses des loyers libres entre le 7 octobre 1981 et le 30 avril 1982 seront de 8,58, 6,38 ou 6,36 %

Au moment où se discute à l'Assemblée nationale le projet de loi sur les rapports entre locataires et propriétaires, de nombreux locataires d'appartements à loyer libre ont un souci beaucoup plus immédiat : savoir quel pourcentage de hausse leur propriétaire peut appliquer à leur loyer lors de sa révision annuelle ou lors du renouvellement du bail.

Rappelons que cette révision annuelle intervient, normalement, à la date anniversaire de l'entrée dans les lieux, et que l'évolution du loyer suit, en général, celle de l'indice trimestriel du coût de la construction établi par l'INSEE. C'est le dernier indice connu à la date d'entrée dans les lieux qui est pris comme base de référence. Rappelons encore que le programme de lutte contre l'inflation décidé par le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a conduit le Parlement à adopter, le 18 décembre 1981, une loi de modération des loyers limitant, du 7 octobre 1981 au 30 avril 1982, la hausse annuelle des loyers libres à 80 % de la progression de l'indice du coût de la construction.

Pour les loyers dont le bail prend en compte l'indice du premier trimestre 1981 ou venant à révision avant le 30 octobre 1981 (dans le cas où le bail ne fait référence à aucun indice ou mentionne un autre indice, tel celui de l'académie d'architecture par exemple), la hausse est limitée à 8,58 %. En effet, l'indice du premier trimestre 1981 (publié au Journal officiel du 5 juillet 1981), seul indice connu jusqu'à fin octobre, s'établissait à 630 contre 589 au premier trimestre 1980, soit une progression totale de 10,72 %.

Pour les loyers dont le bail prend en compte l'indice du deuxième trimestre 1981 ou venant à révision avant le 24 décembre 1981 (dans le cas où le bail ne fait mention d'aucun indice ou fait état d'un autre indice), la hausse est limitée à 6,38 %. En effet, l'indice du deuxième trimestre 1981 (publié au Journal officiel du 30 octobre 1981) s'établissait à 638 contre 587 au deuxième trimestre 1980, soit une progression totale de 8,36 %.

Pour les loyers dont le bail prend en compte l'indice du troisième trimestre 1981 ou venant à révision avant l'indice du quatrième trimestre 1981 (dans le cas où le bail ne fait mention d'aucun indice ou en mentionne un autre que celui de l'INSEE), la hausse est limitée à 6,36 %. En effet, l'indice du troisième trimestre 1981 (publié au Journal officiel du 24 décembre 1981) s'établissait à 632 contre 604 au troisième trimestre 1980, soit une progression totale de 7,95 %.

Pour les loyers dont le bail viendra à révision après la publication de l'indice du quatrième trimestre 1981 et jusqu'au 30 avril 1982, la hausse autorisée sera de 80 % de la progression annuelle de ce dernier indice.

Au-delà, si le projet de loi présenté par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, est adopté, la progression normale annuelle des loyers devrait être celle de l'indice du coût de la construction de l'INSEE sans limitation.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	100 +	100 -	100 +	100 -	100 +	100 -
		100	100	100	100	100	100
\$ E.-U.	1,0450	6,3500	+ 50	+ 50	+ 50	+ 50	+ 50
£ mon.	2,9900	4,9900	+ 13	+ 48	+ 12	+ 33	+ 130
Yen (100)	2,9900	2,9900	+ 123	+ 223	+ 355	+ 397	+ 1086
D.M.	2,4423	2,4423	+ 94	+ 121	+ 100	+ 219	+ 627
Francs	2,3203	2,3203	+ 78	+ 187	+ 155	+ 186	+ 497
P.F. (100)	14,9235	14,9235	+ 145	+ 238	+ 125	+ 238	+ 460
F.S.	2,1532	2,1532	+ 178	+ 219	+ 325	+ 370	+ 894
L. (1 000)	4,7433	4,7433	+ 306	+ 228	+ 184	+ 466	+ 1041
S. (100 000)	11,8776	11,8776	+ 7	+ 121	+ 44	+ 390	+ 127

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	5 1/2	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100
\$ E.-U.	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
£ mon.	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
Yen (100)	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
F.S.	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
L. (1 000)	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
F. française	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



A LOUER
TRÈS BEL IMMEUBLE
ÉTAT NEUF

1.200 m²
PARKING

AV. HOCHÉ
POUR AMBASSADE
OU ADMINISTRATION

S'adresser à M. BING
5, rond-point des Champs-Élysées - Paris-8^e
Téléphone : 358.14.70

VIENT DE PARAÎTRE 5, rue Jacques Biégen
FRANCIS LEFEBVRE Paris 17^e

L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Comment l'évaluer ? Comment le déclarer ?
Textes et commentaires - 184 pages - 48 F. franco



Voilà ce qui rend humaine une compagnie aérienne

Avec Pakistan International Airlines, on se sent déjà chez soi.

Toutes les grandes compagnies aériennes se ressemblent à bien des égards. Professionnalisme, technologie, efficacité, fiabilité, elles ont en commun les mêmes soucis d'excellence. Peu de compagnies cependant y parviennent, faute de posséder la qualité la plus importante et la plus inimitable qui soit : la chaleur humaine. Voilà ce que vous offre Pakistan International

Airlines... on s'y sent déjà chez soi.

A votre prochain voyage vers l'Amérique, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique ou l'Asie, goûtez Pakistan International Airlines.

PIA

Great people to fly with



Une banque spéciale
c'était rassurant

AFFAIRES

Accord sur les futures normes de vidéo cassettes entre Philips et les Japonais

Les sociétés japonaises Hitachi, Japan Victor Company (J.V.C.), Matsushita et Sony ont signé, après de longues négociations, un accord avec le groupe néerlandais Philips sur les normes des futures vidéos cassettes (*Le Monde* du 12 janvier).

Cette seconde génération de matériel vidéo offre une voie nouvelle aux utilisateurs de magnétoscopes. Les caméras 8 mm, en raison notamment de leur faible encombrement et de leur légèreté, menacent fortement la position des caméras super 8 mm employées par les cinéastes amateurs. Les prix dépasseront légèrement 4 500 F et la cassette revendra à 23,25 F l'heure de tournage, au lieu de 16,40 F la minute pour le film super 8 mm. Le temps d'enregistrement des cassettes, qui mesurent 9 cm de long sur 6 cm de large et 1,4 cm de haut, est d'une heure.

Ces systèmes vidéo 8 mm ne remplacent pas pour le moment les formats existants pour les vidéos cassettes (système Betamax de Sony, VHS de J.V.C.-Matsushita et Video 2000 de Philips). Toutefois, à l'horizon 1985-1990,

il est certain que ces nouvelles normes, qui viennent d'être adoptées, se substitueront peu à peu à celles existantes, étant entendu que des « astuces » techniques permettront d'utiliser à la fois les anciennes et nouvelles normes.

Cet accord peut apparaître comme une première victoire de l'Europe face à la toute-puissance des groupes japonais. Les contacts secrets entre Philips et la France, les concertations avec les groupes allemands, le refus des pouvoirs publics français d'entériner l'accord entre Thomson et J.V.C., ont amené les groupes japonais à ouvrir une négociation globale sur les futures normes, alors qu'ils espéraient bien imposer les leurs. Ainsi, les industries européennes peuvent espérer, pour la prochaine génération de vidéos cassettes et de magnétoscopes, lutter à armes égales avec leurs concurrents japonais et attaquer le marché mondial, notamment les États-Unis. — J.-M. G.J.

COCA-COLA PREND LE CONTRÔLE DE LA FIRME CINÉMATOGRAPHIQUE COLUMBIA.

La distribution des premiers rôles change à la tête des grands studios de cinéma américains. Après la 20th Century Fox rachetée l'an dernier pour 722 millions de dollars par le magnat pétrolier Marvin Davis, après United Artists entré dans le giron de la Metro-Goldwyn-Mayer pour 250 millions de dollars, c'est aujourd'hui Columbia Pictures qui accepte la loi de Coca-Cola.

Il en coûte environ 795 millions de dollars au géant mondial des boissons non-alcoolisées (dont 327 millions de dollars « cash » et le reste par échange d'actions) pour réaliser cette diversification nouvelle dans le secteur des loisirs. Columbia, qui contrôle environ 13 % du marché cinématographique et qui avait connu des difficultés il y a une dizaine d'années aux États-Unis, a déposé au cours de son dernier exercice un bénéfice de 44,3 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 686,5 millions de dollars.

CONJONCTURE

M. DELORS SOUHAITE QUE LES ÉTATS-UNIS INTERVIENNENT SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Si les États-Unis se déclarent prêts à intervenir sur les marchés des changes pour éviter de trop fortes variations du dollar, ces fortes variations pourraient être moins agitées, a déclaré M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, lors d'un déjeuner organisé, mardi 19 janvier, par l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF).

Une telle démarche constituerait l'une des deux « petites prévisions qui nous permettraient de vivre mieux », a précisé le ministre, l'autre consistant, pour les autorités fédérales américaines, à assortir de commentaires appropriés la publication hebdomadaire des statistiques de la masse monétaire et non de « jouer Jupiter sortant de son ciel chaque semaine ». C'était une allusion à l'annonce, à la veille du week-end, d'une forte augmentation de la masse monétaire, due, pour une grande part, à des factures saisonnières, et qui a violemment perturbé les marchés des changes en début de semaine.

Interrogé sur l'éventualité d'un nouvel « ajustement » du franc au sein du système monétaire européen, le ministre a exclu une nouvelle dévaluation « ruineuse » avec une facture pétrolière de 150 milliards de francs et a dénoncé le « chœur des pleureuses », aux antipodes de l'esprit d'entreprise.

BASSE DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE

Les avoirs officiels de change de la France s'élevaient, fin décembre, à 31,50 milliards de francs, en baisse de 1,5 milliards par rapport à fin novembre. Cette diminution s'explique par la baisse de valeur de ses avoirs en or (-1,2 milliards de francs) résultant de l'application d'un nouveau cours de référence (76,97 F le kilo contre 82,57 F précédemment). Les avoirs en devises quant à eux ont progressé de 685 millions de francs.

POINT DE VUE

Publicité et médias

par EMILE TOUATI (*)

ENTRE les impressions et les réalités, il peut y avoir un important décalage. C'est le cas en particulier pour le volume de la publicité, souvent perçu comme gonflant régulièrement alors que, en fait, il diminue sensiblement en France, du moins relativement, et que, même dans l'absolu (en francs constants), il stagne depuis plusieurs années.

Par rapport au produit national, la publicité au sens le plus large du terme (y compris la promotion des ventes) est passée de 1 % en 1970 à 0,6 % en 1981. Par rapport à la consommation des ménages, la chute est de 1,45 % à 1,15 %. Les enquêtes de l'IREP, qui font autorité dans la profession, sont formelles à cet égard.

Cette évolution est antérieure à la crise économique que nous subissons depuis 1974, mais elle a été évidemment amplifiée par la conjoncture. Les causes en sont multiples et complexes : nouvelles structures de la consommation favorisant des secteurs excluant pratiquement la publicité, tels que les loyers et charges, la santé, la restauration collective — réduction du rythme de lancement de produits nouveaux — pressions des

annonceurs qui profitent d'une concurrence acharnée pour comprimer la rémunération de leurs agences et des supports, — arbitrages en faveur de l'exportation, — etc. Ces facteurs étant peu réversibles à moyen terme, il faut s'attendre à la persistance de ce phénomène que la progression de la publicité non marchande (dite aussi « de communication sociale » ou d'intérêt public) ne suffit, de loin, pas à contrebalancer car elle reste globalement assez marginale et bénéficiaire, de surcroît, de tarifs de faveur.

Si, dans le public, on a fréquemment le sentiment que la publicité est au contraire de plus en plus envahissante, c'est parce que l'on assiste parallèlement à une concentration des dépenses publicitaires sur certains médias, sur certains titres, sur certaines périodes de l'année, voire sur certaines heures de la journée. Une hirondelle ne fait pas le printemps, et un numéro de magazine bourré d'annonces ne devrait pas masquer le fait que la presse a perdu, en quatorze ans, vingt points de part du gâteau publicitaire (1967 : 70 % ; 1981 : 50 %).

Tout en se plaignant de concert de manquer cruellement de médias, et pour des raisons diverses où se mêlent considérations techniques, routines, et préoccupations commerciales, agences et annonceurs s'entendent pour privilégier systématiquement un nombre fort restreint de supports et d'emplacements, et encore à des époques précises de l'année. On a ainsi des flots (spectaculaires) d'encombrement publicitaire.

(*) Vice-président de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP).

taire dans un océan de sous-exploitation. Quelques oasis favorisées dans un désert paradoxalement très peuplé de supports respectables mais négligés.

Tout se passe donc comme si on décrétait que la France manque de routes parce que la circulation est difficile à certains moments sur les autoroutes de Normandie et du Sud.

C'est à la lumière de ces constatations qu'il convient d'aborder le problème des nouveaux médias : radios locales, télévision par satellite et par câble, télévision régionale, télématique. On peut être pour ou contre les nouveaux médias, et d'ailleurs pourquoi serait-on contre ? Sans adopter la foi trop facile du « tout nouveau, tout beau », il faut laisser ouvertes les voies de l'innovation, de la concurrence et du changement, ne serait-ce que parce que tous les médias classiques, y compris la télévision sous sa forme actuelle, vieillissent et sont condamnés, à plus ou moins long terme, à une baisse d'audience et d'autorité. L'émulation née de la compétition est en réalité leur meilleure chance de vitalité par l'adaptation aux nouvelles conditions et aux nouvelles attitudes. La vie est faite d'agressions surmontées, et du flux et du reflux de la natalité et de la mortalité.

Mais c'est se bercer d'illusions souvent intéressées que de proclamer, dans l'état actuel et prévisible d'un marché voué à une croissance modérée, qu'il suffira de multiplier les médias pour développer l'investissement publicitaire, et que l'expansion des uns ne se fera pas au détriment des ressources des autres.

Même en termes de coexistence et non de succession, les arbitrages sont, en tout état de cause, inévitables, accompagnés d'une redistribution des cartes et d'un reclassement des positions. Il est inutile et peu objectif de le cacher sous des déclarations euphorisantes et anacardées. Face à un défi, il vaut mieux être averti qu'endormi.

Cependant, les meilleures chances ne sont pas forcément du côté des derniers arrivés. Les médias sont mortels à tout âge, même si la réglementation ne conteste pas leur droit de vivre. Car le marché est plus dur et plus sélectif que la loi.

C.P.E.C. FORMATION
Préparation aux DEGRÉS DE COMPTABILITÉ DE l'Union Professionnelle.
(Formation spécifique en comptabilité)
Préparation aux examens d'État.
C.P.E.C. D.E.C.F.
Début des cours : Fév. 1982
Renseignements : 246-59-14

NEUBAUER
PEUGEOT - TALBOT
Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 janvier 1982
VOTRE TALBOT 82 MOINS CHÈRE
RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER
M. DENOLF - Tél. : 270-35-82

Une banque spécialisée,
c'était rassurant.

C'est devenu indispensable.

Quand le marché de l'immobilier est désorienté, l'avenir est à la banque spécialisée. C'est ce qui fait le succès de la Banque de La Hénin : tous les conseillers que vous y rencontrerez sont de véritables experts en immobilier. La Banque de La Hénin reste la grande banque dont l'immobilier est la première vocation. Elle a toujours été à la pointe en ce domaine. Elle est parmi les toutes premières banques distributrices de Prêts Conventionnés : elle a su créer les barèmes progressifs, le Compte Epargne Résidence Secondaire et certains crédits immobiliers sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, vous trouverez toujours un partenaire qui sait à quel point son interlocuteur peut avoir besoin de conseils, de souplesse et de rapidité de décision.

Dans l'immobilier, en 1982, il faudra réagir en spécialiste. A la Banque de La Hénin, ce n'est pas seulement une conviction.

C'est une volonté.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

A LOUER
TRÈS BEL IMMEUBLE
1747 M²

1.200 m²
PARKING

AV. HOCHÉ
POUR AMBASSADE
OU ADMINISTRATION

SPY 100 150

مذہبنا من الابرار

